

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**Du 1<sup>er</sup> octobre 2014**

**N°142**

# SOMMAIRE

*Conseils du 1<sup>er</sup> octobre 2014*

	<i>Pages</i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b>	<b>202</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b>	<b>426</b>



## **PARTIE 1 - DELIBERATIONS**

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	8
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	15
AMENAGEMENT ET URBANISME	20
CULTURE	23
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	61
EAU ET MILIEUX AQUATIQUES	84
EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE	102
ENVIRONNEMENT	103
ESPACE PUBLIC	112
FINANCES	115
LOGEMENT	116
POLITIQUE DE LA VILLE	159
PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS	163
RESSOURCES HUMAINES	168
SPORTS ET TRADITIONS	179
TRANSPORTS ET MOBILITE	187

**HORS COMMISSION**

Subvention exceptionnelle de solidarité - Adoption	9
Soutien aux manifestations - Attribution de subvention à la manifestation Medialab Session - Convention - Autorisation de Signature	11
Participation au Workshop Ville intelligente organisée par la Commission européenne - Financement du déplacement à Bruxelles - Approbation	13

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES**

Règlement intérieur - Adoption	16
Convention entre la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative à l'entretien et la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	18

**AMENAGEMENT ET URBANISME**

PLU de Montpellier - Effets sur les projets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	21
---	----

**CULTURE**

Conventions de partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et les associations "Les Amis de l'orgue de la Cathédrale Saint-Pierre", "Les amis de l'orgue des Saints-François et "Un orgue dans la ville" - Autorisation de signature	24
Partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et l'association "Jazz in Marciac" - Convention - Autorisation de signature	27
Marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith Sud - Élection des membres du jury - Lancement d'un appel d'offres - Approbation	29
Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Murviel-lès-Montpellier pour le financement de la campagne de fouilles archéologiques sur le site du Castellat - Autorisation de signature	33
Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Déplacement pour le vernissage de l'exposition "Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zabreg" au Musée archéologique de Catalogne (Espagne) à Gérone - Autorisation	35
Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Création de nouveaux tarifs de la boutique - Approbation	37
Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Avenant n°1 à la convention relative au dépôt et à la dévolution de vestiges archéologiques mobiliers appartenant à l'Etat - Autorisation de signature	39
Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Demandes de subventions au titre de l'année 2015 - Autorisation	41
Association Ensemble vocal Claire Garrone - Association Club de la Presse - Affectation de subventions - Approbation	43
Planétarium Galilée - Film "Jelo rêve de soleil" - Convention de cession de droits avec la ville de Vaulx-en-Velin - Autorisation de signature	45
Planétarium Galilée - Création des nouveaux tarifs de la boutique - Approbation	47
Planétarium Galilée - Convention de partenariat avec l'Université Montpellier 2 - Autorisation de signature	49
Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez - Travaux de démolition - Convention de Groupement de Commandes avec la ville de Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	52
Médiathèque Centrale d'Agglomération Émile Zola - Convention d'application n°5 à la convention-cadre de Pôle associé régional Languedoc-Roussillon n°2012-290/423 avec la Bibliothèque Nationale de France - Autorisation de signature	55
Musée Fabre - Demandes de subventions - Autorisation	58

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE

Développement économique et attractivité - Co-financement des projets de maturation de la SATT AxLR - Attribution de subvention	62
Développement économique et attractivité - Modification de la convention type de financement des projets de maturation de la SATT AxLR	66
Développement économique et attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subvention à la manifestation TEDx - Convention - Autorisation de signature	69
Développement économique et attractivité - Association dans le domaine informatique - (CUSMA)- Révision de la cotisation concernant l'adhésion - Approbation	72
Développement économique et attractivité - Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de Tourisme de Montpellier - Attribution de subvention - Autorisation de signature	74
Développement économique et attractivité - Développement International - Organisation d'une mission officielle et économique en Chine du 19 au 26 octobre 2014 - Participation au congrès EUPIC (Chengdu) - Participation à la Foire de la Chine de l'ouest sur le pavillon France - Réunions de travail pour la mise en place d'un accord dans le cadre de la French Tech - Autorisation et financement de la mission	77
Développement économique et attractivité - Convention de partenariat avec l'association d'entrepreneurs Leader - Autorisation de signature	81

## EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Schéma Directeur d'Assainissement - Travaux d'extension de la Station d'épuration de Cournonterral / Cournonsec - Marché n°2858EA12 - Avenant n°1 - Autorisation de signature	85
Réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement - Intercepteur Est Amont - Approbation du dossier d'enquête parcellaire - Demande d'ouverture d'enquête publique	88
Commune de Montpellier - Rue de Ferran - Renforcement du réseau d'eau potable pour la défense incendie - Convention financière - Autorisation de signature	91
Réhabilitation des canalisations d'eau potable et d'assainissement des eaux usées dans le cadre du PAE Saint Lazare - Convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	93
Réhabilitation des canalisations d'eaux usées et d'eau potable dans le cadre du réaménagement de la rue du Professeur Forgue - Convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	96
Organismes Extérieurs - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du comité de suivi du contrat de bassin versant de l'Etang de l'Or - Désignation	99

## EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE

Néant	102
-------	-----

## ENVIRONNEMENT

Collecte des déchets ménagers et assimilés - Marché n°3767GD14 pour l'achat et la maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte sur le territoire de la Communauté d'Agglomération - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	104
Collecte des déchets ménagers et assimilés - Marché n°3775GD14 pour l'acquisition de bennes amovibles et armoires de stockage des déchets diffus spécifiques pour les déchèteries de l'agglomération de Montpellier - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	107
Traitement des déchets ménagers et assimilés - Contrat de reprise des matériaux - Autorisation de signature	110

**ESPACE PUBLIC**

Jalonnement - Marché n°3777 TV 14 - Études de jalonnement sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier - Lancement de la procédure - Autorisation de signature	113
---	-----

**FINANCES**

Néant	115
-------	-----

**LOGEMENT**

Construction de 55 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subvention à l'OPH-ACM - Convention - Autorisation de signature	117
Construction d'une résidence sociale de 24 logements d'insertion - Maison relais « Centr'Ovale » - Boulevard Vieussens à Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	120
Construction de 90 logements sociaux - Foyer de Jeunes Travailleurs "Les Compagnons du Devoir" - Lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	123
Construction de 20 logements sociaux - Résidence « Le Val de la Combe » - Allée du Val des Garrigues à Saint-Jean-de-Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	126
Construction de 9 logements en location-accession - Résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne lot 16b1 à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	129
Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Villa Juliette », rue Boussinesq à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM DOMICIL - Convention - Autorisation de signature	132
Construction de 16 logements sociaux - Avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	135
Construction de 12 logements sociaux - Résidence « West Park » - Avenue Etienne Méhul à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	138
Construction de 9 logements sociaux - Résidence « Les Jardins de la Garonnière » - Chemin de la Garonnière à Saint-Drézéry - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	141
Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2009-2013 - Attribution de subvention pour la réhabilitation de deux logements - Autorisation de signature	144
Opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013-2016 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de quatre-vingt-deux logements - Autorisation de signature	147
Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2015 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de sept logements - Autorisation de signature	155

**POLITIQUE DE LA VILLE**

Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier - Modification de la convention constitutive - Autorisation de signature	160
---	-----

**PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS**

Gestion des temps - Renouvellement de l'adhésion à l'association Tempo Territorial	164
Demande de subvention auprès du Département de l'Hérault pour l'acquisition d'environ 250 transmetteurs télé-alarme – Approbation	166

## RESSOURCES HUMAINES

Procédure de fin d'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du Centre de Gestion de la fonction Publique Territoriale de l'Hérault - Approbation	169
Régime indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation	172
Modification du tableau des emplois et des effectifs	174

## SPORTS ET TRADITIONS

Piscine Communautaire Héraclès à Saint-Brès - Convention de participation pour le raccordement de la piscine aux réseaux de la ZAC de Cantausse - Autorisation de signature	180
Fonds spécial sports - Subventions - Attribution	182
Équipements d'intérêt communautaire - Mise à disposition de locaux et répartition des coûts - Renouvellement des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	184

## TRANSPORTS ET MOBILITE

Transports et Mobilité - Étude du plan local de déplacements de la Commune de Saint Jean de Védas - Convention d'attribution d'un fonds de concours - Autorisation de signature	188
Transports et Mobilité - Tramway bouclage de la quatrième ligne - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Modification de la composition de la Commission - Approbation	191
Transports et Mobilité - Convention de partenariat avec l'université de Montpellier III - Approbation	193
Transports et Mobilité - Convention de financement de la réalisation du franchissement de l'autoroute déplacée et étude du franchissement de l'autoroute existante avec Autoroutes du Sud de la France - Autorisation de signature	196
Transports et Mobilité - Tramway troisième ligne - Avenant n°1 à la convention de partenariat et d'objectifs « Surveillance de la qualité de l'air - Dispositif de surveillance et d'information Montpellier Agglomération » avec Air Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	199

## HORS COMMISSION



Montpellier  
Agglomération

## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAULT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**HORS COMMISSION – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITÉ – ADOPTION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Des pluies diluviennes ont récemment frappé la Communauté d'Agglomération d'Alès et les Communautés de Communes du Pays de Lamalou-les-Bains, du Pays Viganais Cévennes, des Cévennes Gangeoises et Suménoises, du Piémont Cévenol et du Pays de Sommières, causant de graves inondations.

Ce lundi 29 septembre 2014, des intempéries d'une durée et d'une intensité exceptionnelles ont provoqué des dégâts matériels très importants sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des communautés de communes voisines.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin d'être solidaire des populations de ses territoires voisins, durement touchés par ces catastrophes naturelles, souhaite venir en soutien des communautés et des communes concernées au travers d'une aide financière.

Dans ce contexte et afin de répondre aux besoins des populations sinistrées, il est proposé de réserver une enveloppe exceptionnelle globale de 100 000 €. Cette somme sera répartie entre les communes et les communautés les plus touchées, qui en feraient la demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'une aide exceptionnelle de 100 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2014,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Imc 186895-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-E. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA MANIFESTATION MEDIALAB SESSION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Adaptée des concepts des hackathons, startup weekend ou game jam, la Medialab Session est un concours permettant à des équipes composées de plusieurs profils (journaliste, designer, développeur) de construire en 2 jours un concept de nouveau media qui est présenté en fin de session sous forme de pitch (présentation rapide). Les réflexions portent sur le contenu rédactionnel et la production des contenus et articles, sur les vecteurs de diffusion et sur les business models.

Après Paris, Bruxelles et Nantes, la 4ème Medialab Session se déroulera du 10 au 12 octobre 2014 à Montpellier, organisée par des journalistes et consultants locaux et par une association Lahoda Prod basée à Nantes. Cette manifestation sera hébergée dans les locaux de la pépinière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Cap Omega.

Dans le secteur des media, fortement impacté par la transition numérique et qui fait face à des enjeux énormes - crise des medias traditionnels, modèles d'affaires instables pour les nouveaux medias -, un concours comme la Medialab Session favorise les collaborations et les démarches innovantes et peut apporter de nouveaux éclairages à ce secteur. Cette manifestation rentre donc dans le champ des actions locales liées à la French Tech.

Une subvention de 1 000 euros est proposée pour soutenir l'organisation de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 1000 euros, à l'association Lahoda Prod pour l'organisation de la Medialab Session de Montpellier, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser M. le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Imc 186762-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**HORS COMMISSION – PARTICIPATION AU WORKSHOP VILLE INTELLIGENTE  
ORGANISÉE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE - FINANCEMENT DU  
DÉPLACEMENT À BRUXELLES - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente initié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été reconnu par la Commission européenne comme faisant partie des territoires européens engagés dans des projets smart cities.

La Commission Européenne entend développer un cluster réunissant ces territoires afin de favoriser les échanges et de créer des conditions favorables au montage de projets. L'objectif pour la Commission est de gagner en efficacité dans la mise en œuvre des projets, de faciliter les partenariats et de susciter de nouvelles opportunités au plan économique.

Dans ce cadre, la Commission européenne prévoit un Workshop "European Innovation Partnership on Smart cities" le 8 octobre à Bruxelles qui réunira les territoires innovants en matière de ville intelligente.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite participer à ce workshop.

Le cout maximal de ce déplacement pour un technicien est estimé à 1 000 euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation d'un agent au Workshop Ville intelligente organisée par la Commission européenne,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14 OCT. 2014  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 186980 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREN



**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX  
ET AFFAIRES JURIDIQUES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

**Pouvoir(s):**

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
RÈGLEMENT INTÉRIEUR - ADOPTION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment de l'article L. 2121-8, le conseil municipal, dans les communes de 3 500 habitants et plus, doit établir un règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

L'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales rend ces dispositions applicables aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté en date du 15 avril 2014, il convient donc d'établir un règlement intérieur fixant les modalités de fonctionnement de l'assemblée communautaire.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil de Communauté dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ce document précise, dans le cadre législatif et réglementaire, l'organisation des débats et des votes au sein du Conseil Communautaire, les modalités de publicité des actes pris par l'organe délibérant et l'exécutif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il définit aussi le fonctionnement des principales institutions de notre établissement public de coopération intercommunale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau règlement intérieur du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre et une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Snc 186121 DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.



**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER RELATIVE À L'ENTRETIEN ET LA  
MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS CLIMATIQUES D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS  
DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AVENANT N°1 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°9904 du 10 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention permettant la réalisation de cette prestation par le service énergie de la ville de Montpellier, pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2014.

Afin de permettre que la maintenance des installations de chauffage soit assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2014-2015, la durée de la convention doit être prorogée de six mois, l'échéance étant ainsi décalée au 30 juin 2015. C'est l'objet du projet d'avenant n°1.

Ce projet sera soumis pour avis au Comité Technique Paritaire, lors de sa séance du 26 septembre 2014.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que tous documents afférents,
- dire que les crédits seront inscrits au Budget 2015, chapitres 920, 922 et 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Jmc 185936-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL



## AMENAGEMENT ET URBANISME



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

## AMÉNAGEMENT ET URBANISME – PLU DE MONTPELLIER - EFFETS SUR LES PROJETS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par courrier en date du 26 août 2014, la Ville de Montpellier a notifié, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le projet de modification de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Conformément à l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à se prononcer sur les modifications la concernant, à savoir les Zones d'Aménagement Concerté relevant de sa compétence, la ZAC Garosud, la ZAC Parc 2000 et la ZAC Euréka .

S'agissant de la ZAC Garosud extension, le projet de modification vise à imposer un alignement obligatoire sur la rue François-Joseph et ce, afin d'harmoniser le traitement urbain de l'ensemble de cette voie.

S'agissant de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension, le projet de modification ajuste le secteur de la zone 4AU1-3 avec le périmètre de la ZAC et modifie les dispositions relatives aux espaces libres permettant ainsi la mise en œuvre du projet d'aménagement et, en particulier, du plan paysager défini préalablement.

S'agissant de la ZAC Euréka, le projet de modification intègre un emplacement réservé en vue de la création d'une voie future de desserte pour améliorer le maillage des liaisons publiques dans le quartier.

En cela, les modifications projetées répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui accepte les modifications projetées sur ces secteurs particuliers.

Conformément à l'article L123-13-1 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a porté à la connaissance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'autres modifications dont celles portant sur les emplacements réservés instaurés à son bénéfice. Celles-ci permettent la réduction d'emplacement réservé pour la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway dans les quartiers Centre et Prés d'Arènes. En cela, les modifications projetées répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître son accord à la Commune de Montpellier afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- donner son accord, conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, concernant les évolutions du Plan Local d'Urbanisme relatives aux ZAC Garosud, Parc 2000 et Euréka,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : **Imc 186456 DE**

**14 OCT. 2014**

**14 OCT. 2014**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



## CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET LES ASSOCIATIONS "LES AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHÉDRALE SAINT-PIERRE", "LES AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS-FRANÇOIS ET "UN ORGUE DANS LA VILLE" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Fort de plus de 1400 élèves répartis dans 10 départements d'enseignements, le Conservatoire de Montpellier Agglomération développe une politique de partenariat basée sur des échanges pédagogiques et artistiques permettant d'une part de faire intervenir des artistes renommés et d'autre part de toucher un nouveau public.

Compte tenu de ces éléments, et fort du succès d'un premier partenariat noué avec l'association « Les amis de l'orgue des Saints François » (Eglise des Saints François) pour l'année scolaire 2013/2014, le C.R.R. souhaite renouveler cette collaboration, en élargissant le dispositif avec les associations « Les amis de la Cathédrale Saint Pierre » et « Un orgue dans la ville » (Eglise des Dominicains). Ces partenariats permettront de promouvoir la connaissance de l'orgue en initiant un dispositif d'actions pour que les élèves de la classe d'orgue puissent accéder à des instruments reconnus et dont l'esthétique permet une étude approfondie et poussée de certains répertoires.

Le C.R.R. ne disposant pas d'un orgue installé dans un auditorium, il s'agit d'offrir aux élèves la possibilité de jouer en public sur des instruments de qualité, accompagnés d'autres classes du C.R.R., dans un esprit d'ouverture, de transdisciplinarité et de pratique collective. Il s'agit en outre de vulgariser et d'assurer la promotion de l'instrument « orgue », objet du patrimoine et acteur essentiel de toute vie musicale, afin de toucher un public nombreux et par là inciter de jeunes élèves à pratiquer cet instrument au C.R.R.

Ces partenariats consisteront notamment en l'organisation de manifestations pédagogiques et artistiques (concerts dans le cadre de la saison culturelle 2014/2015 du CRR) et en l'accueil de cours collectifs et individuels de la classe d'orgue du C.R.R. d'ici à juin 2015. L'accès au Grand Orgue de la Cathédrale Saint Pierre permettra aux élèves de la classe d'orgue de préparer leurs examens de fin d'année. Enfin, l'association « Les amis de l'orgue de la Cathédrale Saint Pierre » autorise le stockage de l'harmonium appartenant au CRR, afin que cet instrument soit conservé dans les meilleures conditions possibles.

Pour tous ces motifs, il convient de conclure trois conventions de partenariat avec les associations susvisées, dont l'objet est de définir les modalités artistiques et pédagogiques de la collaboration entre les parties. Les conventions prévoient notamment que le C.R.R. prendra à sa charge les frais de mise à disposition des lieux et des orgues, évalués, pour l'ensemble des lieux et des instruments (orgues de la Cathédrale Saint Pierre, de l'Eglise des Sts François et de l'Eglise des Dominicains) à 5 400 € net de taxe pour l'année scolaire 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12514

- approuver les termes des conventions de partenariat pédagogique et artistique entre le CRR de Montpellier Agglomération et les associations "Les amis de l'orgue de la Cathédrale Saint-Pierre", "Les amis de l'orgue des Saints-François" et "Un orgue dans la ville";
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions susvisées ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14 OCT. 2014  
Déposé En Préfecture  
Le : 14 OCT. 2014  
Numéro de l'acte : *Imc 186309-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s) :

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'ASSOCIATION "JAZZ IN MARCIAC" - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, il a pour mission, entre autres, de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de poursuivre et de renforcer les partenariats avec des structures prestigieuses comme l'Association Jazz in Marciac.

Afin d'offrir aux élèves du département jazz et musiques improvisées du CRR la possibilité de bénéficier de master class jazz et musiques improvisées avec des artistes pédagogues, il est proposé de pérenniser notre partenariat pédagogique et artistique avec l'Association Jazz in Marciac.

Ce partenariat doit être formalisé dans une convention qui précise les engagements réciproques des deux parties et les modalités d'organisation pédagogique des master-class (disciplines instrumentales, dates, thèmes, ...).

L'Association Jazz In Marciac s'engage ainsi à accueillir, au sein des douze master-class qu'elle organise, les élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération inscrits au département Jazz et Musiques improvisées. Les étudiants auront la possibilité d'assister gratuitement aux concerts officiels programmés par l'Association Jazz in Marciac. Les participants prendront en charge leurs frais de déplacement, de repas et d'hébergement, sur la base de tarifs négociés communiqués par l'association.

De son côté, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération s'engage à verser une contribution financière annuelle aux frais pédagogiques fixée à 85 € par étudiant au titre des master-class instrumentales.

La Convention est conclue pour une période de onze mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'association "Jazz In Marciac" et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Sme 186297-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LE REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE DU ZÉNITH SUD - ÉLECTION DES MEMBRES DU JURY - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La couverture textile du Zénith Sud de Montpellier a été remplacée en 2000. Cette couverture présente des caractéristiques techniques spécifiques, et notamment un classement au feu M2, certifié pour une durée de 10 ans par le fabricant, la société FERRARI, le 3 août 2000.

Le 30 mars 2010, les essais effectués par le laboratoire national de métrologie et d'essais LNE ont permis de prolonger la durée de validité du classement M2 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 30 mars 2015.

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires en vigueur, il convient à présent d'organiser l'opération de renouvellement de la couverture textile du Zénith, dont la fourniture et les travaux de mise en œuvre sont évalués à 1 950 000 € H.T.

Dans ce cadre, il est nécessaire de contractualiser avec un maître d'œuvre afin d'assurer la conduite globale de l'opération. Le marché à intervenir comprendra les éléments de mission suivants : Diagnostic, Avant-Projet, Projet / Dossiers de Consultation des Entreprises, Synthèse, Assistance aux Contrats de Travaux, Direction de l'Exécution, Assistance aux Opérations de Réception, Ordonnancement - Pilotage – Coordination, et Système de Sécurité Incendie.

Compte tenu de l'enveloppe prévisionnelle des travaux et du niveau de complexité de la mission, le marché est estimé à 300 000 € H.T. Sa durée prévisionnelle est évaluée à 6 mois d'études, et 3,5 mois de travaux. Ces délais seront à consolider au cours de l'avancement de la mission.

Considérant que le marché de maîtrise d'œuvre susvisé porte sur la réhabilitation d'ouvrage existant, et vu les montants en jeu, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres, en application de l'article 74.III.1°.b) du Code des Marchés Publics.

En outre, conformément à l'article susvisé, un jury doit être constitué afin d'émettre un avis motivé sur les candidatures et les offres.

En application des articles 22 et 24 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant le mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2014, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury relatif à l'appel d'offres de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith Sud de Montpellier – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le prè-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de communauté, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Délibération n° 12516

Titulaires :

- Guy Barral,
- Robert Cotte,
- Marie-Pierre Pasdelou,
- Rosy Buono,
- Chantal Marion.

Suppléants :

- Gérard Castre,
- Joël Raymond,
- Catherine Dardé,
- Pascal Krzyzanski,
- Chantal Lévy-Rameau.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Présents (émargements) : 85 + 7 pouvoirs

Votants : 92 (dont 7 pouvoirs)

Bulletins nuls : 4

(bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 4

Suffrages exprimées : 84

Titulaires :

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,8

- Liste 1 :

Voix obtenues : 84

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

Suppléants :

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,8

- Liste 1 :

Voix obtenues : 84

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du jury sont :

Titulaires :

- Guy Barral,
- Robert Cotte,
- Marie-Pierre Pasdelou,
- Rosy Buono,
- Chantal Marion.

Suppléants :

- Gérard Castre,
- Joël Raymond,
- Catherine Dardé,
- Pascal Krzyzanski,
- Chantal Lévy-Rameau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12516

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture du Zénith Sud,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du jury,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant leur résiliation.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Dne 186637-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DÉWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -  
CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER POUR LE  
FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES SUR LE SITE  
DU CASTELLAS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire et gestionnaire du site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier. A ce titre, elle participe à hauteur de 45 000€ en 2014 au financement des campagnes de fouilles archéologiques menées sur le site conjointement avec l'Etat, et soutenues par la ville de Murviel-lès-Montpellier.

Il convient de formaliser avec la ville de Murviel-lès-Montpellier une convention de partenariat décrivant les modalités financières sur lesquelles s'engagent les deux parties. Ainsi, la ville de Murviel-lès-Montpellier contribue financièrement à hauteur de 6 000 €, sous forme de paiement de prestations de terrassement, au projet de fouille archéologique sur le site du Castellàs, Elle s'engage également à mettre à disposition gracieuse des fouilleurs :

- les installations sanitaires du terrain de sport de la ville ;
- le dépôt de stockage et ses annexes, route de Montpellier ;
- un véhicule de marque DOBLO pour une durée de 6 mois par année de campagne ;
- les services administratifs (assurances, communication...) et Techniques (déroussaillage du site et de ses accès, alimentation en eau des différents lieux de fouilles, installation de matériel...) de la commune, pour un bon fonctionnement des campagnes de fouilles ;
- le matériel informatique de la Médiathèque pendant ses heures d'ouvertures.

Enfin, la ville s'engage à prendre en charge tous les frais d'eau, d'électricité des bâtiments, communaux mis à dispositions des fouilleurs et d'approvisionner en eau les chantiers de fouille. Elle s'engage à fournir, dans les mêmes conditions, l'eau et l'électricité au bâtiment laboratoire et de stockage, situé en annexe des services techniques de la mairie.

La présente convention est conclue au titre de l'année civile 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Murviel-lès-Montpellier pour le financement de la campagne de fouille archéologique 2014 sur le site du Castellàs,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

SMC 18 6195-DE

Pour **extrait certifié** conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -  
DÉPLACEMENT POUR LE VERNISSAGE DE L'EXPOSITION "LES IAPODES, PEUPLE  
MÉCONNU. COLLECTIONS DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE ZABREG" AU MUSÉE  
ARCHÉOLOGIQUE DE CATALOGNE (ESPAGNE) À GÉRONE - AUTORISATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades, le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne) et le musée archéologique de Zagreb (Croatie) ont souhaité s'associer afin d'organiser une exposition temporaire itinérante intitulée « *Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb* ». Après avoir été présentée au public à Lattes du 15 mars au 8 septembre 2014, elle ouvrira ses portes à Gérone du 3 octobre 2014 au 1<sup>er</sup> mars 2015.

Cette exposition s'inscrit dans le cadre du programme « Culture 2007-2013, 536542-CU-1-2013-FR-CULTURE-VOL121 » de l'Union européenne qui associe la Croatie, membre de l'Union Européenne depuis l'été 2013. Elle propose au public français de somptueux objets issus d'une civilisation méconnue de l'âge du Fer croate – les Iapodes –, présentée pour la première fois en France et en Espagne. Le projet d'exposition s'appuie sur le développement d'un simulateur virtuel d'archéologie qui permet à un large public de découvrir la démarche des archéologues.

Cette collaboration a fait l'objet d'une convention tripartite. Dans ce cadre, le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne) invite ses partenaires au vernissage de cette exposition pour son étape catalane le vendredi 3 octobre prochain à 18h00 afin d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'équipe du musée archéologique de Lattes au rayonnement culturel et scientifique de cet événement.

Aussi est-il proposé que Monsieur Bernard Travier, Vice-Président délégué à la Culture effectuent le déplacement à Gérone, accompagné de Monsieur Lionel Pernet, Directeur du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades et commissaire de l'exposition, Madame Isabelle Grasset, Directrice administrative et financière du Site archéologique et Florence Millet, Chargée des sites et des expositions au Site. Ce déplacement s'effectuera avec un véhicule de l'Agglomération et dans la journée du 3 octobre. Les frais de repas et d'hébergement seront pris en charge par le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne), seuls les frais de péages seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant estimatif de 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Bernard Travier Vice-Président délégué à la Culture, Monsieur Lionel Pernet, directeur du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades et commissaire de l'exposition, Mesdames Isabelle Grasset, Directrice administrative et financière et Florence Millet, chargée des sites et des expositions du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades à effectuer ce déplacement à Gérone le 3 octobre 2014,
- dire que les dépenses sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

14 OCT. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Me 186653-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CRÉATION DE NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibérations successives n°7109 du 21 juillet 2006, n°7314 du 14 novembre 2006, n°7746 du 23 juillet 2007, n°7859 du 2 octobre 2007, n°7929 du 16 novembre 2007, n°8008 du 19 décembre 2007, n°8552 du 27 novembre 2008, n°8729 du 29 mars 2009 et n°11410 du 12 février 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades de Lattes. A titre indicatif, en 2013, 1 781 articles ont été vendus, représentant un montant de 16 317 €. Actuellement la boutique dispose de 431 références à la vente.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, il convient de modifier la liste des produits à la vente relative aux ouvrages, aux bijoux, aux reproductions et jeux ainsi qu'aux cartes postales et affiches (voir annexes). Les prix de vente s'échelonnant de 0,50 € à 215 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : DmC 186087-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DÉMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - AVENANT N°1 À LA CONVENTION RELATIVE AU DÉPÔT ET À LA DÉVOLUTION DE VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES MOBILIERS APPARTENANT À L'ETAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Constatant que le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération a, depuis sa création, accueilli un grand nombre de collections issues de l'archéologie préventive déposées par le Service Régional de l'Archéologie du Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Direction Régionale des Affaires Culturelles ont souhaité dès 2011, mettre en commun leurs compétences et leurs moyens afin de préciser les modalités de dépôt et de dévolution de ce mobilier archéologique au sein du musée Henri Prades à Lattes.

Par délibération n°10251 du 23 juin 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de dépôt. Cette convention a été conclue pour une durée de 5 ans à compter du 18 octobre 2011.

Ce dépôt acte la volonté de pérenniser l'implication du Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades au sein de l'activité archéologique menée sur le territoire de l'Agglomération, et permet de répondre au besoin toujours important d'espaces de stockage pour les vestiges mobiliers issus de l'archéologie préventive, en raison du contexte énoncé en 2011 et des grands travaux occasionnés par la croissance urbaine. Il permet aussi de valoriser les découvertes de l'archéologie préventives auprès du grand public, notamment dans le cadre d'expositions comme ce fut le cas en 2012 pour l'exposition « Montpellier Terre de faïence », qui présentait les découvertes réalisées à l'occasion des fouilles archéologiques préalables à la construction des lignes 1 et 2 du tramway.

Les différents travaux menés depuis lors ont mis à jour de nombreux objets qui sont venus compléter le dépôt initial ; il convient donc d'établir un avenant n°1 à cette convention pour mettre à jour les inventaires des dépôts. Cet avenant permet en outre de compléter la liste des sites concernés par ces dépôts et dévolutions. Les clauses pratiques et techniques demeurent inchangées et restent valables jusqu'au terme de la convention, soit jusqu'en octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat relative au dépôt et à la dévolution de vestiges archéologiques mobiliers, au titre de l'année 2014 jusqu'au terme de la convention initiale, soit en 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 à la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14 OCT. 2014  
Déposé En Préfecture  
Le : 14 OCT. 2014  
Numéro de l'acte : *Inc 185492 DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAULT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2015 - AUTORISATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades afin d'accroître son offre culturelle et scientifique.

Ainsi deux expositions temporaires d'archéologie, « **Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc** » du 27 septembre 2014 au 10 août 2015 et « **L'écriture étrusque** » (titre provisoire) d'octobre 2015 à février 2016, ainsi qu'une exposition d'art contemporain (de mai à octobre) en dialogue avec le patrimoine archéologique seront organisées. En outre, de nombreuses activités initiées par le Service éducatif permettront de favoriser l'accès au patrimoine archéologique à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Nuit des musées, Fête de l'Antiquité, Soirée culturelle et gourmande, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites.

Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, une campagne de conservation-restauration est initiée sur le mobilier issu des fouilles effectuées sur le site de *Lattara* afin de pérenniser et de restituer au public les objets avec une meilleure lisibilité.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions - budget prévisionnel 170 000 € -, activités pédagogiques et culturelles - budget prévisionnel 32 350 € -, traitements de conservation-restauration d'objets - budget prévisionnel 30 000 €-), il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne,
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 903 et 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte : SMC 185099-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

### Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

#### Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – ASSOCIATION ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE - ASSOCIATION CLUB DE LA PRESSE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12027 du 19 décembre 2013, le Conseil de Communauté a affecté les subventions de fonctionnement aux associations culturelles dans le cadre du budget primitif 2014.

L'association « Ensemble Vocal Claire Garrone » a depuis transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une demande de soutien financier au titre de l'année 2014, relatif à un échange culturel international organisé par l'association et l'orchestre baroque cubain Conjunto de Musica Antigua Ars Longa. Dans le cadre de cet échange, l'orchestre Ars Longa est accueilli dans différents lieux culturels de l'Agglomération de Montpellier et participe à des ateliers, des rencontres pédagogiques et des concerts, notamment un concert de prestige donné conjointement par Ars Longa et l'Ensemble Vocal Claire Garrone dans le cadre du festival des Voix à la cathédrale de Maguelone. Compte tenu de l'intérêt communautaire de cette manifestation, il est proposé d'affecter à l'association « Ensemble Vocal Claire Garrone » une subvention de fonctionnement de 4 000 €.

En outre, par la délibération susvisée, le Conseil de Communauté a affecté une subvention de 10 000 € à l'association « Club de la Presse ». Cette association, qui regroupe 1400 adhérents en Languedoc-Roussillon, est devenue particulièrement active dans le domaine du social et joue le rôle de Pôle Emploi dans le domaine du journalisme et de la communication. Une de ses cibles est constituée par les métiers précaires du journalisme et les pigistes.

Le club de la Presse a ainsi ouvert en 2013 un "Atelier des pigistes" à Port Marianne. Il s'agit d'un bureau de travail partagé destiné à des journalistes pigistes ne disposant pas de bureau, qui leur permet de rompre leur isolement et de favoriser le travail collectif. Ce local comporte 9 postes de travail, et son accès est gratuit pour les adhérents du club de la Presse, qui peuvent en bénéficier à raison de 3 jours par semaine maximum. Compte tenu de la portée de ce projet sur le territoire communautaire, il est proposé d'affecter une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 € au Club de la Presse afin de participer aux frais de fonctionnement de ce lieu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter une subvention de fonctionnement de 4 000 € à l'association "Ensemble Vocal Claire Garrone",
- affecter une subvention de fonctionnement complémentaire exceptionnelle de 5 000 € à l'association "Club de la Presse",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de partenariats correspondantes ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Smg186398-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - FILM "JELO RÊVE DE SOLEIL" -  
CONVENTION DE CESSIION DE DROITS AVEC LA VILLE DE VAULX-EN-VELIN -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Planétarium Galilée renouvelle sa programmation avec la sortie, en moyenne, de deux à trois nouveaux spectacles chaque année. Cela a été le cas en 2014, avec le spectacle tout public « Climats extrêmes du système solaire », sorti pour les vacances d'hiver. La deuxième sortie prévue est celle d'un spectacle pour le très jeune public, à partir de 4 ans, qui remplacera ou complètera à l'affiche celui dont il a été fait l'acquisition en 2012, « La taupe qui aimait les étoiles ». Le choix s'est porté sur un spectacle produit par la ville de Vaulx-en-Velin, « Jelo rêve de Soleil ». Cette création originale est un spectacle d'astronomie qui permet aux plus jeunes d'approcher le Soleil d'une façon ludique, avec un contenu scientifique rigoureux et intéressant. La sortie de ce film se ferait dès la réouverture du planétarium après travaux.

Les conditions d'acquisition et d'exploitation de ce spectacle audiovisuel font l'objet d'une convention de cession de droits avec la ville de Vaulx-en-Velin qui fixe les modalités financières, techniques et administratives. En particulier, les conditions financières sont fixées à six mille euros hors taxes pour une durée de 10 ans à compter du jour la première exploitation. Cette somme est majorée de cinq cents euros hors taxes pour les versions en langues anglaise et néerlandaise, qui seront disponibles par audioguides. Les autres conditions de la convention sont d'usage pour ce genre de spectacle audiovisuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de cession de droits du spectacle "Jelo rêve de Soleil",
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte,

Certifié Exécutoire      14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Dm c 185557-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CRÉATION DES NOUVEAUX TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11717 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la grille tarifaire des produits vendus à la boutique du Planétarium Galilée. Forte de plus de 700 références produits. La boutique est un équipement important de cet équipement culturel qui génère près de 8 000 ventes annuelles pour plus de 36 000 € de recettes.

Le maintien de l'attractivité de cette boutique nécessite de présenter régulièrement à la vente de nouveaux produits qui font l'objet de nouvelles références. Il convient donc de définir et valider la nouvelle grille tarifaire qui rassemble l'intégralité des références et prend en compte les nouveaux produits.

Le principe de réductions de 10% pour les articles de démonstration et de 10 à 30% à l'occasion des périodes de promotion sera maintenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle grille tarifaire des produits de la boutique du planétarium Galilée,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Dmc 18 3758 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

## **CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La Faculté des Sciences de Montpellier, composante de l'Université Montpellier 2, est une institution essentielle dans le domaine des sciences et de l'astronomie ; elle propose une offre complète de formations d'enseignement dans le domaine des sciences.

Le planétarium Galilée est un des établissements de vulgarisation de la culture scientifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour les domaines de l'astronomie et de l'astrophysique, dont l'action continue dans la sphère éducative en fait un acteur reconnu, tant au plan local que régional.

Compte tenu de l'activité de ces deux institutions, une collaboration s'est naturellement forgée depuis quelques années au travers de plusieurs projets ou actions : séries de conférences sur des thématiques actuelles, commencées avec « Galilée au planétarium » en 2009, année mondiale de l'Astronomie, production audiovisuelle avec le film « Lointaines galaxies », pour ne citer que ces deux exemples.

Afin de consolider cette collaboration fructueuse, il est proposé de lui conférer un cadre formel par la conclusion d'une convention de partenariat.

Ce partenariat se concrétiserait par des actions d'animations et de vulgarisation auprès du grand public et des étudiants, par une collaboration dans le cadre de la formation des étudiants et, dans l'objectif plus général de développer la culture scientifique, par une initiation à la démarche scientifique afin de redonner le goût des sciences aux jeunes et au grand public par l'expérimentation.

Les opérations de vulgarisation pour le grand public permettent en particulier aux chercheurs des laboratoires de recherche montpelliérains et d'ailleurs de vulgariser leurs recherches au travers de conférences au planétarium. Ce type d'action est à pérenniser et à développer : l'année 2015, déclarée « Année mondiale de la Lumière » par l'Unesco, serait une première occasion de développer un programme d'actions communes pour le grand public.

Sont aussi envisagées des actions pédagogiques à destination des étudiants de la Faculté pour les cursus de licence et des masters de physique et physique-chimie, des métiers de l'éducation et de la formation, d'histoire, philosophie et didactique des sciences et des écoles doctorales. L'outil « planétarium » serait ainsi utilisé comme support technique à des séances adaptées en fonction du niveau des étudiants, et pourrait se révéler d'une grande utilité pour certains apprentissages.

Pour préparer et piloter ces différentes actions, il est prévu de constituer une commission composée de personnels du Planétarium Galilée et de la Faculté des Sciences. Cette commission serait chargée de définir les thématiques annuelles, les programmes annuels des conférences, expositions et autres opérations, de définir les modalités d'organisation des cours au planétarium et de proposer un budget spécifique prévisionnel pour chaque opération, qui feront l'objet de conventions d'application.

Les parties envisagent de mettre en place une communication commune pour les actions menées de concert. Il est, enfin, prévu d'instituer un label « culture scientifique » visant à donner une garantie et une caution scientifique pour les domaines de l'astrophysique et l'astronomie, à des manifestations organisées par des sociétés d'amateurs, clubs scientifiques, centres de loisirs et de culture, établissements d'enseignement, pour valoriser leurs actions de vulgarisation.

Cette convention de partenariat prendrait effet du jour de sa signature jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 2,
- autoriser Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Dnc B3888 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOÛL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAULT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU-LE-LEZ - TRAVAUX DE DÉMOLITION - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

D'une surface hors oeuvre nette (SHON) de 1 100 m², la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque. L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Sur la base d'un montant de travaux de 2,7 M€ H.T., le budget global estimé de l'opération au stade du programme s'établit à 3,9 M€ H.T. (valeur juin 2013).

Compte tenu des contraintes spatiales du bâtiment existant, du coût de la dépose des équipements secondaires existants, de la nécessité de remplacer les menuiseries, de la nécessaire adaptation de l'équipement aux normes PMR, et de son positionnement en contrebas de la place, le choix d'une déconstruction / reconstruction s'est opéré.

Les travaux de déconstruction de la médiathèque Aimé Césaire sont évalués à 70 000 € T.T.C. Or, la Ville de Castelnau le Lez envisage d'engager la démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, à proximité de ceux de la Médiathèque Aimé Césaire sise Allée Rose de France.

La réalisation commune de ces prestations conduirait à une économie d'échelle générant un gain financier global pour les deux entités publiques. Or, dans la perspective de recherche de sources d'économie, le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Il est ainsi envisagé de constituer un groupement de commande, sur le fondement de l'article 8 du code des marchés publics, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, en vue de la passation de marchés relatifs aux travaux de démolition des bâtiments de l'Espace Rencontres, sis rue de la Crouzette, et de la Médiathèque Aimé Césaire, sise Allée Rose de France.

Un projet de convention a été élaboré à cet effet. La Ville de Castelnau le Lez est désignée coordonnateur du groupement, chargée de conduire la procédure d'appel public à la concurrence et mandatée pour signer et notifier les marchés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'associera pour sa part au suivi et au pilotage des travaux qui la concernent. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Castelnau le Lez est ainsi compétente pour choisir les titulaires des marchés.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché sont supportés équitablement par chaque membre du groupement. Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention constitutive du groupement de commandes avec la Ville de Castelnau-le-Lez pour les travaux de démolitions des bâtiments de l'Espace Rencontres et de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc186369-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA -  
CONVENTION D'APPLICATION N°5 À LA CONVENTION-CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ  
RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON N°2012-290/423 AVEC LA BIBLIOTHÈQUE  
NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre l'Etat (Bibliothèque Nationale de France, Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon), la Région Languedoc-Roussillon, LR2L (Languedoc Roussillon Livre et Lecture) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11061 en date du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la convention-cadre de Pôle associé régional Languedoc-Roussillon n°2012-290/423, établie entre la Bibliothèque Nationale de France et les partenaires du Pôle associé régional Languedoc-Roussillon pour les années 2012-2014.

Cette convention-cadre formalise notamment des objectifs de recensement des fonds patrimoniaux anciens, locaux et spécialisés conservés en région, de finalisation de la bibliographie régionale du Languedoc-Roussillon en langue française, de valorisation numérique des collections patrimoniales régionales et, à titre exceptionnel, de valorisation des collections patrimoniales sous forme d'expositions.

Elle peut donner lieu à une ou plusieurs conventions d'application destinées à fixer la nature et les modalités d'exécution des opérations que le Pôle associé régional s'engage à réaliser. Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre en 2014 la réalisation d'une bibliographie régionale en langue française engagée en 2012 et 2013, conformément aux conventions d'application n°1 et n°4, en formalisant une convention d'application n°5 à la convention-cadre n°2012-290/423.

Cette convention d'application n°5 définit les engagements de chacune des parties, et précise notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à traiter de façon rétrospective la bibliographie régionale et à l'enrichir de liens vers les documents numériques en s'appuyant sur le périmètre scientifique actuellement en vigueur à la Médiathèque centrale Emile Zola. La BNF apporte quant à elle son soutien financier à hauteur de 17 960 € T.T.C., pour la prise en charge de vacations, montant qui devra correspondre à 50% maximum des dépenses effectivement réalisées par la Médiathèque centrale Emile Zola pour cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'application n°5 de la convention-cadre 2012-2014 n°2012-290/423 relative à l'élaboration d'une bibliographie régionale en langue française,
- dire que les crédits seront inscrits en recette au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12527

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Sme 18 5008 -DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.



## CULTURE – MUSÉE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS - AUTORISATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC LR) et à la Région Languedoc-Roussillon de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au Conseil de solliciter une subvention 2014 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres suivantes :

François-André Vincent – « Renaud et Armide » : 184 941 € ;  
Andrea Vaccaro – « Le martyr de Sainte Agathe » : 325 000 €.

En outre, dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2015 son ambitieux programme d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics pour une dépense globale prévisionnelle de 2 000 000 €.

La programmation 2015 comprend notamment les expositions « L'Age d'or de la peinture napolitaine » du 20 juin au 11 octobre 2015, « Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'Ouest » du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016, « Laurent Reynes » à l'automne 2015.

### L'Age d'Or de la peinture napolitaine

Du 20 juin au 11 octobre 2015

L'exposition Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen qui s'est tenue en 2012 au musée Fabre puis aux Etats-Unis avait suscité à la fois un large succès auprès du grand public et un intérêt scientifique reconnu de la part des spécialistes. Dans son sillage, le musée Fabre continue son exploration de l'art italien, à travers l'école napolitaine, l'une des plus fertiles et originales du XVII<sup>e</sup> siècle. Depuis le séjour de Caravage vers 1606-10 jusqu'au triomphe de Solimena peu avant 1700, la peinture napolitaine évolue entre un naturalisme expressionniste et tragique et un goût baroque et sensuel pour la couleur et le mouvement. Sujets religieux, mythologiques, batailles, natures mortes, paysages témoignent de la fertilité et de l'imagination des peintres napolitains dont les plus importants seront exposés à Montpellier (Ribera, Stanzione, Giordano, Recco, Cavallino, Solimena...).

Cette exposition est le fruit d'une collaboration inédite entre l'Institut National d'Histoire de l'Art, l'Institut National du Patrimoine et le Musée Fabre. Elle a déjà reçu le soutien du musée du Louvre, ainsi que des plus importantes collections napolitaines dont le prestigieux musée de Capodimonte.

### Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest,

Du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016

Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest est un projet mené par le Cleveland Museum of Art. Au sein de l'organisme de coopération franco-américain FRAME, le musée Fabre accueillera cette exposition, en partenariat avec le Cleveland Museum of Art et le Saint Louis Museum. Consacrée à l'art Senufo, il s'agira de la - première exposition d'art africain au musée.

De belles et caractéristiques formes de sculptures, plus tard identifiées comme Senufo, surent attirer l'attention de marchands, de collectionneurs et d'artistes en Europe et en Amérique du nord au début du XX<sup>e</sup> siècle, moment où on commença de part et d'autre de l'Atlantique à juger les objets africains comme des objets d'art plutôt que des artefacts ethnographiques. L'exposition retrace l'émergence et la définition d'un style Senufo, et montre comment la créativité des artistes et le rôle des mécènes, ont donné naissance à une production riche, dynamique et diversifiée, autour du centre artistique de Korhogo et dans les communautés Senufo voisines, mais aussi dans les villes et les cités périphériques. Nourrie des recherches menées ces deux dernières décennies par les chercheurs d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du nord, l'exposition propose une large perspective explorant les multiples possibilités de se référer aux arts dits « Senufo », au-delà de la traditionnelle vision d'un style singulier et apparemment immuable.

### Laurent Reynes automne 2015,

Depuis 2009, le musée Fabre montre son engagement pour la création vivante en exposant des artistes contemporains ayant nourri des liens étroits avec la région. Il met à l'automne 2015 à l'honneur le

montpellierain Laurent Reynes, peintre, sculpteur, architecte. Sa peinture abstraite, dans la lignée de Joan Mitchell, interroge les possibilités de la couleur et de l'abstraction ainsi que de la gestuelle. Certaines installations permettent au spectateur d'entrer pleinement et physiquement au sein de la couleur.

A cet effet, il convient de présenter un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon concernant la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2015, l'édition des catalogues afférents et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

Le Label d'Intérêt National (LIN) sera sollicité auprès du ministère de la Culture pour l'exposition « L'Age d'or de la peinture napolitaine ».

Il convient également de déposer un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la DRAC Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) pour l'achat des œuvres mentionnées ci-dessus,
- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État et de la Région Languedoc-Roussillon pour la programmation 2015,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14 OCT. 2014  
Déposé En Préfecture  
Le : 14 OCT. 2014  
Numéro de l'acte : DMC 18 6382 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL



**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET  
ATTRACTIVITE**



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1<sup>er</sup> août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté N°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil Communautaire de Montpellier Agglomération a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.
- en date du 29 octobre 2013 sur les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR des 7 mai et 4 juillet 2014, trois projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation « Aviitam » : vise à développer la 1ère plateforme innovante d'aide à la prise en charge holistique des maladies chroniques pour les médecins et les patients. Cette solution permet aux médecins de se former au cours de leurs consultations et de mettre en place une véritable médecine du mode de vie dans le cadre des maladies chroniques. Plus précisément, il s'agit par exemple d'améliorer la prise en charge des patients présentant un surpoids ou une obésité compliqués d'une ou plusieurs maladies chroniques associées (anomalie de la glycémie à jeun/diabète, HTA, dyslipidémies, troubles du sommeil, maladie cardio-vasculaire, etc.). Aviitam® sera en outre le premier GPS « Santé » : pour la première fois, un patient sera guidé en temps réel dans la prise en charge de sa maladie chronique.

Porté par l'Université Montpellier 1, ce projet est développé par l'U1046 Inserm, l'Université Montpellier 1, l'Université Montpellier 2 : Physiologie & médecine expérimentale du Cœur et des Muscles ; le CHRU Montpellier et la SATT AxLR.

Il est par ailleurs accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création de la start-up Aviitam.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 314 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (221 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (61 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (32 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « Capteurs Magnétiques Innovants » : vise à développer un capteur hybride associant un capteur magnétique de haute sensibilité et des nanomatériaux pour détecter la présence de gaz en quantité infinitésimale. Les gaz détectés peuvent être des gaz à effet de serre, inflammables, toxiques, de l'oxygène, de l'hydrogène, du benzène et ses dérivés, etc. L'utilisation de ce capteur permettra notamment, de prévenir les agents d'intervention technique de la présence d'un câble à haute tension souterrain et ainsi éviter l'électrocution ou de mesurer de manière ultra précise la qualité de l'air et de l'environnement.

Porté par l'Université Montpellier 2, ce projet est développé par l'Institut Charles Gerhardt Montpellier, l'UMR 5253-CNRS Université Montpellier 2, l'Université Montpellier 1, l'ENSCM et la SATT AxLR.

Il a par ailleurs vocation à terme à être accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création d'une start-up.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 426 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (256 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (150 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (20 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « Algodone » : vise à proposer une solution complète de gestion des droits numériques pour les circuits intégrés en micro-électronique et leurs contenus de Propriétés Intellectuelles, de la conception jusqu'à la fabrication ou la programmation.

Le projet vise à répondre à un besoin industriel des fournisseurs de circuits micro-électroniques qui n'ont actuellement aucune solution de suivi et de traçabilité de leur modèle une fois qu'ils les ont livré à leurs clients - avec comme conséquence immédiate des contrefaçons aisées.

Porté par l'Université Montpellier 2, ce projet est développé par le LIRMM (équipe Sysmic/ADAC) - UMR n° 5506 (Tutelle UM2, CNRS) et la SATT AxLR.

Il est par ailleurs accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création de la start-up Algodone.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 311 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (181 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (100 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (30 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable des Comités d'investissement des 7 mai et 4 juillet 2014 et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur son financement, il est proposé au Conseil de Communauté d'Agglomération d'apporter une contribution à ces trois projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 82 000 €, le financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement de chaque projet et se répartit comme suit :

- Le projet de maturation « Avitiam » : 32 000 € ;
- Le projet de maturation « Capteurs Magnétiques Innovants » : 20 000 € ;
- Le projet de maturation « Algodone » : 30 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution des subventions des projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

14 OCT. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 186277-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.



## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MODIFICATION DE LA CONVENTION TYPE DE FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AxLR**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1<sup>er</sup> aout 2012, la SATT dénommé AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Les projets sont portés par des unités de recherche publiques. Les fonds versés aux projets de maturation accompagnés par la SATT AxLR permettent aux porteurs de projets sélectionnés de fabriquer un prototype, réaliser des tests de faisabilité, une étude marketing..., aboutissant à la mise sur le marché de produits ou services d'intérêt pour la compétitivité, la création et le développement des entreprises du territoire communautaire

Chaque projet retenu en comité d'investissement, fait l'objet d'une convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'organisme ou établissement de recherche concerné, détaillant les modalités d'attribution de cette participation.

Par délibération n° 11910 en date du 29 octobre 2013 le Conseil Communautaire a voté les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le modèle type de convention de financement des projets.

Depuis le 19 décembre 2013, quatre conventions de financement ont ainsi été signées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les établissements et organismes de recherche actionnaires de la SATT.

Afin de contrôler au plus près les dépenses réalisées dans le cadre des projets de maturation et la juste affectation des fonds publics attribués, il est proposé d'ajouter une clause supplémentaire à la convention type de financement des projets de maturation demandant le contrôle et le visa de la SATT

Délibération n° 12495

AxLR sur la nature, le montant et la légitimité des dépenses liées au programme subventionné., tel que présentée en annexe.

Il est donc proposé de modifier l'article 3 de la convention-type de financement relatif aux modalités de versement de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier tel que spécifié dans la pièce annexe:

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle type de convention de financement des projets modifié,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14 OCT. 2014  
Déposé En Préfecture  
Le : 14 OCT. 2014  
Numéro de l'acte : Imc 186278-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Philippe SAUREL





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA MANIFESTATION TEDx - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter une subvention à la manifestation suivante :

### **3<sup>ème</sup> édition de la conférence internationale TEDx Montpellier**

La société Lets Comm To The Word, sous l'autorité de Madame Magali Dutilleux, organise le 10 octobre 2014, à l'opéra Comédie, salle Molière, une manifestation intitulée « 3<sup>ème</sup> édition de la conférence internationale TEDx Montpellier – les jolies choses ».

La conférence TED (Technology, Entertainment and Design), rencontre annuelle très importante en Californie se décline dans le monde entier en conférences TEDx. Les meilleures prestations sont mises gratuitement à la disposition du public sur le site web et les réseaux sociaux sur un large éventail de sujets comme la science, les arts, la politique, les questions mondiales. La déclinaison TEDx montpelliéraine a pour fil conducteur l'innovation technologique au service de l'humain, fil conducteur en phase avec nos axes économiques et permet de valoriser le potentiel du territoire dans ces domaines. La présence d'une conférence TEDx sur le territoire s'inscrit dans le cadre de la démarche FrenchTech dans la mesure où elle contribue à la reconnaissance nationale et internationale du territoire montpelliérain comme lieu d'ébullition technologique et où elle est un temps de rencontre entre acteurs locaux.

L'édition 2014 a mis l'accent sur « les belles choses », ces choses très positives qui émergent de manière inattendue et parfois même naissent de situations très négatives. Elle accueille en local une assistance composée de décideurs de grands groupes nationaux et locaux, de journalistes, de chercheurs et dirigeants, de professeurs et d'étudiants.

Environ 120 personnes y participent et son retentissement est beaucoup plus large avec un live stream (diffusion en direct sur internet), une activité sur les réseaux sociaux et la mise en ligne de l'ensemble des prestations sur le site web de TEDx Montpellier et plus emblématiques sur le site TED. Lors de la 1<sup>ère</sup> édition : le livestream a compté 18 990 connexions par minute et a été le numéro 1 des sujets de conversation les plus commentés sur Twitter en France.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'organisateur,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12496

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Imc 1861 23-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUR





Montpellier  
Agglomération

## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAULT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ASSOCIATION DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE -(CUSMA)- RÉVISION DE LA COTISATION CONCERNANT L'ADHÉSION - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier ayant acquis la gamme de progiciels SEDIT MARIANNE de gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT, elle adhère au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) depuis 2013, pour un montant annuel de 200 €, net de taxe.

Ce club utilisateur a pour objectif de permettre l'évolution et l'amélioration des progiciels au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles.

L'assemblée délibérante a autorisé le renouvellement de cette adhésion pour les années 2014 et 2015.

Au vu de la multiplication des réunions et des frais afférents, afin d'équilibrer les dépenses et les recettes de l'association, l'Assemblée Générale du CUSMA en date du 03 octobre 2013 a délibéré l'augmentation des cotisations concernant l'adhésion du club à partir de l'année 2014, celle des communes ou établissement public de coopération intercommunale de plus de 200 000 habitants s'élevant désormais à 400 € net de taxe.

Afin de maintenir l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au CUSMA, il convient d'approuver le nouveau montant de la cotisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision de la cotisation concernant l'adhésion au Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne (CUSMA) ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Ime 136259-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années, dans le cadre de ses compétences, une politique forte de développement d'équipements culturels, sportifs, ludiques et de soutien à l'organisation d'expositions et de manifestations d'envergure nationale ou internationale qui font aujourd'hui de Montpellier une destination touristique de premier plan.

S'appuyant sur des équipements haut de gamme - avec le Palais des Congrès - le Corum, le Musée Fabre – Montpellier figure parmi les premières destinations françaises en matière de tourisme de congrès et d'affaires. La politique d'aménagement ambitieuse menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis de consolider une offre touristique riche en matière de tourisme culturel, ludique et sportif de haut niveau. Ainsi le complexe ludique Odysseum conforte une large palette d'équipements de loisirs avec notamment l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée, etc.

De plus, les nombreuses manifestations, soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, contribuent à l'attractivité de la destination et au rayonnement économique et culturel de l'Agglomération de Montpellier, en particulier les grandes manifestations internationales.

L'Office de tourisme de Montpellier, par sa politique d'accueil, d'information, d'animation du patrimoine et de promotion, contribue à la valorisation de ces équipements et événements culturels et de loisirs et œuvre ainsi en faveur du rayonnement et de l'attractivité du territoire de l'agglomération montpellieraine.

Il favorise également par son action le développement des entreprises du secteur touristique et conforte par la même la politique d'animation, d'accompagnement et de promotion en faveur de la croissance économique menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses compétences.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier souhaitent renforcer leur collaboration, dans la continuité des conventions qui ont couvert la période 2009 à 2013, en vue de soutenir la promotion du territoire d'agglomération et son attractivité.

Ce partenariat s'articule en 2014 essentiellement autour de deux grands axes stratégiques :

- 1) La promotion des équipements touristiques et de loisirs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que des événements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, tant au niveau régional, national et international.
- 2) L'observation touristique du territoire: La précédente génération de convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier a contribué à la mise en place d'un observatoire au sein de l'Office de tourisme. L'objectif est désormais de conforter cet observatoire et de partager, régulièrement, des indicateurs relatifs à l'activité touristique sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier,
- approuver l'attribution d'une subvention de 100 000 euros pour l'année 2014 à l'Office de Tourisme de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier et tous les actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Ime 186166-CC

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAURE





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION OFFICIELLE ET ÉCONOMIQUE EN CHINE DU 19 AU 26 OCTOBRE 2014 - PARTICIPATION AU CONGRÈS EUPIC (CHENGDU) - PARTICIPATION À LA FOIRE DE LA CHINE DE L'OUEST SUR LE PAVILLON FRANCE - RÉUNIONS DE TRAVAIL POUR LA MISE EN PLACE D'UN ACCORD DANS LE CADRE DE LA FRENCH TECH - AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Les relations entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et plus généralement la ville de Montpellier et la Chine sont une longue histoire riche et fructueuse : nous pourrions citer le début du XX<sup>ème</sup> siècle (1908-1927) et la venue à l'université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » ; plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations préservées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par l'Agglomération de Montpellier du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Le partenaire principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Depuis 2004, ce sont plus de 80 entreprises de Montpellier Agglomération et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Douze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires en Chine, à Chengdu du 19 au 26 octobre

2014. Cette mission doit permettre la croissance de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire en Chine.

Cela fait 4 ans que l'Agglomération de Montpellier a signé des accords de développement économique poussés avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, l'Agglomération conduit une délégation d'acteurs économiques (entreprises, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de participer au Congrès EUPIC.

Le contexte de cette mission est assez particulier, 2014 étant l'année des célébrations du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France, celle-ci est de ce fait invitée d'honneur de l'Etat chinois. Cela fera aussi 33 ans que la Ville de Montpellier est jumelée avec la Ville Chengdu.

Plusieurs événements vont marquer la mission :

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 4 500 participants) :
  - stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
  - session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
  - rendez-vous B to B pendant une journée pour les entreprises et acteurs du développement économique de l'Agglomération de Montpellier,
  - 2 interventions lors des conférences plénières.
- Participation à la Foire Internationale de la Chine de l'Ouest dans le cadre des journées labélisées par les états français et Chinois (55 pays, 28 provinces chinoises, 400 000 visiteurs) :
  - stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le Pavillon France, avec présentations des entreprises sur le stand.
- Inauguration du FISE Chengdu,
- Soirée dédiée aux relations entre Montpellier Agglomération, la Ville de Montpellier et la Ville de Chengdu.
- A la demande de la partie chinoise, visite de la ville de Neijiang :
  - présentation du tramway,
  - rendez-vous B to B pour les entreprises et acteurs du développement économique,
  - présentation des filières vin et technologie,
  - à cette occasion une lettre d'intention concernant la possibilité de mise en place de futurs partenariats sera signée.
- Relance du projet d'implantation de l'entreprise Yulong Group au MIBI.
- Rencontres avec les officiels du Tianfu Software Park dans le cadre de la French Tech.
- Rencontres avec la Mairie de Chengdu et le Gouverneur de la Province du Sichuan.

Pour cette mission il est proposé de porter un focus particulier sur les domaines de la santé et du numérique.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 50 000 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 400 € T.T.C. par participant soit 27 200 € T.T.C. pour l'ensemble des 8 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 1 000 € T.T.C. par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 22 800 € est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès....., ainsi qu'aux frais de déplacement de trois élus et un technicien de l'Agglomération de Montpellier sur la base des frais réels.

Compte tenu de l'importance du Congrès et des événements liés à la célébration des 50 ans des relations diplomatiques entre la France et la Chine, 400 000 personnes sont attendues à Chengdu. Pour des raisons de logistiques Eupic a bloqué des réservations de chambres d'hôtel pour ses congressistes à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement de la mission seront facturés directement par EUPIC à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires pour 8 entreprises et acteurs du développement économique de l'Agglomération de Montpellier en Chine à Chengdu du 19 au 26 octobre 2014,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver la participation de trois élus et un technicien à la mission et éventuellement de la presse,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 50 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 929 et 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant à signer la lettre d'intention, ainsi que la convention avec EUPIC précisant les termes de la facturation et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

14 OCT. 2014

Le :

Numéro de l'acte :

Ime 186178-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION  
DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION D'ENTREPRENEURS LEADER -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels qui font d'elle une métropole très attractive, elle a pour ambition de renforcer son tissu en favorisant l'implantation et le développement d'entreprises à potentiel sur son territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier déploie une offre globale en matière de solutions immobilières (service Implantation et Développement des Entreprises), d'emploi (service Emploi et Entreprises), de mise en réseau dans le cadre de filières stratégiques (TIC, Santé,...), d'appui aux projets de croissance des entreprises (Pack Croissance PME).

Pour renforcer l'impact de son action auprès des dirigeants, elle souhaite s'appuyer sur des partenaires d'excellence pour développer des actions synergiques et innovantes. C'est ainsi qu'elle s'est rapprochée du réseau d'entrepreneurs LEADER pour structurer un partenariat.

Créé en 2009 sous l'impulsion de chefs d'entreprises et de la Région Languedoc-Roussillon, Leader est le réseau des champions de la croissance maîtrisée. Le réseau est financé en partie par des fonds publics (Conseil Régional, DIRRECTE, FEDER, ...) et des fonds privés.

Leader regroupe à ce jour (juillet 2014), plus de 50 entreprises sur la région Languedoc-Roussillon, dont 75% sur le territoire du grand Montpellier. Les membres de Leader sont des PME/PMI en phase de devenir des Entreprises de Taille Intermédiaire. S'appuyant sur le partage d'expérience et l'échange de bonnes pratiques, le réseau est reconnu comme un outil pertinent offrant à ses adhérents les moyens de leurs ambitions en synergie étroite avec les partenaires institutionnels du territoire.

La présente convention a pour objet la création d'un partenariat opérationnel entre l'association d'entrepreneurs Leader et la Communauté d'Agglomération de Montpellier au bénéfice des entreprises implantées ou souhaitant s'implanter sur son territoire.

Il s'agit de :

- proposer un pack d'aide à l'implantation : une offre complète de services, incluant l'appui des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière immobilière, recrutement, appui à la croissance et l'appui de Leader, en matière d'intégration dans le réseau entrepreneurial local aux entreprises. Cette offre vise à inciter les entreprises à venir s'installer en facilitant leurs démarches ;
- développer des actions communes d'appui à la croissance des entreprises : une à deux manifestations par an sur la thématique spécifique de l'appui à la croissance des entreprises ;
- se faire le relai des opérations de son partenaire auprès de sa base de contacts (entrepreneurs et plus largement acteurs économiques selon la nature des actions).

Cette convention n'a pas d'incidences financières.

Les termes de la convention, qui prendront effet à sa signature, sont valides pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association Leader,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.



Délibération n° 12500

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

14 OCT. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Imc185874-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,



M. Philippe SAUREL.

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES**



Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - TRAVAUX D'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE COURNONTERRAL / COURNONSEC - MARCHÉ N°2858EA12 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'assainissement, la Communauté d'Agglomération a raccordé en juillet 2005 les effluents de la Commune de Cournonsec sur la station d'épuration de Cournonterral et s'est engagée à renforcer à terme cette installation pour les besoins futurs de ces deux communes.

L'avant-projet de l'extension de la station d'épuration intercommunale a été approuvé par délibération n°10435 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 29 septembre 2011 et a arrêté le montant prévisionnel des travaux à 3,45 M € H.T. La capacité nominale de la station est portée à 15 000 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Les nouveaux ouvrages sont construits sur les parcelles voisines BC007 et BC008 acquises par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce site est longé par le Coulazou, affluent de la Mosson, qui continuera à constituer le lieu de rejet des effluents traités.

Le niveau d'épuration visé intègre le traitement des paramètres azote et phosphore. Il correspond au niveau de traitement le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible ; il sera amélioré par rapport à la situation actuelle.

Par délibération n°11657 du 26 juin 2013, le marché de travaux n°2858EA12 a été attribué à l'entreprise AQUALTER (anciennement TERNOIS) domiciliée à la Seyne sur Mer (83), pour un montant de 2 948 181,54 € H.T. (valeur septembre 2012), soit 3 526 025,12 € T.T.C. (TVA 19,6 %).

Début 2014, les travaux d'extension de la station d'épuration ont débuté.

Au cours de l'exécution du marché, des aléas de chantier, des optimisations et modifications du projet nécessitent des travaux supplémentaires.

Ainsi, à l'ouverture des fouilles au démarrage du chantier, des venues d'eau non identifiées préalablement dans l'étude de sol, sont apparues. L'analyse alors demandée au géotechnicien a révélé que ces venues d'eaux étaient pérennes et permanentes et situées en affleurement d'une couche imperméable.

Il s'avère donc nécessaire de les évacuer en continu afin d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps. Pour cela, un drainage définitif doit être réalisé autour du bassin d'aération accompagné d'un puisard en point bas.

Ces travaux supplémentaires sont évalués à 30 593,81 € H.T.

D'autre part, un ancien ouvrage, reliquat des fondations d'un précédent bâtiment, non identifié sur les plans existants, a été rencontré. Sa démolition génère un surcoût de 2 245,51 € H.T.

Enfin, des ajouts de commandes déportées et sondes sont rendus nécessaires afin d'optimiser l'exploitation future, soit un surcoût de 3 703,99 € H.T.

Ces sujétions imprévues imposent une modification de la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial, la création de prix supplémentaires et une modification de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Un avenant n°1 au marché de travaux n°2858EA12 est proposé pour cela.

Cet avenant génère une plus-value de 36 543,31 € H.T. (valeur septembre 2012), soit 43 851,97 € T.T.C. (TVA 20%).

Délibération n° 12537

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 2 984 724,85 € H.T., soit une augmentation de 1,24% par rapport au montant initial..

Le délai initial d'exécution du marché (hors période de préparation) est de 13 mois comprenant 10 mois de travaux, 1 mois de mise au point en eau claire, 1 mois de mise en régime, puis 1 mois de période d'observation. Dans le cadre de cet avenant n° 1, il est proposé de prolonger de 11 semaines ce délai afin de tenir compte des délais de réalisation des travaux supplémentaires mais aussi d'un incident technique sur l'exploitation des bassins existants et conservés, survenu en avril, provoquant l'inondation des fouilles du chantier. Cet incident relève de la responsabilité du titulaire du contrat de délégation de service public. Toutefois, sa résolution a engendré des retards dans l'exécution des travaux pour lesquels l'entreprise ne doit pas se trouver pénalisée.

Les différents événements évoqués ci-dessus justifient la prolongation de ce délai de 11 semaines. Le délai global d'exécution du marché passe ainsi de 13 mois à 15,75 mois.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2858EA12 des travaux d'extension de la station d'épuration de Courdonterral / Courdonsec augmentant son montant de 36 543,31 € H.T. et prolongeant la durée d'exécution de 11 semaines,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Smc 186125 -DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST AMONT - APPROBATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Les études d'avant-projet de l'intercepteur Est, collecteur primaire de transport des eaux usées dans la vallée du Lez, depuis le lieu-dit Pidoule sur la Commune de Montferrier-sur-Lez jusqu'à la station d'épuration MAERA sur la Commune de Lattes, ont été approuvées par délibération n°6825 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 16 décembre 2005.

Par arrêté n°2007-I-2132 en date du 09 octobre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique (DUP) les travaux correspondants et les acquisitions foncières nécessaires à leur réalisation puis, par arrêté n°20131303 en date du 11 février 2013, a prorogé cette DUP jusqu'au 07 octobre 2017.

Par délibération n°10907 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a approuvé un dossier d'enquête parcellaire complémentaire et de constitution de servitudes pour la partie de l'Intercepteur Est Amont sur les secteurs de Navitau (Castelnau le Lez) et du futur Poste de Refoulement (PR) des Closades sur la Commune de Clapiers.

Il s'avère aujourd'hui qu'un nouveau dossier d'enquête parcellaire est nécessaire sur ce secteur en vue de l'acquisition de parcelles privées pour implanter la future canalisation. Il s'agit du tronçon en amont du poste de refoulement des Closades, le long de la route départementale n° 65, devant initialement être réalisé dans les emprises des travaux de doublement de la voirie sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault.

Or, les travaux de doublement de la route départementale sont différés alors que la mise en service de l'Intercepteur est nécessaire à court terme pour les besoins d'urbanisation nouvelle de la Commune de Clapiers.

Il est ainsi proposé que les acquisitions initialement prévues par le Département de l'Hérault soient réalisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le foncier ainsi acquis sera cédé dans un second temps au Département de l'Hérault lorsqu'il réalisera ses travaux.

Il convient par conséquent de procéder à une enquête parcellaire complémentaire pour l'acquisition foncière par voie amiable, ou au besoin par voie d'expropriation, des parcelles concernées, sur la base du périmètre de la déclaration d'utilité publique et des acquisitions foncières précisées dans le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, il est proposé de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire, puis de requérir le prononcé de l'arrêté correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire portant sur la réalisation de l'Intercepteur Est sur le secteur amont,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête parcellaire,
- requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte,

Délibération n° 12538

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 18 61 27 DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

### Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

#### Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE MONTPELLIER - RUE DE FERRAN  
- RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE POUR LA DÉFENSE INCENDIE -  
CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement, un tronçon de l'Intercepteur Est, nouveau collecteur primaire d'eaux usées dans la vallée du Lez, est posé rues de la Draye et de Ferran sur la Commune de Montpellier. En cours de chantier, il est apparu qu'une partie de la rue de Ferran n'est pas desservie en eau potable sur le secteur compris entre les rues de Combe Caude et Aiguelongue.

En accord avec la Ville de Montpellier, il est proposé de réaliser une extension du réseau d'eau potable pour desservir les habitations riveraines existantes et de renforcer le dimensionnement de cette nouvelle conduite pour les besoins en matière de défense incendie. Ce renforcement du réseau d'alimentation en eau est compatible avec le maintien de garantie d'une eau distribuée de qualité, ses qualités sanitaires n'étant pas altérées.

Le projet consiste en la pose de 710 mètres de canalisation diamètre 100 mm. Celles-ci seront revêtues d'un matériau isolant et enrobées de béton pour assurer leur stabilité lors des travaux de la future ligne RTE (Réseau de Transport Electricité - 225 000 V) qui devrait être réalisée prochainement.

La sécurité incendie relève des pouvoirs de police du maire alors que l'alimentation en eau potable est une compétence transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Aussi, il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation du renforcement du réseau d'eau potable envisagé.

Un projet de convention a été établi à cet effet. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, mais remboursés en partie par la Commune de Montpellier.

Ce reversement aura lieu douze mois après la réception des travaux et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

Le coût de la réalisation du réseau de desserte en eau potable a été évalué à 80 000 € H.T. alors que coût de réalisation de ce réseau dimensionné pour les besoins de la défense incendie a été estimé à 124 000 € H.T. Le coût mis à la charge de la Ville de Montpellier est donc évalué à 44 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention financière entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le renforcement du réseau d'eau potable pour la défense incendie rue de Ferran à Montpellier
- dire que les crédits sont inscrits au budget eau potable chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014

Le :

Numéro de l'acte : SMC 186114-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉHABILITATION DES CANALISATIONS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DANS LE CADRE DU PAE SAINT LAZARE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Ville de Montpellier engage dans le cadre du PAE Saint-Lazare des travaux de réalisation d'un réseau d'eaux pluviales sur le secteur compris entre l'avenue de Castelnau, l'avenue Saint-Lazare, l'avenue de la Reine d'Italie, et le rond-point du Souvenir Français. A la lumière de l'état des réseaux d'eau potable et d'assainissement de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de les réhabiliter à cette occasion. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publiques en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant d'opération engagé par la Ville s'élève à 696 000 € T.T.C. Concernant la part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'estimation s'élève à 627 500 € H.T., soit 753 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Ville de Montpellier dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre interne, dite générale, de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement seront assurées par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

Le montant global de cette opération, entièrement financée par les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement est de 753 000 € T.T.C. répartis en :

- 325 800 € TTC sur le budget annexe de l'eau potable,
- 427 200 € TTC sur le budget annexe de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées dans le cadre du PAE Saint Lazare,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Imc 186074-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAULT suppléant de M. A. MOYNIER.**

**Pouvoir(s):**

**M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.**

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉHABILITATION DES CANALISATIONS D'EAUX USÉES ET D'EAU POTABLE DANS LE CADRE DU RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DU PROFESSEUR FORGUE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Ville de Montpellier engage des travaux de réaménagement de la rue du Professeur Forge. Dans le cadre de ces travaux et à la lumière de l'état des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de les réhabiliter. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans la perspective de la réalisation de ces deux projets et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes publiques en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement. Le montant d'opération engagé par la Commune s'élève à 600 000 € T.T.C. Concernant la part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'estimation s'élève à 330 000 € H.T., soit 396 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Ville de Montpellier dispose de son équipe de maîtrise d'œuvre interne, dite générale, de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées ont été confiées à un bureau d'études extérieur. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

Le montant global de cette opération, financée par les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, est de 396 000 € T.T.C. répartis en :

- 151 200 € TTC sur le budget annexe de l'eau potable,
- 244 800 € TTC sur le budget annexe de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et des eaux usées de la rue du Professeur Forge,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte,

Délibération n° 12541

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Ime 186075-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAURE







SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DU COMITÉ DE SUIVI DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR - DÉSIGNATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) et les acteurs du territoire ont souhaité engager une démarche de contrat à l'échelle du bassin versant de la lagune de l'Étang de l'Or.

Le pilotage de l'élaboration et du suivi de ce contrat est confié à un comité de suivi appelé « Comité de bassin de l'Or » qui est constitué par arrêté préfectoral.

Il est présidé par un élu, membre de ce Comité. Son secrétariat et son animation sont assurés par le SYMBO, désigné comme structure porteuse du contrat.

Le rôle du Comité est de :

- piloter l'élaboration du contrat ;
- organiser la concertation entre les acteurs du territoire durant sa phase d'élaboration et de permettre l'expression de débats entre ces acteurs, en particulier au sujet de la définition des objectifs du programme de travaux du contrat et de ses modalités d'évaluation ;
- assurer le suivi de l'exécution du contrat pour faire un point annuel des actions engagées et préparer le programme de l'année suivante ;
- organiser la communication et l'information auprès des personnes qui sont représentées à travers le Comité.

Ce comité est composé de 45 délégués répartis en trois collèges, représentant :

- les collectivités territoriales et les établissements publics locaux (23 représentants soit 51%) ;
- les usagers (16 représentants soit 36%) ;
- l'Etat et ses établissements publics (6 représentants soit 13%).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier fait partie du premier collège.

A ce titre, il convient de procéder à la désignation par voie de délibération de deux représentants de l'Agglomération qui siégeront en qualité de membres titulaires au titre du collège des établissements publics et groupements associés au Comité.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Monsieur René Revol,
- Monsieur Jean-Pierre Rico.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs René Revol et Jean-Pierre Rico en qualité de membres titulaires au sein du comité de suivi du contrat de bassin de l'Étang de l'Or et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à siéger au sein de ce comité et accepter toute fonction dans ce cadre, y compris celle de Président ;

Délibération n° 12542

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 186590-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL



**EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET  
AGRICULTURE**

## ENVIRONNEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
MARCHÉ N°3767GD14 POUR L'ACHAT ET LA MAINTENANCE DE BACS ROULANTS  
ET DE DISPOSITIFS DE PRÉ-COLLECTE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE  
SIGNER LE MARCHÉ**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un parc de conteneurs de pré-collecte (bacs roulants) des déchets ménagers et assimilés mis à disposition des usagers du service collecte. Ce parc représente environ 265 000 bacs pour un volume de 46 000 m<sup>3</sup>. Afin d'assurer les nouvelles dotations et la maintenance des conteneurs, un marché a été conclu avec la société Temaco pour une durée de 3 ans à compter du 25 avril 2012,

Un nouvel appel d'offres doit donc être lancé en application des articles 33 alinéa 3, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics afin d'assurer la continuité des prestations d'achat et maintenance des bacs roulants et dispositifs de pré-collecte des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le marché à lancer, sans variante ni prestation supplémentaire, comprend un lot unique et sera conclu pour une nouvelle période de 3 ans, hors période de préparation (4 semaines maximum) à compter du 25 avril 2015..

Les principales prestations objet du marché sont les suivantes :

- achat, mise en place et maintenance de bacs de collecte en porte à porte pour les déchets ménagers résiduels (bac à couvercle gris), pour les déchets recyclables secs (bacs à couvercle jaune), les biodéchets (bacs à couvercles orange), les papiers de bureau (bacs à couvercle bleu) ;
- achat, mise en place et maintenance de dispositifs spécifiques de pré collecte : postes fixe-bacs, abris à bacs,... ;
- enquêtes et informations du public au moment de la mise en place des bacs roulants.

Le marché à intervenir est à prix unitaires tant sur les fournitures que sur les prestations de maintenance (facturées au m<sup>3</sup> de conteneurs par an) ou d'enquêtes et informations des usagers préalables à la dotation.

Le budget annuel actuel est de 1 500 000 euro H.T. Les montants totaux minimum et maximum sur la durée du marché sont fixés respectivement à 3 500 000 euro H.T. et 8 000 000 euro H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de lancer un appel d'offres pour la passation d'un marché portant sur l'achat et la maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte des déchets ménagers et assimilés,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser la signature du marché tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12543

Certifié Exécutoire

Publié le :

08 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

08 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

**Imc 185881-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS  
- MARCHÉ N°3775GD14 POUR L'ACQUISITION DE BENNES AMOVIBLES ET  
ARMOIRES DE STOCKAGE DES DÉCHETS DIFFUS SPÉCIFIQUES POUR LES  
DÉCHÈTERIES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE  
LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exploite vingt déchèteries (Points Propreté) dans le cadre de sa compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Ces installations permettent aux usagers de déposer tous les déchets ne pouvant être collectés en porte à porte (inertes, ferrailles, encombrants, végétaux, bois, déchets toxiques, ...). Elles accueillent en moyenne 82 000 tonnes de déchets par an, recyclés ou valorisés à plus de 70 %. Le dépôt et l'évacuation des déchets vers les exutoires adaptés à chaque catégorie de déchets se fait au moyen essentiellement d'un parc de 210 bennes métalliques amovibles également propriété de la Communauté d'Agglomération.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des déchèteries, l'Agglomération se doit de posséder des bennes en quantité adaptée. La durée de vie de ce type de matériel est d'environ 10 ans. De ce fait, le nombre estimatif de bennes à acheter annuellement en renouvellement de parc est d'environ une vingtaine d'unités. Les bennes doivent être renforcées afin de pouvoir supporter une compaction par rouleaux tasseurs et être équipées de filets anti envol. Les volumes des bennes seront de 10, 30 et 40 mètres cube. Par ailleurs, la collecte des déchets diffus spécifiques (DDS) par le nouvel éco organisme Eco DDS agréé par les pouvoirs publics pour la reprise, le traitement et la valorisation des DDS des ménages dans le cadre d'une nouvelle filière dite à « responsabilité élargie du producteur », nécessite, pour leur entreposage en déchèteries, l'acquisition d'armoires métalliques renforcées aménagées en réponse aux spécifications techniques de l'éco organisme. Il convient donc d'en équiper les déchèteries.

Le marché n°2871GD12 « Acquisition de Bennes renforcées amovibles ouvertes avec filets de protection pour les Points Propreté de l'Agglomération de Montpellier », conclu à ces effets avec la Société TAM pour une année renouvelable deux fois, n'a pu être reconduit pour sa troisième année d'exécution. En effet l'entreprise se trouve être en situation de redressement judiciaire et toujours en période d'observation, donc dans l'incapacité d'apporter les garanties administratives et financières nécessaires sur une période complète d'un an. Un nouvel appel d'offres doit être lancé en application des articles 33 3<sup>o</sup>al, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics afin d'être en mesure d'assurer le bon état général du parc de bennes. Il permettra en outre, s'agissant de fournitures de qualités et de factures identiques aux bennes de déchèteries, de faire l'acquisition d'armoires métalliques pour l'entreposage des DDS.

Le marché sera passé pour une 1<sup>ère</sup> période courant de sa notification au 31 décembre 2015, durée renouvelable de façon expresse 3 fois par périodes d'un an. Il s'agit d'un marché à bons de commande pour un montant annuel minimum de 150 000 € H.T. et pour un montant annuel maximum de 550 000 € H.T. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider le lancement de l'appel d'offres pour la passation d'un marché portant sur l'acquisition de bennes amovibles ouvertes avec filets de protection et d'armoires de stockage des déchets diffus spécifiques,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, chapitres 908 et 928,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président à signer le marché tel que défini ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12544

Certifié Exécutoire

Publié le :

08 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

08 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Imc186452-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAULT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
CONTRAT DE REPRISE DES MATÉRIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, gère vingt déchèteries appelées «Points Propreté (PP)».

En 2013, ces Points Propreté ont accueilli 81 079 tonnes de déchets dont près de 70% ont été recyclés. Parmi ceux-ci, les filières de responsabilités élargies des producteurs (REP) assurent la reprise et la valorisation de certaines catégories de déchets tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), les déchets diffus spéciaux des ménages (DDS) et les déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Pour les matériaux non pris en charge par les REP, la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise des procédures de mise en concurrence afin d'en assurer les meilleures conditions technico-économiques de reprise et négoce.

Dans ce cadre, une consultation ayant pour objet la reprise et le négoce des ferrailles issues des points propreté (déchetteries), du tri des encombrants collectés en porte à porte, ainsi que de la mise au rebut du mobilier des panneaux de jalonnement a été initiée le 17 juillet 2014. Les prix de reprise des matériaux seront indexés sur le cours des mercuriales proposées par le titulaire, avec fixation d'un prix « plancher » minimal.

A la date limite de remise des offres fixée au 18 août 2014 à douze heures, 3 plis ont été enregistrés émanant des sociétés GDE, sise chemin de l'Engarran, 34880 Laverune, SITA sud, sise BP 7216, Rue Antoine Bequerel, 11782 Narbonne cedex et Saint Pierre exploitation SAS, sise 150 rue du mas de Bringaud, 34070 Montpellier.

Après analyse des candidatures, le dossier de la société St PIERRE, incomplet, a été déclaré irrégulier. Les dossiers de candidature des sociétés SITA SUD et Guy Dauphin Environnement (GDE) ont été déclarés conformes.

A l'issue de l'analyse des offres menée selon les critères de choix définis par le règlement de la consultation, la proposition de la société GDE a été déclarée la plus avantageuse. Les prestations débiteront dès la notification du contrat pour une durée d'un (1) an renouvelable deux (2) fois pour une durée identique, soit trois (3) ans maximum.

Les montants planchers de reprise sont fixés à 85 euros par tonne pour la ferraille et 390 euros par tonne pour l'aluminium issu de la signalétique.

Ces prix planchers seront susceptibles d'évoluer à la hausse en fonction de l'évolution des prix de reprises en vigueur (mercuriales).

A titre d'information, 1199 tonnes de ferrailles et d'aluminium ont été valorisées du mois de janvier 2013 au mois de mars 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de contrat à conclure avec la société GDE pour la reprise des matériaux issus des filières de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits en recette au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer ce contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

14 OCT. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Dme 186477-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREX



**ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**ESPACE PUBLIC – JALONNEMENT - MARCHÉ N°3777 TV 14 - ÉTUDES DE JALONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence voirie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure sur l'ensemble de son territoire la mise en place et la gestion des équipements de jalonnement directionnel en cohérence avec les schémas de jalonnement existants.

Pour assurer ses missions la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait appel aux services d'un bureau d'étude spécialisé pour procéder à des études d'assistance technique dans le domaine du jalonnement et des déplacements.

Le marché correspondant arrive à terme le 5 juin 2015 (où plus tôt si le montant maximum prévu au contrat est atteint avant).

Il convient donc de lancer une nouvelle procédure sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application du Code des Marchés Publics, pour les années 2015 à 2018. Ce marché prendra effet à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations, dès achèvement du contrat actuel, ce qui garantira la continuité du service. Ce nouveau marché sera conclu pour une 1<sup>ère</sup> période courant jusqu'au 31 décembre 2015, durée renouvelable de façon expresse 3 fois par périodes d'une année.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande sans maximum ni minimum, à prix unitaires, en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert du marché n°3777 TV 14 relatif à l'étude du jalonnement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits correspondant seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché ainsi que tout autre document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014  
Imc 186135-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## FINANCES

## LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

# **LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 55 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 55 logements sociaux répartis sur 4 opérations à Montpellier.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base de 2 000 € par logement permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	Opération rue de «Centrayrargues » à Montpellier (VEFA BOUYGUES)	Opération rue de «Centrayrargues » à Montpellier (VEFA NEXITY)	Opération « So free » rue Étienne Méhul à Montpellier	Opération « Zamenhof2 » rue Lejzer Zamenhof à Montpellier
<b>Caractéristiques :</b>				
Architecte	BOYER- PERCHERON- ASSUS	BOYER- PERCHERON- ASSUS	SERRADO	EUPALINOS
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif	Collectif	Individuel-groupe
Surface habitable	1 285 m²	1 264 m²	480.10m²	730.70m²
Nombre de logement	19	20	8	8
Catégorie de financement	13 PLUS/6PLAI	14PLUS/6PLAI	6 PLUS/2PLAI	6 PLUS/2PLAI
Typologie	5 T2, 9 T3, 5 T4	6 T2, 14 T3	3 T2, 4T3, 1T5	7 T4, 1T5
<b>Plan de financement :</b>				
Coût total de l'opération	2 788 225 €	2 742 658 €	1 010 959 €	1 324 795 €
Subvention Etat déléguée	34 750 €	32 500 €	12 000 €	12 000€
Subvention 1%	118 750 €	116 500 €	40 000 €	40 000 €
Subvention Région	66 500 €	70 000 €	31 050 €	41 400 €
Prêt CDC	2 530 225 €	2 483 658 €	911 909 €	1 215 395 €
<b>Sollicitation Montpellier Agglomération</b>	<b>38 000 €</b>	<b>40 000 €</b>	<b>16 000 €</b>	<b>16 000 €</b>

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 38 000 € pour la réalisation de 19 logements locatifs sociaux, opération « Centrayrargues » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 40 000 € pour la construction de 20 logements locatifs sociaux, opération « Centrayrargues » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 16 000 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, opération « So free » à Montpellier ;
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 16 000 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, opération « Zamenhof 2 » à Montpellier ;

Délibération n° 12502

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mesdames C. LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES et Messieurs R. COTTE, A. EL KANDOUSSI, G. CASTRE, J.L. SAVY et B. TRAVIER ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Smc 185958-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UNE RÉSIDENCE SOCIALE DE 24 LOGEMENTS D'INSERTION - MAISON RELAIS « CENTR'OVALE » - BOULEVARD VIEUSSENS À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin qu'elle apporte son concours à la création d'une maison relais de 24 logements sociaux d'insertion dénommée « Centr'Ovale », située 17 boulevard Vieussens à Montpellier. Cette structure, gérée par l'association « l'Avitarelle », aura pour objet d'accueillir, sans limitation de durée, des personnes fragilisées socialement et/ou psychologiquement ne pouvant accéder et se maintenir dans un logement autonome sans un accompagnement spécifique. La réalisation de l'opération est confiée à FDI Habitat dans le cadre d'un bail à construction.

Le programme, financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), comprend 24 logements de type T1 dont 1 logement double, un bureau d'accueil et des locaux communs dédiés à la vie en collectivité (salon détente, salon TV, espace cuisine et restauration).

Le projet a été conçu par André BERARDI et Nicolas LOURD, architectes à Alès.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 156 000 €, correspondant à 10 % du prix de revient H.T. de l'opération plafonné à 6 500 € par logement. Cette subvention constitue une participation à l'équilibre financier de l'opération, permettant à l'association « l'Avitarelle » de pratiquer une redevance inférieure d'environ 95 € au plafond de redevance mensuelle maximale fixé par l'Etat, soit une baisse de 21% du loyer, et ce afin de maintenir un taux d'effort raisonnable pour les futurs résidents.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 1 973 478 €
- Subvention Etat déléguée : 244 800 €
- Subvention Abbé Pierre : 90 000 €
- Prêts 1% patronal : 75 000 €
- Prêts CDC : 1 407 678 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 156 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 156 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 24 logements sociaux d'insertion, Maison Relais « Centr'Ovale », 17 boulevard Vieussens à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM FDI Habitat de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM N. SEGURA et Y. PELLET ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Délibération n° 12503

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Sme 186097-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAURE







SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DÉWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX - FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS "LES COMPAGNONS DU DEVOIR" - LIEU-DIT « LES LIGNIÈRES » À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 90 logements sociaux et d'une capacité de 120 lits, situé lieu-dit « Les Lignièrès » à Baillargues. Conçu par Christophe MORALES et Pierre SIMEON, architectes, à Montpellier, ce projet a été mené conjointement avec l'association « Les Compagnons du Devoir », gestionnaire de la structure d'hébergement et maître d'ouvrage du pôle de formation et de restauration également créé sur le site.

La résidence a fait l'objet d'un agrément en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et bénéficie d'une participation financière de l'Etat au titre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Investir dans la formation en alternance », dont les fonds sont issus du Grand Emprunt, et qui a pour objet la modernisation de l'appareil de formation en alternance et le développement d'une offre de logement pour les jeunes concernés.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 2 879 687 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 2 398 039 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 481 648 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 398 039 €	481 648 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum	
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puissent être inférieurs à 0 %	
Modalité de révision	Double Révisabilité Limitée	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)	
Durée	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction et de 50 ans pour le prêt PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 2 159 765,25 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 2 879 687 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 90 logements sociaux d'insertion, Foyer de Jeunes Travailleurs "Les Compagnons du Devoir", lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM. N. SEGURA et Y. PELLET ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Smc 185911-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président.

M. Philippe SAUREL





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE VAL DE LA COMBE » - ALLÉE DU VAL DES GARRIGUES À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 20 logements sociaux, résidence « Le Val de la Combe », allée du Val des Garrigues à Saint-Jean-de-Védas. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur STS, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Philippe Rubio Architectes.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 353 963 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 125 294 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 498 836 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 499 980 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 229 853 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 125 294 €	498 836 €	499 980 €	229 853 €
TEG	1.85%		1.05%	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	Double Révisabilité Limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

Délibération n° 12505

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au termes de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Un Toit Pour Tous opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 765 472,25 € représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 353 963 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Le Val de la Combe », allée du Val des Garrigues à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014  
14 OCT. 2014  
Imc 185569-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION -  
RÉSIDENCE « THÉODORA », ZAC PARC MARIANNE LOT 16B1 À MONTPELLIER -  
GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne, lot 16b1 à Montpellier.

Le projet a été conçu par le cabinet Architecture Studio.

La SFHE Groupe Arcade demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 656 509,29 € qu'il sollicite auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	1 656 509,29 €
<b>Phase de mobilisation</b>	
Durée :	24 mois
Périodicité	Annuelle
Taux	2.25% révisable indexé sur le Livret A
Commission d'engagement	0.20% du montant emprunté
<b>Phase d'amortissement</b>	
Durée :	30 ans maximum
Périodicité	Annuelle
Taux	2.25% révisable indexé sur le Livret A
Amortissement	Progressif
Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance, l'indemnité est gratuite en cas de levée d'option.

Au cas où la SFHE Groupe Arcade, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de ARKEA Banque Entreprise et Institutionnels par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait



Délibération n° 12506

le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

M. N.SEGURA ne prend pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 656 509,29 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SFHE / Groupe Arcade auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne lot 16b1 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et la SFHE / Groupe Arcade, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Smc 186360-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « VILLA JULIETTE », RUE BOUSSINESQ À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de l'usufruit locatif de 5 logements sociaux, résidence « Villa Juliette », rue Boussinesq à Montpellier. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici DOMICIL pour une période de 15 ans.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur EIFFAGE, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture SCP BOYER-PERCHERON-ASSUS.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % le Prêt Locatif à Usage Social (PLS) construction d'un montant total de 337 761 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction
Montant du prêt	337 761 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>111 pdb</b>
Taux annuel de progressivité	0 % à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés puissent être inférieurs à 0 %
Modalité de révision	double révisabilité limitée
Périodicité des échéances	annuelle
Durée	14 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt, soit 14 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à DOMICIL pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 253 320,75 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 337 761 €, sollicité par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Juliette », rue Boussinesq à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc185942*

*14 OCT. 2014*

*14 OCT. 2014*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - AVENUE DE LA JUSTICE DE CASTELNAU À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 16 logements sociaux, avenue de la Justice de Castelnaud à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture EXO7 à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 765 025 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 624 920 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 476 965 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 455 798 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 207 342 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	624 920 €	476 965 €	455 798 €	207 342 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effèt du contrat de prêt + <b>60 pdb</b>		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>20 pdb</b>	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 %			
Modalité de révision	Simple Révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier

et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 323 768,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 765 025 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements collectifs locatifs sociaux, "avenue de la Justice de Castelnau" à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Dmc 185892-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « WEST PARK » - AVENUE ETIENNE MÉHUL À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 12 logements sociaux, résidence « West Park », avenue Etienne Méhul à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de Kaufman and Broad, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Christophe MARMEY, architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 224 614 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 507 824 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 349 638 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 257 007 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 110 145 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	507 824 €	349 638 €	257 007 €	110 145 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effèt du contrat de prêt + <b>60 pdb</b>		taux du Livret A en vigueur à la date d'effèt du contrat de prêt - <b>20 pdb</b>	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 %			
Modalité de révision	Simple Révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier

et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 918 460,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 224 614 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 12 logements collectifs locatifs sociaux, résidence « West Park », avenue Etienne Méhul à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Ime 185897-DE

Pour extrait certifié conforme  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES JARDINS DE LA GARONNIÈRE » - CHEMIN DE LA GARONNIÈRE À SAINT-DRÉZÉRY - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 9 logements individuels locatifs sociaux, résidence « Les Jardins de la Garonnière » à Saint-Drézéry. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Jean-Luc MARTINEAU architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 158 042 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 597 837 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 221 458 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 267 398 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 71 349 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	597 837 €	221 458 €	267 398 €	71 349 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révision du taux d'intérêt et du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ni le taux de progressivité révisés ne puisse être inférieurs à 0 %			
Modalité de révision	Simple Révisibilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier

et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 868 531,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 158 042 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements individuels locatifs sociaux, résidence « Les Jardins de la Garonnière », chemin de la Garonnière à Saint-Drézéry ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc 185884-DE

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2009-2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « **Rénover pour un habitat durable et solidaire** » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements situés dans les Communes de Saint-Jean-de-Védas et Montpellier, dont un locatif et l'autre occupé par son propriétaire disposant de ressources modestes, pour un montant total de 5 863 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Dmc 186200-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2009-2013  
Conseil d'Agglomération du 1er octobre 2014**

Cofinancé	Nom du propriétaire	Adresse du logement	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant travaux	Ressources du demandeur	Type de travaux	Montant du loyer après travaux /m²/mois	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FAIRT	TOTAL subvention Agglo	Taux Agglo base	dont subvention base Agglo	dont Eco-prime PO Agglo	dont prime de réduction de loyer (50€ ou 100€ / m²)	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Montpellier	BOUCHAM Houria	95 rue Jean Baptiste Poquelin	Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Installation d'une chaudière à condensation et changement des menuiseries - Gain énergétique de 40 % (Etiquette D à C)	T5	115 €	17 565 €	16 419 €	8 209 €	4 050 €	2 903 €	15%	2 463 €	500 €		15 722 €	2 346 €	87%
Saint-Jean de Védas	AZEMARD Pierre	22 rue des Sigales	Propriétaire bailleur	Vacant		Loyer Intermédiaire	506,21 €	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des murs et changement de la chaudière - Gain énergétique de 35 % (Etiquette E à D)	T2	58	14 000 €	11 869 €	2 987 €	2 000 €	2 900 €				2 900 €	7 907 €	6 133 €	56%
<b>TOTAL</b>												<b>31 568 €</b>	<b>28 288 €</b>	<b>11 177 €</b>	<b>6 050 €</b>	<b>5 863 €</b>					<b>23 950 €</b>		

Ecritement des subvention : 80% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes / 100% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE-VINGT-DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1er décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux. La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre-vingt logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes et à deux propriétaires bailleurs, pour un montant total de 258 049 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé. Il signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12512

Certifié Exécutoire

Publié le :

14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture

14 OCT. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Smc 186177-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



**Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016**  
**Conseil d'Agglomération du 1er octobre 2014**

Commune	Nom du propriétaire	Adresse du logement	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant travaux	Ressources du demandeur	Type de travail après travaux	Montant du loyer travaux/finlois	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Agglo	Taux Agglo base	dont subvention base Agglo	dont Eco-prime PO Agglo	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Beaugargues	MICHAËLES Thomas	97 rue des Colombiers	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des murs et des combles - Gain énergétique de 33% (étiquette C à D)	T6	195	27 944 €	20 000 €	7 000 €	3 500 €	4 500 €	20%	4 000 €	500 €	15 000 €	12 944 €	54%
Clapiers	PIPETTI Véronique	5 rue Georges Bizet	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	AUTONOMIE	Remplacement de l'acquéducteur	T6	100	7 411 €	7 339 €	2 569 €	0 €	1 468 €	20%	1 468 €		4 007 €	3 274 €	54%
Grabels	GAUTIER Patrice	242 rue des Carligans	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation d'une pompe à chaleur, isolation des combles et changement des menuiseries - Gain énergétique de 43% (étiquette E à D)	T5	110	16 762 €	15 382 €	5 364 €	3 500 €	3 576 €	20%	3 076 €	500 €	12 480 €	4 302 €	74%
Grabels	JOURDAN Philippe	19 rue du Galvaire	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation des murs et de la toiture terrasse - Gain énergétique de 28 %	T3	86	13 040 €	11 703 €	4 086 €	3 500 €	2 831 €	20%	2 341 €	500 €	10 437 €	2 603 €	80%
Jacou	SORO Isabelle	5 rue Antoine de Saint Exupéry	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et WC	T3	74	8 729 €	6 289 €	2 201 €	0 €	1 356 €	20%	1 258 €		3 459 €	3 270 €	51%
Jacou	HERRANZ Carlos Charles	16 rue Marcel Cerdan	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des combles et installation d'une VMC - Gain énergétique de 31% (étiquette C à D)	T6	164	20 292 €	19 087 €	6 681 €	3 500 €	4 317 €	20%	3 817 €	500 €	14 486 €	5 794 €	71%
Juvignac	CAZBAN Micheline	9 rue des Quinzevillages	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation des combles et du vide sanitaire, des murs suite à l'aménagement du garage en pièce habitable. Gain énergétique de 34 % (étiquette E à D)	T4	112	44 371 €	20 000 €	7 000 €	3 500 €	4 500 €	20%	4 000 €	500 €	15 800 €	29 571 €	33%
Lattes	RIELLO Monique	22 rue des Lauriers Armands	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	AUTONOMIE	Aménagement du garage en pièce habitable - Gain énergétique de 34 % (étiquette E à D)	T6	120	20 500 €	19 001 €	6 650 €	0 €	3 500 €	20%	3 500 €		10 450 €	10 130 €	51%
Lattes	DELBOS Laurence	29 traverse des Hirondelles	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation des combles, changement des menuiseries, isolation du mur et du thermostat, installation de robinets thermostatiques - Gain énergétique de 33 % (étiquette E à D)	T3	90	5 777 €	2 407 €	874 €	3 500 €	992 €	20%	409 €	500 €	5 373 €	1 344 €	80%
Le Crès	LADET Gisela	38 avenue Paul Valéry	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation de la toiture et installation d'une chaudière à condensation - Gain énergétique de 31% (étiquette D à C)	T4	95	10 545 €	8 065 €	2 823 €	3 500 €	2 113 €	20%	1 613 €	500 €	2 436 €	2 100 €	80%
Montpellier	BORG Lucienne	47 rue Lalleuade	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et des WC	T5	90	7 146 €	6 675 €	2 337 €	0 €	1 336 €	20%	1 336 €		3 573 €	3 673 €	90%
Montpellier	GRATIAS Elisabeth	44 rue des Chasseurs	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T4	90	6 557 €	7 761 €	2 716 €	0 €	1 552 €	20%	1 552 €		4 268 €	4 268 €	50%
Montpellier	ACHO Blandine	55 rue des Escaliers Bat B5	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Remplacement des menuiseries, isolation des murs et installation d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 28% (étiquette D à D)	T3	56	15 703 €	14 075 €	5 136 €	3 500 €	3 435 €	20%	2 935 €	500 €	12 071 €	3 632 €	77%
Montpellier	ALVES DOUPRE Olivier et Lucie	43 route de Lodève	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation des murs et de la toiture terrasse, changement des menuiseries - Gain énergétique de 33% (étiquette G à F)	T3	95	10 940 €	7 053 €	2 488 €	3 500 €	1 911 €	20%	1 411 €	500 €	7 800 €	3 655 €	72%
Montpellier	BURAS Mohammed	208 rue Fathi de Perlas Bat A3	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation des murs - Gain énergétique de 42% (étiquette D à C)	T5	97	25 155 €	20 000 €	7 000 €	3 500 €	4 500 €	20%	4 000 €	500 €	15 000 €	10 154 €	80%
Montpellier	GAGNE Bruno	17 rue Jean Vacher	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation des murs et du plafond, installation de radiateurs et d'un cumulus thermodynamique - Gain énergétique de 30 % (étiquette E à D)	T3	70	15 741 €	14 058 €	4 924 €	3 500 €	3 314 €	20%	2 814 €	500 €	11 738 €	4 003 €	75%
Montpellier	LAFFOND Jacqueline	14 rue Cavallie Coll	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des deux murs par l'extérieur et des combles - Gain énergétique de 32% (étiquette G à F)	T4	80	16 161 €	15 319 €	5 362 €	3 500 €	3 564 €	20%	3 064 €	500 €	12 236 €	3 735 €	77%
Montpellier	MARABOTTO Gisela	10 rue Maury	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Isolation de la toiture et remplacement des menuiseries - Gain énergétique de 43 % (étiquette E à C)	T4	79	14 896 €	13 884 €	4 856 €	3 500 €	3 277 €	20%	2 777 €	500 €	11 456 €	3 052 €	79%
Montpellier	MEUDEZ Raymond et Carlos	138 avenue de Louisville résidence Espérou Bat 519	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Changement des menuiseries et des volets, mise en place d'une porte d'entrée - Gain énergétique de 25% (étiquette D à D)	T4	76	19 410 €	18 284 €	9 142 €	3 500 €	5 071 €	25%	4 571 €	500 €	17 733 €	1 717 €	91%
Montpellier	SALTEL Joëlle	Résidence Le Montcalm Bat A	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	*	*	ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation du plancher - Gain énergétique de 25% (étiquette E à D)	T3	80	8 210 €	4 666 €	1 634 €	3 500 €	1 434 €	20%	934 €	500 €	6 968 €	1 642 €	80%

Engagement des subventions : 40% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes ; 100% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes

**Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016**  
**Conseil d'Agglomération du 1er octobre 2014**

Commune	Nom du propriétaire	Adresse du Logement	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant	Ressources du demandeur	Type de logement après travaux	Montant du loyer après travaux	Travaux	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Agglo	Taux Agglo base	dont subvention Base Agglo	dont Eco-prime PO Agglo	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Montpellier	ZOA	4 rue de la danse des Treilles	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Changement des menuiseries - installation d'une VMC, isolation des murs - Gain énergétique 28% (Étiquette D à D)	T2	56	10 400 €	7 067 €	2 753 €	3 500 €	2 073 €	20%	1 572 €	300 €	5 226 €	2 083 €	80%
Pignani	EAUMES	8 rue de l'anguedass	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Adaptation salle de bain et WC	T3	80	9 406 €	8 580 €	3 000 €	0 €	1 718 €	20%	1 718 €		4 724 €	4 654 €	50%
Vendargues	BEARDI MAZAUDIER	22 rue des Pins	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des combles, installation d'une VMC et changement de la chaudière - Gain énergétique 46,2% (Étiquette E à D)	T4	97	12 476 €	10 074 €	3 900 €	3 500 €	2 675 €	20%	2 175 €	500 €	5 580 €	2 498 €	80%
Jacou	PASSERACQUA	1 Impasse Soliveau	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	-	-	TRAVAUX STRUCTURE (SSH) et ENERGIE	TRAVAUX	Travaux de réfection de la toiture (arrêt de 16/11) et installation de menuiserie - Gain énergétique 49% (Étiquette E à C)	T3	82	27 126 €	20 000 €	9 220 €	3 500 €	4 500 €	20%	4 000 €	500 €	7 220 €	8 718 €	88%
Montpellier	SALAZAR	43 rue Rougier de Miravalx	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T4	22	3 718 €	3 380 €	1 163 €	0 €	676 €	20%	676 €		1 359 €	1 859 €	50%
Saint Jean de Védas	PONS - BENDAHU	Locthia et F46 rue Engabnac	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Isolation des murs (y compris dans garage randonné en place à vivre), changement des menuiseries, du système de chauffage et du cumulus, installation d'une VMC - Gain énergétique 30% (Étiquette F à E)	T5	108	32 923 €	20 000 €	7 000 €	3 500 €	4 500 €	20%	4 000 €	500 €	15 000 €	18 423 €	44%
Vendargues	BARBOTTI	8 rue Maurice Rayel	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T4	80	5 713 €	6 176 €	2 182 €	0 €	1 235 €	20%	1 235 €		1 367 €	3 386 €	50%
Montpellier	RUGANI	40 rue Marchal Gallien	Propriétaire Bailleur	vacant	sans objet	Social	387 €	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Travaux d'adaptation du logement pour un locataire en fauteuil roulant (accès à la terrasse, salle de bain, WC et menuiseries)	T2	152,74	10 549 €	9 155 €	7 086 €	0	1 373 €	15%	1 373 €		5 432 €	2 110	90%
Montpellier	ALEXANDRE	Jean-François rue Pasteur	Propriétaire Bailleur	vacant	sans objet	Social	579 €	ENERGIE	ENERGIE	Changement des menuiseries, installation d'une chaudière à condensation, installation d'une VMC, isolation des murs sur l'extérieur - Gain énergétique de 36 % (Étiquette E à C)	T3	60,2	26 747 €	19 292 €	6 752 €	2000	2 394 €	10%	1 929 €	565 €	11 548 €	15 441	43%
Bailargues	BORT	9 rue des Vanneaux	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T4	95	5 551 €	5 074 €	2 537 €	0 €	1 269 €	25%	1 269 €		1 800 €	1 776 €	68%
Castelnau le Laz	POUQUET	22 rue des genêts	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T5	100	7 632 €	7 235 €	3 017 €	0 €	1 800 €	25%	1 800 €		5 428 €	2 207 €	71%
Castelnau le Laz	SCIALOM	17 rue Toulouse Lautrec	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Remplacement des volets par des volets roulants électriques	T4	140	6 119 €	5 563 €	2 782 €	0 €	1 391 €	25%	1 391 €		4 173 €	1 940 €	68%
Castries	AVELINE	95 rue de la ramonerie	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Isolation des combles et du vide sanitaire et changement des menuiseries - Gain énergétique de 33% (Étiquette E à C)	T5	101	18 475 €	17 340 €	8 670 €	3 500 €	4 835 €	25%	4 335 €	500 €	12 055 €	1 471 €	92%
Castries	BOSSI	161 rue Frédéric Bazille	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Isolation des combles avec travaux de rénovation de la toiture, installation d'une VMC, d'une pompe à chaleur et d'un chauffe-eau thermodynamique - Gain énergétique de 47% (Étiquette F à D)	T4	77	12 500 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €		15 000 €	13 550 €	58%
Clapiers	GENINI	245 rue de Blasargues	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Installation d'une pompe à chaleur et d'un chauffe-eau thermodynamique - Gain énergétique 27% (Étiquette D à C)	T5	150	11 956 €	10 251 €	5 125 €	3 500 €	3 063 €	25%	2 563 €	500 €	11 568 €	0 €	100%
Fabrigues	HAOUD	16 place des Sentons	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Isolation des combles, installation d'une VMC, changement du système de chauffage et des menuiseries - Gain énergétique 46% (Étiquette D à C)	T4	93	18 323 €	16 791 €	8 395 €	3 500 €	4 695 €	25%	4 195 €	500 €	16 584 €	2 229 €	88%
Jacou	MOYA	7 rue des Cédres	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	ENERGIE	Installation d'une pompe à chaleur et d'un chauffe-eau - Gain énergétique de 35% (Étiquette E à D)	T5	145	8 740 €	6 320 €	3 160 €	3 500 €	2 080 €	25%	1 580 €	500 €	3 740 €	0 €	100%
Juvignac	NADAL	5 rue du Poupicidou	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Aménagement d'une salle de bain et d'un WC	T4	120	5 510 €	5 143 €	2 574 €	0 €	1 287 €	25%	1 287 €		3 981 €	1 600	70%
Juvignac	TEVSPOT	40 rue des Cigales	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et installation d'un monte-escalier	T5	95	14 926 €	13 922 €	6 961 €	0 €	3 481 €	25%	3 481 €		10 442 €	4 465 €	70%

Écritement des subventions : 80% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes / 100% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes

**Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016  
Conseil d'Agglomération du 1er octobre 2014**

Commune	Nom du propriétaire	Adresse du Logement	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant	Ressources du demandeur	Type de loyer après travaux	Montant du loyer après travaux	Préférence d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FAIR	TOTAL Agglo	Taux Agglo base	dont subvention base Agglo	dont Eco-prime PO Agglo	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Lattes	FUMAZ Christophe	18 rue des Aïles	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation des combles aménagés, isolation d'un chauffage solaire et de panneaux photovoltaïques en autoconsommation - Gain énergétique de 57% (étiquette D à B)	T2	80	24 735 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	15 000 €	5 765 €	77%
Lattes	MARTIN Nicole	Mas Sarda pont 4	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Installation d'un poêle, changement du chauffe-eau, des menuiseries, des radiateurs, isolation des rampants (accroissement-amélioration) - Gain énergétique 35% (étiquette G à E)	T4	80	20 539 €	18 470 €	0 726 €	3 500 €	5 365 €	25%	4 869 €	500 €	15 833 €	2037	90%
Lattes	TRAVERSI Pierre	3 traversée des Savonniers	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation des murs par l'extérieur et des combles, changement des menuiseries et installation d'une chaudière à condensation - Gain énergétique de 37% (étiquette D à C)	T5	95	18 064 €	10 005 €	9 453 €	3 500 €	5 227 €	25%	4 727 €	500 €	15 180 €	1 785 €	91%
Le Crès	FOULETIER COLONNE Barlet et Géraldine	31 rue Alfred de Vigny	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation et reprise de la toiture, installation d'un poêle à bois et raccordement de deux radiateurs au chauffage gaz avec isolation des robinets thermostatiques sur les radiateurs - Gain énergétique de 28% (étiquette D à C)	T5	116	34 082 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	15 052 €	15 052 €	59%
Le Crès	SISON Raphaël	4 rue des Myrtilles	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique 25% (étiquette E à D)	T4	80	17 758 €	15 501 €	7 900 €	3 500 €	4 450 €	25%	3 950 €	500 €	15 450 €	1 308 €	92%
Montferrier-sur-Lez	MASRI Albert	1 impasse du Château	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Isolation d'un montevestralier	T2	90	3 757 €	3 550 €	1 775 €	0 €	835 €	25%	835 €	-	2 953 €	1 005 €	71%
Montpellier	ASLAN Robert	4 allée Marguerite Guérin	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et WC	T3	68	7 457 €	6 780 €	3 300 €	0 €	1 695 €	25%	1 695 €	-	5 095 €	2 372 €	68%
Montpellier	BEUQUER Dédie	125 rue du Moulin de Saméon	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Changement WC et barre d'appui de la salle de bain avec siège de douche et barre d'appui + fenêtre du salon et volets roulants	T3	60	5 955 €	5 449 €	2 724 €	0 €	1 382 €	25%	1 382 €	-	1 086 €	1 765 €	70%
Montpellier	BEN BOUHOU Mohammed	481 Le Grand Mail	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et des WC	T4	80	5 611 €	5 101 €	2 551 €	0 €	1 275 €	25%	1 275 €	-	3 326 €	1 785 €	68%
Montpellier	CALMELS Marguerite	24 rue Lakanal	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T3	90	7 557 €	6 570 €	3 435 €	0 €	1 718 €	25%	1 718 €	-	5 153 €	2 405 €	68%
Montpellier	CHAUX Ginette	7 rue Henri Durand	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et des WC	T3	62,45	4 965 €	4 965 €	2 433 €	0 €	1 241 €	25%	1 241 €	-	3 724 €	1 241 €	75%
Montpellier	DINH Van Cam	46 place Paul Eluard	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Installation d'une empage d'escalier	T4	120	5 140 €	5 140 €	2 570 €	0 €	1 285 €	25%	1 285 €	-	3 855 €	1 285 €	75%
Montpellier	MAURIN Barbara	2 rue des Chasseurs bat 1A	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et WC	T3	75	2 324 €	2 022 €	1 011 €	0 €	506 €	25%	506 €	-	1 517 €	705 €	59%
Montpellier	PAING Lucie	2 rue Elgot	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T0	150	4 942 €	4 435 €	2 247 €	0 €	1 125 €	25%	1 125 €	-	3 321 €	1 575 €	68%
Montpellier	ACHOUKHI Abdelhamid	222 rue de Leyde - Bat B	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation par l'extérieur - Gain énergétique 40% (étiquette A)	T6	109	22 324 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	15 000 €	3 324 €	83%
Montpellier	AKROUH Anas	39 rue de la Figarasse	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries et installation d'une pompe à chaleur - gain énergétique de 35 % (étiquette D à C)	T3	73	12 993 €	11 990 €	5 995 €	3 500 €	3 495 €	25%	2 998 €	500 €	12 845 €	1 €	100%
Montpellier	AOUABENE Djelloul	5 rue Paul Gléra	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation de la toiture, installation d'une chaudière à condensation, changement des menuiseries - Gain énergétique de 47 % (étiquette D à C)	T5	128	19 342 €	18 689 €	9 444 €	3 500 €	5 222 €	25%	4 722 €	500 €	15 185 €	1 675 €	92%
Montpellier	BARRY Jean-François	700 avenue Paul Parguel	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation d'une veranda, plancher, balcon supérieur, pose d'un volet et changement du cumulus - Gain énergétique de 53% (étiquette E à D)	T1	35	6 042 €	5 339 €	2 665 €	3 500 €	1 847 €	25%	1 347 €	500 €	9 042 €	0 €	100%
Montpellier	CHEKIF Caroline	76 avenue de Palavas	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 30 % (étiquette E à D)	T3	74	7 303 €	4 034 €	2 042 €	3 500 €	1 521 €	25%	1 021 €	500 €	7 963 €	0 €	100%
Montpellier	ETTAYA Mohamed	5/1 Le Grand Mail bat 5B	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation de mur, changement des menuiseries et des volets - Gain énergétique de 35 % (étiquette E à C)	T5	71	22 062 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	15 000 €	3 081 €	86%

Entretien des subventions : 30% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes / 100% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes

**Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016**  
**Conseil d'Agglomération du 1er octobre 2014**

Commune	Nom du propriétaire	Adresse du Logement	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant travaux	Ressources du demandeur	Type de logement après travaux	Montant du loyer après travaux	Priorité d'intervention	Description des travaux	Surface en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions PART	TOTAL Agglo	Taux Agglo base	dont subvention base Agglo	dont Eco-prime P.O	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Montpellier	BEZZAGUAGUI Ahmed	21 rue Jaurès Pudel	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	isolation des combles et des murs par l'extérieur - Gain énergétique de 30% (étiquette D à C)	132	19 960 €	18 910 €	9 455 €	3 500 €	5 228 €	25%	4 728 €	500 €	18 432 €	1 768 €	91%
Montpellier	GARCIA Alain	4 rue Val Marie	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Installation d'une chaudière à condensation et d'un chauffe-eau - Gain énergétique de 27% (étiquette D à D)	83	10 915 €	9 220 €	4 610 €	3 500 €	2 805 €	25%	2 305 €	500 €	12 915 €	0 €	100%
Montpellier	HADDADI Malik	4 rue Alexis	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries, installation d'une VMC, d'un cumulus, d'un poêle à bois, isolation des murs et changement des radiateurs - Gain énergétique de 54% (étiquette F à D)	72	25 306 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	19 000 €	6 366 €	75%
Montpellier	HELLI Mohamed	184 rue de Lysde	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation des murs sur l'extérieur et changement des menuiseries - Gain de 25 % (étiquette D à C)	64	10 111 €	17 028 €	8 514 €	3 500 €	4 757 €	25%	4 257 €	500 €	16 771 €	1 340 €	93%
Montpellier	LESCOPANIER Christel	42 rue Henri René	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation de la toiture et des murs, changement des menuiseries et installation d'une chaudière à condensation - Gain énergétique de 67 % (étiquette E à C)	64	27 225 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	15 000 €	2 225 €	90%
Montpellier	MEDHAGUI Tahar	4 rue Paul Verlaine Bar.	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries et de la chaudière - Gain énergétique 38% (étiquette F à D)	70,04	10 592 €	8 669 €	4 335 €	3 500 €	2 607 €	25%	2 167 €	500 €	13 502 €	0 €	100%
Montpellier	MELIZI Messouda	11 rue du Général Ru	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Installation d'une pompe à chaleur, d'une VMC et d'un radiateur dans la salle de bain, Gain énergétique de 37% (étiquette E à D)	82	16 996 €	15 451 €	7 726 €	3 500 €	4 303 €	25%	3 803 €	500 €	15 356 €	1 407 €	92%
Montpellier	MORI Alexandra	14 rue des Cinsaults	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des combles, installation d'une chaudière à condensation, de robinets thermostatiques et d'une VMC - Gain énergétique de 35% (étiquette D à C)	103	20 342 €	16 603 €	9 301 €	3 500 €	5 151 €	25%	4 651 €	500 €	17 652 €	2 300 €	85%
Montpellier	NGUYEN Marie Noëlle	13 rue Gustave	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries et porte d'entrée, installation d'une chaudière à condensation avec thermostat et robinets thermostatiques - Gain énergétique 25% (étiquette E à D)	67	13 943 €	13 084 €	6 532 €	3 500 €	3 766 €	25%	3 266 €	500 €	12 798 €	145 €	99%
Montpellier	QUINCH Said	184 rue de Lysde	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation des murs et changement des menuiseries - Gain énergétique de 25% (étiquette E à D)	72	21 071 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	15 000 €	2 071 €	90%
Montpellier	SIVADIER BASTO Emeline et R	15 place des chevreaux	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation d'un pôle à bois, isolation des combles, remplacement de la porte d'entrée et changement de la baie vitrée - Gain énergétique de 30% (étiquette E à D)	86	12 928 €	11 304 €	5 652 €	3 500 €	3 475 €	25%	2 976 €	500 €	12 928 €	0 €	100%
Montpellier	VALLET Sylvie	84 rue A. Peyre Lou Toul bar F	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries et installation d'une chaudière basse température - Gain énergétique 33% (étiquette D à C)	82	7 286 €	4 335 €	2 168 €	3 500 €	1 596 €	25%	1 096 €	500 €	2 298 €	0 €	100%
Montpellier	WALLS Malia	6 rue Soufflet	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des murs sur l'extérieur et de la toiture, installation d'une chaudière à condensation (étiquette E à D)	50	19 467 €	18 377 €	9 439 €	3 500 €	5 219 €	25%	4 719 €	500 €	12 168 €	1 329 €	93%
Pérols	SEGUI Micheline	4 rue des Couvelines	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	103	10 645 €	9 659 €	4 330 €	0 €	2 415 €	25%	2 415 €		7 245 €	3 380 €	88%
Pérols	HONORE VIDAL Ditto et Fabien	69 Mas de Pérois	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Isolation de la toiture, installation d'un pôle à granules et de panneaux photovoltaïques pour eau chaude sanitaire - Gain énergétique 25% (étiquette C à C)	100	22 100 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	11 000 €	3 100 €	26%
Restinclères	THOMAS Jean Yves et Marielle	1 rue de la Bévédrère	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des combles et des murs avec travaux isolants - Gain énergétique de 25% (étiquette E à D)	110	22 954 €	20 000 €	10 000 €	3 500 €	5 500 €	25%	5 000 €	500 €	19 000 €	3 524 €	94%
Saint Georges d'Orques	GUEVRA Jeanne	7 rue de la République	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et du WC	65	5 962 €	5 932 €	2 956 €	0 €	1 498 €	25%	1 498 €		4 494 €	1 498 €	75%
Vendargues	VIALY Jeanne	83 rue des Douze	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	-	-	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain et installation d'un monte-escalier	130	11 945 €	11 065 €	5 532 €	0 €	2 766 €	25%	2 766 €		6 286 €	3 506 €	70%

Écrêtement des subventions : 30% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes / 100% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes



**Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016**  
**Conseil d'Agglomération du 1er octobre 2014**

Commune	Nom du propriétaire	Adresse du Logement	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant travaux	Ressources du demandeur	Type de loyer après travaux	Montant du loyer après travaux/mois	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FAIR	TOTAL subvention Agglo	taux Agglo base	dont subvention base Agglo	dont Eco-prime PO Agglo	TOTAL des subventions	reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Vendargues	BROUZET	11 rue des Sports	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	*	*	ENERGIE	Changement des menuiseries, des radiateurs, et isolation des combles et du plancher - Gain énergétique de 42 % (Etiquette G à E)	T5	110	20 900 €	19 753 €	9 877 €	3 500 €	5 438 €	25%	4 938 €	500 €	12 915 €	2 085 €	90%
Villeneuve-lès-Maguelone	DOMERGUE	122 rue de la Chapelle	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	*	*	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T3	42	4 141 €	3 784 €	1 882 €	0 €	941 €	25%	841 €		2 823 €	1 318 €	88%
Villeneuve-lès-Maguelone	MALDONADO	38 rue de l'Abbaye	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	*	*	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T4	80	2 309 €	7 553 €	3 777 €	0 €	1 888 €	25%	1 888 €		5 665 €	2 644 €	88%
Villeneuve-lès-Maguelone	SIFFERLE	131 rue du Marbella	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	*	*	AUTONOMIE ET ENERGIE	Changement des menuiseries, des radiateurs, installation d'une VMC et isolation des combles - Gain énergétique 45% (étiquette E à C)	T3	64	20 284 €	19 005 €	9 503 €	3 500 €	5 251 €	25%	4 751 €	500 €	12 254 €	2 030 €	90%
Villeneuve-lès-Maguelone	LARA MARTIL	141 rue des Albatros	Propriétaire occupant	occupé par le propriétaire	Très Modestes	*	*	ENERGIE	Changement de la chaudière et isolation des combles - Gain énergétique de 54% (Etiquette D à C)	T6	154	6 334 €	3 112 €	1 556 €	3 500 €	1 278 €	25%	778 €	500 €	1 334 €	0 €	100%





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SEPT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements occupés par des propriétaires modestes, ainsi que de trois logements locatifs, pour un montant total de 25 818 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau annexe ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur du conventionnement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12513

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Imc 186070-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



**Annexe à la délibération relative à l'OPAH Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées  
"Gambetta, Figuerolles, Nord-Ecusson" à Montpellier / 2010-2015**

**Conseil d'Agglomération du 1er octobre 2014**

Commune	Nom du propriétaire		Adresse du Logement	Type de demandeur	Nature de l'occupation	Ressources du demandeur	Type de travaux	Montant du loyer après travaux/mois	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Agilo	Taux Agilo base	dont subvention base Agilo	dont prime de réduction de loyer (50€ ou 100€/ m²)	dont prime vacance PB (2000 € ou 5%)	subventions autres	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC	
Montpellier	FOUILLET	Pierre et Nicole	10 rue du Général Vincent	Propriétaire bailleur	vacant		Loyer social	303 €	REHABILITATION COMPLETE du logement et des parties communes	Réhabilitation complète des parties communes de l'immeuble et du logement. Gain énergétique de 46 % (étiquette G à D)	T2	40	105 360 €	52 535 €	20 641 €	2 000 €	6 000 €	-	0 €	4 000 €	2 000 €	0 €	47 641 €	67 719 €	38%	
Montpellier		ALLAIN	Jean-Pierre et Marine	Propriétaire bailleur	vacant		Loyer social	358 €	REHABILITATION COMPLETE du logement et des parties communes	Réhabilitation complète des parties communes de l'immeuble et du logement. Gain énergétique de 51 % (étiquette F à D)	T2	51	134 328 €	52 535 €	37 791 €	2 000 €	6 000 €	-	0 €	4 000 €	2 000 €	0 €	45 791 €	89 527 €	34%	
Montpellier	BLANCHET	Liliane et Michel	10 rue du Général Vincent	Propriétaire bailleur	vacant		Loyer social	260 €	REHABILITATION COMPLETE du logement et des parties communes	Réhabilitation complète des parties communes de l'immeuble et du logement. Gain énergétique de 57 % (étiquette F à D)	T1	32	84 017 €	42 029 €	23 712 €	2 000 €	5 200 €	-	0 €	3 200 €	2 000 €	0 €	31 912 €	53 165 €	37%	
Montpellier	DEBELLEFONTAINE et LERENARD	Anne et Romy	4 place Bousquet de Bernard	Propriétaire occupant		Modestes			REHABILITATION COMPLETE	Réhabilitation complète d'un logement. Gain énergétique de 57 % (étiquette E à C)	T4	96	47 455 €	43 289 €	21 645 €	3 500 €	4 000 €	10%	4 329 €	0 €	0 €	0 €	4 500 €	29 145 €	18 310 €	61%
Montpellier	GAUBERT	Emmanuel	6 boulevard Pasteur	Propriétaire occupant		Très Modeste			REHABILITATION COMPLETE	Réhabilitation complète d'un logement. Gain énergétique 43% (Etiquette G à E)	T2	54	32 648 €	29 020 €	14 840 €	10 €	2 968 €	10%	2 968 €	0 €	0 €	0 €	4 501 €	17 838 €	14 840 €	55%
Montpellier	REFFET	Catherine	14 rue St Urcule	Propriétaire occupant		Très modestes			ENERGIE	Isolation des combles, détection de la toiture, installation d'une chaudière avec des thermorésistants. Gain énergétique de 33% (étiquette E à D)	T4	91	12 057 €	11 425 €	5 714 €	3 500 €	1 143 €	10%	1 143 €	0 €	0 €	0 €	500 €	10 657 €	1 200 €	80%
Montpellier	RYBNER	Lucile	42 rue de l'Université	Propriétaire occupant		Très modestes			ENERGIE	Isolation de la toiture, changement des menuiseries, installation d'une VMC et de radiateurs à inertie. Gain énergétique de 41% (étiquette G à E)	T2	32	7 046 €	5 077 €	2 539 €	3 500 €	507 €	10%	507 €	0 €	0 €	0 €	500 €	7 046 €	0 €	100%

Écrêtement des subvention : 80% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes / 100% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes

**POLITIQUE DE LA VILLE**



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAoul, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**POLITIQUE DE LA VILLE – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA), créé en juin 2001, a pour objet l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers des dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires. Ses membres, au nombre de 8, se répartissent les droits statutaires de la manière suivante : Ville de Montpellier (37%), Etat (20%), Département (18%), Communauté d'Agglomération de Montpellier (18%), Centre Communal d'Action Sociale (3%), Caisse des dépôts et Consignations (2%), Caisse d'Allocations Familiales (1%) et Société Centrale pour l'Equipement du Territoire (1%).

A ce stade, la ville-centre assure la présidence du GIP. Son activité fait l'objet chaque année d'un rapport détaillé, adopté par son Assemblée Générale.

Initialement créé pour une durée de 7 ans, le GIP a été prorogé une première fois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 jusqu'au 31 décembre 2013 et une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014 pour faire correspondre son terme avec celui du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale du 21 février 2014 dite loi « Lamy » réforme en profondeur la politique de cohésion sociale urbaine et de solidarité nationale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise notamment à élaborer un contrat de ville unique et global piloté par l'Agglomération, regroupant la rénovation urbaine et la cohésion sociale. La mobilisation du « droit commun » et la participation des habitants sont des axes forts de la loi.

Dans le cadre de cette réforme, il est opportun de modifier une nouvelle fois la convention constitutive du Groupement pour :

- proroger sa durée de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2016, l'Assemblée Générale du GIP pouvant à tout moment engager une dissolution anticipée.
- modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier, au regard des évolutions législatives, l'Agglomération devenant ainsi, avec 37% des droits statutaires, le membre le plus représenté à l'Assemblée générale du GIP.

Les missions dévolues à l'équipe du GIP pour cette prolongation concernent en premier lieu la préparation et l'élaboration du nouveau Contrat de Ville, le lancement de l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre des premières mesures de ce contrat.

L'Assemblée Générale du GIP-DSUA a approuvé ces amendements le 27 août dernier. La suite de la procédure prévoit la prise d'un arrêté préfectoral d'approbation pour lequel un dossier doit être transmis à l'Etat comprenant notamment la délibération de chacun des membres approuvant la convention constitutive modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les amendements à la convention constitutive du Groupement d'intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier, annexée à la présente délibération ;
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention modifiée et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12493

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14 OCT. 2014  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Lmc 184812-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## **PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS**



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

## PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – GESTION DES TEMPS - RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION À L'ASSOCIATION TEMPO TERRITORIAL

M. L. JAOUL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Proximité et relations usagers, rapporte :

L'association Tempo Territorial a été créée en 2002 pour promouvoir les politiques temporelles en France.

Les objectifs de cette association nationale sont :

- de construire un lieu d'échange et de capitalisation d'expériences ;
- d'intégrer la dimension temporelle à des échelles pertinentes dans les domaines du développement économique, des transports, de l'action culturelle et sportive, de l'aménagement du territoire, etc. ;
- de favoriser le débat public sur la gestion des temps en France et en Europe, entre pouvoirs publics, entreprises, habitants, salariés, usagers.

Sur la période 2013-2014, les actions conduites par l'association sont les suivantes :

- organisation de plusieurs colloques thématiques, dont entre autre : « services publics quelle accessibilité », « temps, travail des acteurs de la santé », « Articulation des temps de vie, nouvelles organisations du travail : une utopie en marche ? »... ;
- publications : lettre d'information, actes des colloques, livret de capitalisation ;
- interventions dans des colloques, contribution au rapport d'information du sénat sur les politiques temporelles ;
- organisation de groupes de travail thématiques : échanges méthodologiques, idées, capitalisation sur « urbain-rural » « formation » ;
- organisation de 2 rencontres avec le réseau européen, Tempo Territorial animant maintenant le réseau ;
- organisation de formations.

Ce réseau permet d'alimenter le travail local mené par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de faire remonter certaines préoccupations locales au niveau national et de promouvoir les actions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier menées dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion à cette association. Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 3 000 € T.T.C. Celle-ci sera ensuite reconduite expressément.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association TEMPO Territorial pour l'année 2014 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier 2014, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Smc 18 5856 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



165



Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS  
DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT POUR L'ACQUISITION D'ENVIRON 250  
TRANSMETTEURS TÉLÉ-ALARME - APPROBATION**

M. L. JAOUL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Proximité et relations usagers, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteurs de téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien à domicile.

Une dotation de 45 000 € est inscrite au budget primitif 2014 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devrait permettre l'acquisition d'environ 250 appareils supplémentaires.

Le règlement d'aide du Département de l'Hérault prévoit l'attribution de subventions pour l'acquisition de ce type de matériel.

Il est proposé au Conseil de Communauté de solliciter une subvention auprès du Département de l'Hérault pour l'acquisition de deux cent cinquante transmetteurs supplémentaires de téléalarme dans le cadre des prévisions budgétaires de l'exercice 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter une subvention du Département de l'Hérault pour l'acquisition de deux cent cinquante transmetteurs de télé-alarme ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 901 114 article 1313 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Smc 185233-DE*

*14 OCT. 2014*

*14 OCT. 2014*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



## RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**RESSOURCES HUMAINES – PROCÉDURE DE FIN D’AFFILIATION VOLONTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ D’AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AUPRÈS DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L’HÉRAULT - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est inscrite dans une affiliation volontaire avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005, auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault. Dans le cadre de cette affiliation volontaire, cet établissement, en contrepartie d'une cotisation fixée à 0,4 % de la masse salariale, assure deux types de missions :

- Les missions obligatoires pour le compte des employeurs publics telles que définies dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :
  - La publicité des créations, vacances d'emplois de catégorie A, B et C ;
  - La publicité des listes d'aptitude ;
  - La prise en charge des fonctionnaires des catégories A, B et C momentanément privés d'emplois ;
  - Le reclassement des fonctionnaires de catégories A, B et C devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
  - Le fonctionnement des conseils de discipline de recours.
- Les missions au titre de l'adhésion volontaire : le conseil statutaire, la gestion de la bourse de l'emploi, l'organisation des concours et examens professionnels, des formations notamment dans le domaine de la prévention.

Dans sa séance du 29 novembre 2013, le conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault a décidé unilatéralement l'augmentation pour la seule Communauté d'Agglomération de Montpellier du taux de cotisation qui progresse de 0,4 % à 0,7 %. Dans le même temps, depuis 2005, l'évolution des compétences sur les missions fondamentales des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet d'assurer les prestations proposées par le centre de gestion en interne. Ainsi, cette évolution à laquelle s'ajoute l'augmentation du taux de cotisation, pour notre seule EPCI, amènent à reconsidérer notre affiliation volontaire.

Par ailleurs, l'évolution législative récente a mis fin à la facturation, pour les collectivités non affiliées auprès des centres de gestion, des coûts des lauréats aux différents concours et examens professionnels des catégories A et B. Ne subsiste désormais que la facturation des coûts pour les agents de catégorie C nommés sur liste d'aptitude inscrits auprès des centres de gestion.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, des précisions apportées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault le 12 août 2014, des dispositions du décret n°85-643 du 26 juin 1985 et de la volonté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier exprimée par la délibération n°12407 du 31 juillet 2014, il est proposé d'approuver le lancement de la procédure de fin d'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, en application de l'article 7 du décret susmentionné.

Conformément à l'article 30 du décret du 26 juin 1985, le Centre de Gestion de la Fonction Publique de l'Hérault sera amené à procéder à la consultation de l'ensemble des collectivités et établissements publics affiliés.

Ces dispositions ont été approuvées à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire réunis le 26 septembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :



Délibération n° 12534

- approuver le lancement de la procédure de fin d'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du Centre de Gestion de la fonction Publique Territoriale de l'Hérault à compter du 1er janvier 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      08 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      08 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 186604-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE - MODALITÉS D'ATTRIBUTION  
DE LA PART COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié son régime indemnitaire par délibération lors du Conseil qui s'est tenu le 8 octobre 2012. A cette occasion, il a été décidé l'instauration du versement d'une part liée aux résultats et à la valeur professionnelle appréciée notamment, lors de l'entretien professionnel annuel.

Cette part complémentaire du régime indemnitaire dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le versement de cette part en année N concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés justifiant d'au moins un an d'ancienneté, au 30 novembre de l'année N-1.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents depuis plus d'un an de façon consécutive, à la date du 30 novembre de l'année N-1 pour une attribution en année N. En outre, cette part sera réduite de moitié en cas d'absence entre six mois et un an, sur la période de référence. Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité.

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant mensuel moyen de 25 euros bruts relatif à l'effectif encadré et présent. Les attributions individuelles s'effectueront selon six niveaux de montants mensuels : 0 €, 5€, 15 €, 25 €, 35 € et 45 €.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2015.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été approuvée à la majorité des membres du Comité Technique Paritaire réunis le 26 septembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : DmC 186602-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.**

**Pouvoir(s):**

**M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.**

## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I- Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire du 26 septembre 2014.

### **III-Transformations de postes au tableau des effectifs**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis favorable à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire du 26 septembre 2014.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, suppressions et confirmation de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 14 OCT. 2014  
Déposé En Préfecture  
Le : 14 OCT. 2014  
Numéro de l'acte : Jme 186403 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL



# ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2014-022	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	A	Temps Complet	Attaché territorial	Responsable des Ressources Humaines de la Régie de l'eau
1	2014-023	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	A	Temps Complet	Attaché territorial	Directeur Administratif et financier de la Régie de l'eau
1	2014-024	Développement Territorial	Direction du Développement Économique et de l'Emploi	A	Temps Complet	Attaché territorial	Chargé de projet santé
1	2014-025	Développement Territorial	Direction du Développement Économique et de l'Emploi	A	Temps Complet	Attaché territorial	Conseiller à la création d'entreprise
1	2014-026	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	A	Temps Complet	Administrateur territorial	Directeur de projets
1	2014-027	Développement territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	A	Temps Complet	Ingénieur Ou Attaché	Chef du service politique de la ville

## ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2002- 100	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Agent de maîtrise	2002- 100	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Adjoint technique Ou Agent de maîtrise	Chargé du suivi patrimonial des Point d'apport volontaire
2002- 169	Culture, Sport, Solidarité	Musée Fabre	Temps complet	Adjoint administratif Ou Adjoint du patrimoine	2002- 169	Culture, Sport, Solidarité	Musée Fabre	Temps complet	Adjoint du Patrimoine ou Assistant de conservation	Assistant de documentation au Musée Fabre
2002- 236	Culture, Sport, Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique à la Piscine Pitot	2002- 236	Culture, Sport, Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique	Agent de maintenance à la Régie technique
2002- 248	Culture, Sport, Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique à la Piscine Pitot	2002- 248	Culture, Sport, Solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique	Agent de maintenance à la Régie technique
2002- 355	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Adjoint administratif	2002- 355	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Adjoint technique ou Adjoint administratif	Messenger demeter

# ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à créer	Fonctions
2008-026	Cabinet	Communication	Temps complet	Agent de maîtrise Ou Technicien territorial	Iconographe	2014-028	Cabinet	Communication	Temps complet	Technicien territorial	Webmaster développeur
2004-227	Cabinet	Communication	Temps complet	Technicien territorial	Responsable du pôle multimédia	2014-029	Cabinet	Communication	Temps complet	Attaché territorial	Responsable de la stratégie web
2012-007	Culture Sport Solidarité	Musée de l'Histoire de France en Algérie	Temps complet	Régisseur des œuvres au MHFA	Attaché de conservation du patrimoine	2014-030	Culture Sport Solidarité	Musée Fabre	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Régisseur des œuvres au Musée Fabre
2004-345	Services publics de l'Environnement Et des Transports	Direction de la Prévention et de la gestion des déchets	Temps complet	Adjoint technique	Agent technique de compostage	2014-031	Culture Sport Solidarité	Ecotothèque	Temps complet	Adjoint technique	Agent d'entretien Polyvalent à l'écotothèque
2007-065	Services publics de l'Environnement Et des Transports *Au plus tard le 11 déc 2014	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Ingénieur territorial	Chargé de mission déviation des réseaux humides des grands projets	2014-032	Services publics de l'Environnement Et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Ingénieur territorial	Chargé d'études eau et aménagement du territoire



## **SPORTS ET TRADITIONS**



## SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BRÉYSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**SPORTS ET TRADITIONS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS -  
CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RACCORDEMENT DE LA PISCINE AUX  
RÉSEAUX DE LA ZAC DE CANTAUSSEL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°7901 en date du 2 octobre 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait l'acquisition de parcelles de terrain situées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de Cantausssel à Saint-Brès, en vue de la réalisation d'une piscine communautaire.

Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès. Par cette délibération, il a également approuvé le budget prévisionnel de l'opération arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°11574 en date du 23 mai 2013, l'équipe représentée par Coste Architectures a été désignée lauréate de ce concours et attributaire du marché de maîtrise d'œuvre.

Par délibération n°12430 en date du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a adopté l'Avant Projet Définitif (APD) de l'opération et la nouvelle estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, prenant en compte la mise en place d'une chaufferie bois à plaquettes forestières.

Le terrain étant située dans le périmètre de la ZAC, il est nécessaire de raccorder la piscine Héraclès aux équipements suivants :

- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales
- réseaux Gaz,
- réseaux d'adduction eau potable,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

Conformément à l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme il est proposé d'autoriser la signature d'une convention de participation aux équipements de la ZAC Cantausssel entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Saint-Brès et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine pour un montant total de 204 074€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de participation,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 904,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention sus-visée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : M.Lévita, S.Tortorici, P.Krzyzanski, P.Miralles, I.Guiraud, L.Jaoul, JM.Lussert.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 14 OCT. 2014

Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Smc 186437-DE

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

## SPORTS ET TRADITIONS – FONDS SPÉCIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Un fonds spécial d'un montant de 20 000 € a été créé au budget primitif 2014 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

En complémentarité des animations d'été, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a le projet de proposer des séances d'apprentissage et de perfectionnement à la natation ainsi que des préparations à la qualification au BNSSA (Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique) à un public en difficulté d'insertion professionnelle.

Pour la mise en œuvre de ce projet à vocation sociale, elle s'appuiera sur des associations ou clubs aquatiques qui seront subventionnés.

De plus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite soutenir l'organisation du 15<sup>ème</sup> tournoi de football Cédric CALAS qui se déroule chaque année à Baillargues.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 911 € pour le « Club de Palmes de Montpellier »,
- 1 940 € pour le club « Montpellier Sauvetage »,
- 1 300 € pour le club « Aqualove »,
- 1 500 € pour l'association sportive « Baillargues, Saint-Brès, Valergues ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014

14 OCT. 2014

Imc RG351-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.**

**Pouvoir(s):**

**M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.**

**SPORTS ET TRADITIONS – ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE - MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ET RÉPARTITION DES COÛTS - RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la Communauté d'Agglomération a défini l'intérêt communautaire et précisé les équipements relevant de cette définition, à transférer.

Parmi ceux-ci, trois présentent des fonctions polyvalentes :

- Base de Canoë-kayak de La Valette,
- Stade de la Mosson « Mondial 98 »,
- Centre Nautique Neptune,

De plus, par délibération n°5206 en date du 27 juin 2003, la Communauté d'Agglomération a procédé à l'acquisition de la piscine Alfred Nakache, sise à l'intérieur du complexe sportif Léon Cazal acheté simultanément par la Ville de Montpellier.

Enfin, par délibération n°9087 en date du 24 septembre 2009, le Conseil Communautaire a approuvé le transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier du gymnase Peyrou situé au sein du complexe Pitot-Peyrou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation de ces installations a mis en évidence l'imbrication avec des équipements communaux ou mis à la disposition de la Ville de Montpellier.

La configuration de ces cinq installations sportives a nécessité de conventionner avec la Ville de Montpellier afin de régler les modalités de gestion et d'utilisation de celles-ci. C'est l'objet, d'une part, de la délibération n°9286 du 22 décembre 2009 par laquelle la Communauté d'Agglomération a autorisé la conclusion d'une convention relative à la répartition des coûts de chauffage entre la salle Pierre de Nogaret et le complexe Pitot-Peyrou et, d'autre part, de la délibération n°10469 du 27 octobre 2011 qui a autorisé la signature des conventions concernant la base de Canoë-kayak de La Valette, le stade de la Mosson « Mondial 98 », le Centre Nautique Neptune et la piscine Nakache qui arriveront à échéance le 31 décembre 2014.

Il convient donc d'établir, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, une nouvelle convention pour chaque établissement, conformément à l'article L. 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui aura pour objet de régler les modalités de répartition des coûts qui résultent de cet usage, mais également de ceux résultant de l'absence de réseaux de fluides séparés.

Les parties géreront de manière autonome les espaces dont elles ont la responsabilité et dont les usages n'interfèrent pas sur le fonctionnement de l'autre équipement.

La Ville de Montpellier remboursera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des charges relevant de la gestion des autres équipements.

Le calcul de ces charges est déterminé en fonction des critères suivants : la superficie, le volume, le nombre d'usagers, la durée d'utilisation, le coût d'installations similaires. Le montant de ces charges sera arrêté annuellement au moment de la facturation établie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est donc proposé au Conseil de reconduire les conventions entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier concernant les cinq établissements concernés pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, selon les mêmes modalités que précédemment.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion des conventions relatives à la mise à disposition et à la répartition des coûts d'une partie des équipements mentionnés ci-dessus ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : DmC 186337-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUR





## TRANSPORTS ET MOBILITE



**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

## **TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ÉTUDE DU PLAN LOCAL DE DÉPLACEMENTS DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération du 19 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé son Plan de Déplacement Urbain (PDU) 2010-2020. Véritable outil stratégique intégré au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé le 17 février 2006 et actuellement en cours de révision, le PDU définit une stratégie générale visant à planifier les principes organisationnels des transports des personnes et des marchandises, de la circulation et du stationnement dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; les objectifs majeurs poursuivis consistant à maîtriser le trafic automobile et encourager les « écomobilités ».

Faisant suite à cette approbation, les Plans Locaux de Déplacements (PLD) ont vocation à préciser de manière opérationnelle, les orientations du PDU à l'échelle communale, en programmant des actions adaptées aux spécificités du territoire, et compatibles avec les objectifs du PDU. Ces démarches permettent une analyse conjointe des enjeux liés à chaque mode de déplacement et à leurs interactions : transports collectifs, voiture individuelle, vélo, marche à pied... De plus, les PLD définissent des orientations affinées sur les questions de réglementation du stationnement, de la circulation, des livraisons, etc., en lien direct avec le pouvoir de police du Maire. Les PLD établissent un programme d'actions à court, moyen et long terme, destiné à faciliter l'émergence de projets et accélérer leur mise en œuvre. Il s'agit d'orienter et de coordonner les différentes interventions des communes en matière de déplacements et de gestion des besoins de mobilités, via la programmation d'actions adaptées aux enjeux et spécificités locales. L'objectif est d'aboutir à la rédaction d'un document de planification local permettant d'articuler finement et de mettre en cohérence, les enjeux d'urbanisme et de mobilité, notamment au travers des PLU et des projets d'aménagements urbains.

Au travers de ce dispositif, l'objectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est ainsi d'encourager l'évolution des comportements et des pratiques de mobilité, notamment via le déploiement d'offres de déplacements alternatives à l'automobile et la mise en œuvre d'actions favorables aux écomobilités, en jouant des multiples possibilités offertes par les modes alternatifs (qu'il s'agisse des modes actifs, marche à pied et vélo, ou des transports publics).

Afin de faciliter la prise en compte de ces objectifs essentiels et la mise en œuvre coordonnée des grands projets portés par les documents de planification, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite accompagner la démarche d'élaboration du Plan Local des Déplacements de la commune de Saint Jean de Védas.

Depuis plus de trente ans, la Commune de Saint Jean de Védas connaît une augmentation importante de sa population qui se traduit par un étalement des zones urbanisées résidentielles ainsi que des zones d'activités économiques, en bordure des axes routiers. Lancée au premier semestre 2013, la ZAC Roque Fraisse (1 750 logements), intégrée à un site stratégique identifié au SCOT, est un des exemples d'une urbanisation maîtrisée. Toutefois, sa réalisation impactera à terme les conditions de circulation déjà difficiles localement du fait du poids des flux de transit venant s'ajouter aux besoins locaux de circulation. Dans ce contexte de « ville traversée », plusieurs projets d'infrastructures liés à la réalisation du système de déplacements multimodal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont programmés, et vont venir s'inscrire dans le territoire de Saint Jean de Védas au cours des prochaines années. L'engagement de la commune de Saint Jean de Védas dans la démarche PLD doit ainsi être accompagné par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette démarche d'étude spécifique justifie l'attribution d'un fond de concours à hauteur de 25 % du coût global des marchés d'études engagés, dans la limite d'un plafond de 12 500 €. Cette participation s'inscrit dans la mise en œuvre de projets d'aménagements urbains ayant fait l'objet d'études partenariales et engageant la réalisation d'équipements.

Il y a lieu de formaliser le versement de ce fonds de concours par la signature d'une convention avec la commune bénéficiaire. Celle-ci précise notamment les objectifs des politiques urbaines poursuivies

Délibération n° 12546

par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et prévoit les modalités de versement du fonds de concours en fonction de l'atteinte de ces objectifs dans la mise au point du projet de PLD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à la Commune de Saint Jean de Védas d'un fonds de concours à hauteur de 25% du coût global du marchés d'études engagés, dans la limite d'un plafond de 12 500 € ;
- dire que le versement de ce fonds de concours est conditionné à la signature d'une convention avec la Commune bénéficiaire ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de fonds de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :      14 OCT. 2014  
Numéro de l'acte : *Doc 186173-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s) :

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE DE LA QUATRIÈME LIGNE  
- COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE - MODIFICATION DE LA  
COMPOSITION DE LA COMMISSION - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre des travaux du bouclage de la ligne 4 du tramway, le Conseil de Communauté a, par délibération n°11815 du 24 septembre 2013, décidé la création d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA).

Cette commission permet d'instruire les demandes et d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés à l'occasion des travaux.

Par délibération n°12448 du 31 juillet 2014, le Conseil de Communauté a désigné les représentants, à la CIA de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi qu'une personnalité compétente titulaire et suppléante.

Il convient de remplacer Monsieur Gérard BORRAS, Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, précédemment désigné tant que personnalité compétente suppléante.

A ce titre, il convient de procéder à la désignation d'un représentant de l'Agglomération appeler à siéger en qualité de personnalité compétente suppléante.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation du représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

- Monsieur Bernard MICHEL

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Bernard MICHEL personnalité compétente suppléante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable de la Ligne 4 et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Ime 186354-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAURIEU





**SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.**

**Pouvoir(s):**

**M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.**

## **TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER III - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La démocratisation de l'usage de l'automobile a certes permis de faciliter les déplacements, mais elle a également contribué à l'accélération de l'étalement urbain le long des faubourgs, puis des banlieues périphériques. Les conséquences qui découlent sur l'usage de la voiture particulière, le plus souvent utilisée de manière individuelle, sont perceptibles par tous : augmentation des distances quotidiennes parcourues, allongement des temps de parcours, saturation des grands axes à l'heure de pointe, consommation d'espace accrue, dégradation de la qualité de l'air, insécurité routière ...

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2006, actuellement en cours de révision, témoigne de la prise de conscience de la nécessité de limiter cette consommation d'espace, tout en fixant des limites claires et durables aux extensions urbaines qualifiées de « stratégiques ». S'inscrivant dans la continuité des ambitions du SCoT, le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé en 2012 ambitionne d'articuler « transport » et « urbanisme », en rééquilibrant la part de la voiture avec celle des transports publics et des modes actifs (piétons, cyclistes). Pour cela, le PDU définit une stratégie d'organisation du transport des personnes et des marchandises à l'horizon de 2020 qui repose sur trois axes : construire la ville des courtes distances, accélérer la transition vers de nouvelles mobilités en limitant le réflexe automobile, déployer une offre de transport intermodale à l'échelle de la métropole.

Il s'agit donc pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'agir sur l'aménagement de la ville et des espaces publics, tout en renforçant l'attractivité des transports publics, afin de donner des signaux destinés à réguler les comportements de mobilité. Cette stratégie a gagné en visibilité ces dernières années : réalisation d'un réseau de quatre lignes de tramways, piétonisation, offre de location de vélos, encouragement de l'intermodalité, mixité des fonctions urbaines dans les nouveaux quartiers ...

C'est dans ce contexte que s'inscrit, le partenariat établi depuis 2012 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et, le Master « Mobilité spatiale et Aménagement » de l'Université Montpellier III Paul Valéry. Il s'agit, pour les services de l'Agglomération, de suivre et encadrer un projet tuteuré des étudiants consacré cette année à l'étude de la mobilité scolaire sous l'angle des usages et des temporalités.

Premiers usagers des réseaux de tramways et de bus proposés par l'Agglomération, les populations scolaires (collégiens et lycéens), par nature composées d'utilisateurs largement captifs des transports publics, exercent aujourd'hui une forte influence sur la structuration, l'organisation, et la gestion de l'offre de transports publics. L'étude des flux et des temps de déplacement entre domiciles et établissements scolaires en utilisant les transports en commun est un élément clé pour mieux appréhender les comportements de mobilité des jeunes au quotidien, et ce d'autant plus qu'ils conditionnent aussi les futures pratiques de mobilité. Les liens entre rythmes et flux scolaires d'une part et desserte par les transports publics d'autre part sont aussi stratégiques pour améliorer la gestion de notre offre de transport.

Cette collaboration renouvelée est une opportunité de renforcer les liens et les connaissances mutuelles entre l'Université et Montpellier Agglomération, donnant aux étudiants de ce Master la possibilité d'analyser « in situ », le fruit de leurs apprentissages. La Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficiera d'une expertise en termes d'aménagement de très bon niveau. Ce partenariat et l'étude qui sera réalisé contribueront ainsi à une meilleure connaissance de la mobilité scolaire, utile à l'élaboration du schéma directeur transports.

Ce projet tuteuré se matérialise sous la forme d'une convention de partenariat entre l'Université de Montpellier III et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Dans le cadre de ce partenariat et de l'étude à mener, l'Agglomération de Montpellier alloue à l'Université de Montpellier III une dotation de fonctionnement à hauteur de 1 000 € net de taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat avec l'université de Montpellier III.



Délibération n° 12548

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 928 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 14 OCT. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Sme 186446-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAURET





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA RÉALISATION DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE DÉPLACÉE ET ÉTUDE DU FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE EXISTANTE AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Le sud de l'Agglomération de Montpellier fait aujourd'hui l'objet de plusieurs grands projets d'infrastructure dont le déplacement de l'autoroute A9 par Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire pour le compte de l'Etat.

Le rétablissement des circulations de part et d'autre de l'autoroute déplacée, au droit du pôle multimodal Montpellier Sud de France, doit être prévu pour ne pas enclaver ce secteur et permettre un lien avec la Ville et ses évolutions futures. Il en est de même pour le franchissement de l'A9 actuelle.

D'autre part, une réalisation de l'ouvrage déplacée après la mise en service de cette dernière, induirait des surcoûts considérables liés aux contraintes d'intervention sur une autoroute en exploitation.

ASF, exploitant de l'autoroute A9 et concessionnaire de l'autoroute A9 déplacée, est l'opérateur le plus pertinent pour étudier concomitamment les deux ouvrages de franchissement dans le respect des contraintes liées à l'exploitation d'une autoroute en service et celles d'une autoroute en construction. Il est donc proposé de confier à ASF les études de ces ouvrages ainsi que la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'A9 déplacée dans le cadre des travaux en cours afin d'en minimiser le coût.

La convention proposée a pour objet de définir les conditions financières dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier participera à la conception de ces ouvrages et à la réalisation de l'ouvrage sur l'A9 déplacée.

ASF assurera l'ensemble des prérogatives et responsabilités inhérentes à la maîtrise d'ouvrage, à l'exception du financement du projet (études et travaux), dont la charge incombe intégralement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à assurer le financement de ces études et travaux pour un montant indicatif prévisionnel de 6 millions d'euros H.T., soit 7,2 millions d'euros T.T.C., hors acquisitions foncières.

L'Agglomération de Montpellier sollicitera toutes les subventions possibles pour ces travaux notamment dans le cadre du futur Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2014/2020 et du 3<sup>ème</sup> appel à projets TCSP.

Les travaux seront engagés après accord formel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce coût sera ensuite précisé après attribution des marchés de travaux sur la base d'un rapport à remettre par ASF à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le coût définitif sera établi à l'achèvement des opérations.

Les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet seront effectuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'ouvrage réalisé restera propriété de l'Etat qui en assurera l'entière gestion et les équipements de surface seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, gestionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de financement avec ASF,
- demander à l'État et à la Région Languedoc Roussillon d'intégrer cette question dans les financements du Contrat de Plan État-Région (CPER) pour la période 2014-2020 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 14 OCT. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

14 OCT. 2014  
Imc 184082-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 1 OCTOBRE 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le premier octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à Mme E. LLORET, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. M. LEVITA à M. A. EL KANDOSSI, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE - AVENANT N°1  
À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OBJECTIFS « SURVEILLANCE DE  
LA QUALITÉ DE L'AIR - DISPOSITIF DE SURVEILLANCE ET D'INFORMATION  
MONTPELLIER AGGLOMÉRATION » AVEC AIR LANGUEDOC-ROUSSILLON -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier et l'enveloppe financière prévisionnelle.

La mise en service de cette 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de la 4<sup>ème</sup> ligne partielle, est intervenue en avril 2012.

La Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (dite LOTI) de 1982, prévoit que, 3 ans après la mise en service d'une ligne de tramway, les impacts de cette opération soient mesurés.

Par ailleurs, la convention signée avec l'Etat (via l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France - AFITF) pour le financement de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, pour un montant de 82,6 millions d'Euros, prévoit qu'un pré-bilan soit adressé à l'Etat pour solliciter le paiement du solde de la subvention.

Parmi les items à traiter dans le cadre de ce bilan figurent les incidences de l'opération sur la qualité de l'air.

Par délibération n°10568 du 20 décembre 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec Air Languedoc-Roussillon afin de contribuer au suivi et à l'évaluation des incidences du Plan de Déplacements Urbains ainsi que, de manière plus ciblée, d'opérations de tramway ou de nouveaux plans de circulation, sur la qualité de l'air.

Cette convention prévoit que « Montpellier Agglomération pourra confier à Air LR des actions spécifiques d'intérêt général complémentaires aux missions [générales de surveillance de la qualité de l'air] ; selon leur ampleur, ces actions donneront lieu ou non à la signature d'avenants aux modalités financières propres ».

Le projet d'avenant n°1 a pour objet de confier à Air Languedoc-Roussillon une mission particulière de mesure des incidences de la mise en service de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de la 4<sup>ème</sup> ligne partielle sur la qualité de l'air ; mesures qui contribueront à l'élaboration du bilan au titre de la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (dite LOTI) de 1982.

Elle consiste dans l'ajout de points de mesure sur le tracé des lignes de tramway et, si besoin, en la réalisation de modélisations.

Cette mission s'intègre dans l'importante campagne de mesure, sur l'agglomération montpelliéraine, dans le cadre du programme régional de surveillance de la qualité de l'air.

La participation financière de la Communauté d'Agglomération à cette étude est fixée à 4 100 € pour la livraison des résultats des mesures et 4 100 € pour la modélisation (prix fermes et hors du champ d'application de la TVA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de partenariat et d'objectifs « Surveillance de la qualité de l'air - Dispositif de surveillance et d'information Montpellier Agglomération » avec Air Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au budget communautaire, au chapitre 928,

Délibération n° 12550

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

14 OCT. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

14 OCT. 2014

Numéro de l'acte :

Imc 185524 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



**PARTIE 2**  
**DECISIONS**



<p><b>N°D2014-309 - 21/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>  <b>Décision relative à une déclaration préalable pour la construction du poste de refoulement du stade à Sussargues</b>  <b>Objet :</b> Le raccordement des effluents de la commune de Sussargues à la future station d'épuration intercommunale Saint Geniès des Mourgues-Sussargues oblige à la construction d'un poste de refoulement, objet d'une déclaration préalable.</p>	219
<p><b>N°D2014-337 - 12/08/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gratuit</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre de ses compétences, la CAM gère les installations sportives suivantes : le stade Yves du Manoir à Montpellier, le stade Jules Rimet à Sussargues. Dans le cadre de cette gestion, elle met gratuitement ces installations à disposition des différents clubs qui contribuent, au travers du développement de leurs activités sportives, au rayonnement de la Communauté d'Agglomération dans leurs domaines respectifs.</p>	220
<p><b>N°D2014-354 - 12/08/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative relative à la régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas</b>  <b>Objet :</b> Il s'agit de compléter l'acte de création de la régie, en y incluant : "la participation d'organismes sociaux" pour les encaissements, et "le virement sur le compte du régisseur" pour les modes de recouvrements.</p>	222
<p><b>N°D2014-358 - 21/07/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à une convention pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du Sport, la CAM gère le réseau des piscines. Il convient de répondre avec la plus grande réactivité en vue de la saison sportive 2014-2015, aux demandes d'attribution de créneaux horaires effectuées par les associations.</p>	224
<p><b>N°D2014-362 - 21/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue avec la SERM concernant un local sur Prades le Lez destiné à accueillir la Maison d'Agglomération</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'occupation précaire est conclue entre la CAM et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM). La convention concerne un local sur Prades le Lez afin d'y maintenir la Maison d'Agglomération. La convention porte sur un local de 35,78 m², situé au 75 Route de Mende à Prades le Lez (34430). Elle est consentie pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement pour une durée n'excédant pas 1 an sous réserve d'obtenir l'accord de la SERM sur cette prolongation. La redevance annuelle est de 3649.56 € T.T.C à laquelle s'ajoute une provision annuelle de charges de 1502,76 € T.T.C.</p>	226
<p><b>N°D2014-365 - 28/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la Ligne 2 de tramway - emprise de 237 m² sur la parcelle CD702 à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La CAM acquiert une emprise de 237m² situé 5 rue de Substantion à Montpellier sur la parcelle cadastrée section CD n°702 appartenant au Syndicat des copropriétaires de la résidence « Cassiopée » pour un montant de 36 108 €. Cette acquisition est nécessaire à la régularisation foncière de travaux réalisés dans le cadre de la deuxième ligne de tramway.</p>	228
<p><b>N°D2014-370 - 08/07/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à la donation d'un fonds BARRAL par Mesdames Jacquie Barral et Hélène Martha-Barral</b>  <b>Objet :</b> Compte tenu de la proposition de donation de Mesdames Jacquie Barral et Hélène Martha-Barral concernant un fonds comprenant divers manuscrits, notes, dessins, peintures, livres d'artistes, évoquant Montpellier et sa région, il convient de prendre une décision pour autoriser la signature de la convention concernant ce don. La donation est consentie à titre gracieux. La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge les frais liés au déménagement des documents par tranches successives</p>	230
<p><b>N°D2014-372 - 07/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°8.144, dont le CETE Méditerranée est titulaire, pour la réalisation d'une mission OQA(Organisme Qualifié Agrée) en matière d'insertion urbaine pour le bouclage de 4ème ligne de tramway, suite à la création du CEREMA, nouvel établissement public</b>  <b>Objet :</b> La CAM prend acte de la création de l'établissement public le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) qui résulte de la fusion des 8 Centres d'études. Le marché n°8.144 de réalisation d'une mission OQA en matière d'insertion</p>	232

urbaine pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway a été attribué au CETE Méditerranée. Il convient de prendre acte du transfert des droits et obligations du CETE Méditerranée, ancien titulaire du marché, au CEREMA, qui devient donc le nouveau titulaire du marché. Cet avenant est sans incidence financière.	
<b>N°D2014-376 - 28/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>	234
<b>Décision relative à un marché n°3509EA13 - Mission CSPS pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3509EA13 est passé avec l'entreprise JAUR COORDINATION,- Carcassonne. Ce marché consiste à confier la mission CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la santé pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois à compter de l'ordre de service en phase Conception et de 7 mois à compter de l'ordre de service en phase Réalisation. Le montant du marché s'élève à 2 187,00 € H.T. soit 2 624,40 € T.T.C	236
<b>N°D2014-384 - 08/07/14 - Direction de la Culture</b>	237
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire au profit de la Compagnie Grognon Frères</b>	
<b>Objet :</b> La CAM met gratuitement le Théâtre du Hangar à à disposition de la Compagnie Grognon Frères du 1er au 31 août 2014 pour y organiser des répétitions.	239
<b>N°D2014-388 - 11/07/14 - Direction de la Culture</b>	
<b>Décision relative à l'achat du spectacle Le Bal Marionnetique Moderne - Festival des Arts de Vignes</b>	
<b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 2 000 € à l'achat du spectacle Le Bal Marionnetique Moderne diffusé le 4 juillet 2014 au Festival Les Arts des Vignes de Sussargues.	241
<b>N°D2014-390 - 08/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>	
<b>Décision relative à une convention concernant le déplacement, l'enfouissement et la dissimulation des réseaux aériens d'ErDF, rendus nécessaires par la réalisation de l'aménagement de voirie des rues de Cholet et de la Castelle (commune de Montpellier).</b>	
<b>Objet :</b> La CAM réhabilite et sécurise une partie des rues de Cholet et Castelle à Montpellier dans le cadre de son programme de voirie 2014. Le réseau de distribution électrique aujourd'hui présent en aérien nécessite d'être déplacé au regard de l'aménagement (poteaux à déplacer). Le concessionnaire profite de cette intervention de remise en état de la voie pour enfouir les réseaux ; à cet effet il convient de passer une convention entre la Communauté d'Agglomération et Erdf.	243
<b>N°D2014-402 - 08/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>	
<b>Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de l'aménagement de l'avenue Georges FRECHE</b>	
<b>Objet :</b> L'aménagement de l'avenue Georges FRECHE, anciennement Mas de Rochet, nécessite un échange de parcelles entre la CAM propriétaire de la parcelle cadastrée AV 78, sur la commune de Castelnau le Lez, et Monsieur MAJUREL et Madame DO NASCIMENTO Epouse MAJUREL propriétaires de la parcelle cadastrée AV 49 sur la commune de Castelnau-le-Lez. Il sera procédé à cet échange parcellaire sans soulte, au vu de l'évaluation de France Domaines.	244
<b>N°D2014-403 - 08/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	
<b>Décision d'ester en juste " Référé expertise Intercepteur Est tranche 5"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" afin d'introduire une requête en référé expertise, au titre de l'article R.532.1 al.1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier. Cette mesure s'impose au regard de l'importance et de l'ampleur des travaux de la tranche 5 du programme de réalisation de l'Intercepteur Est, qui consistent en la construction en DN 1200 mm d'une canalisation de transports. Ceux-ci doivent être mise en œuvre par la méthode de microtunnelage.	246
<b>N°D2014-412 - 06/08/14 - Direction des Sports</b>	
<b>Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du Sport, la CAM gère le réseau des piscines. Il convient de répondre avec la plus grande réactivité en vue de la saison sportive 2014/2015, aux demandes de location de créneaux horaires effectuées par les associations.	
<b>N°D2014-413 - 08/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	
<b>Décision relative à un bail précaire d'un an conclu avec Madame Catherine Roussel, concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un bail précaire d'un an est conclu avec Madame Catherine Roussel, concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier. Le loyer mensuel sera de 769, 49 € T.T.C, charges comprises, hors abonnements individuels que le locataire doit souscrire.	

<p><b>N°D2014-415 - 15/07/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés multi techniques pour les établissements culturels</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de maintenance multi technique des établissements culturels est conclu avec la société Mott Mac Donald, pour un montant de 6 500 €H.T. Cet avenant concerne l'intégration du musée Fabre au périmètre d'intervention du prestataire, et porte le montant du marché à 45 300 € H.T., soit +16,75% par rapport au montant initial.</p>	248
<p><b>N°D2014-419 - 08/07/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au règlement de l'indemnité d'éviction commerciale de l'entreprise SALTEL - parcelle BD n° 301 Commune de Vendargues</b>  <b>Objet :</b> La parcelle cadastrée section BD n° 301, située à Vendargues a été acquise auprès de la SNCF par la Commune de Vendargues, par voie de préemption lors de la mise en œuvre de son droit de priorité. La CAM intervient en qualité de tiers payeur pour le compte de la Commune de Vendargues. A ce titre la CAM doit verser à l'entreprise SARL Transports SALTEL, une indemnité d'éviction commerciale de 130 018 € conformément à l'évaluation de France Domaine.</p>	250
<p><b>N°D2014-425 - 11/07/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à l'achat de matériel de motoculture et d'entretien des aires de pelouse - Marché n°3662DS14</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°3662DS14 de fournitures et prestations de services est passé avec la société GALLOY 34 Motoculture Vert sise à Montpellier afin d'assurer l'entretien des surfaces sportives (pelouses). Ce marché concerne l'acquisition de 2 tondeuses hélicoïdales autotractées (lot 1) pour un montant de 18 360 ,00 € H.T, d'un aérateur conducteur marchant (lot 2) de 24 200,00 € H.T et d'une tondeuse autoportée (lot 3) de 16 900,00 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le montant global du marché s'élève à 59 460,00 € H.T.</p>	252
<p><b>N°D2014-427 - 11/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative aux avenants n°AR50N100106916500 et n°AR50N100107134100 au contrat n° AR50N100106025200 de licence et de service Horoquartz</b>  <b>Objet :</b> Deux avenants au contrat de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail (composé de lecteurs de présence et du logiciel « eTemptation ») sont conclus avec la société HOROQUARTZ sise à PARIS. Ces avenants concernent le système de gestion dynamique du temps de travail installé à la Direction des Ressources Humaines, notamment : Interface et Self Service. Ces avenants prennent effet à leur date de notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel des présents avenants cumulés s'élève à 1 847,95 € T.T.C. Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à 18 434,88 € T.T.C.</p>	254
<p><b>N°D2014-432 - 31/07/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration du Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) pour une étude préalable sur deux tableaux</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration est passée avec le Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) afin de réaliser l'étude préalable de deux tableaux du musée Fabre de Montpellier à compter de sa date de notification jusqu'au 31/07/2014.</p>	256
<p><b>N°D2014-433 - 11/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société ARCHIMED sise à LILLE. Cet avenant concerne l'acquisition des modules suivants relatifs à la solution logicielle du réseau des médiathèques :  - module Gestion Electronique de Documents (GED), module Ermès Web service, module Ermès Quota.  Cet avenant prend effet à la date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014, le contrat initial arrivant à terme à cette même date. Le montant annuel du présent avenant s'élève à 2 921,25 € H.T. et ne s'applique qu'à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. Le nouveau montant annuel du marché est donc compris entre un minimum de 37 673,70 € H.T. et un maximum de 65 000,00 € H.T.</p>	258
<p><b>N°D2014-435 - 21/07/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire à Rayonnement Régional - Association Nouveau Sainte Anne</b>  <b>Objet :</b> La CAM autorise par convention l'occupation à titre gratuit, par l'Association du Nouveau Saint-Anne, de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier</p>	260

<p>Agglomération, dans le cadre des relations de partenariat entre ces deux structures culturelles et afin de permettre l'organisation de la manifestation "Les Nuits de Sainte-Anne" à laquelle participent les orchestres du CRR. Les lieux objets de la présente convention sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération - 14 rue Lisbonne - 34000 Montpellier,</p> <p><b>N°D2014-436 - 05/08/14 - Direction des sports</b></p>	262
<p><b>Décision relative au marché n° 3556DS14 de "Rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier"</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n° 3556DS14 est passé avec la société LAQUET SAS sise à Lapeyrouse Mornay (26). Il concerne la rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois à compter de la date fixée par ordre de service. Son montant global est de 475 962, 64 € H.T. soit 571 155, 16 € T.T.C.</p>	264
<p><b>N°D2014-441 - 15/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 3 mois à compter de sa notification. Cette prorogation supplémentaire permettra à l'entreprise de finaliser son aménagement dans ses futurs locaux sur le parc du Millénaire. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 581,88 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.</p>	266
<p><b>N°D2014-442 - 24/07/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative au marché n°3452DC13 concernant les prestations annexes à la construction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez.</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n°3452DC13 de prestations intellectuelles est passé avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot 1 : AMO HQE : PLUS DE VERT 520 avenue Saint Sauveur 34980 Saint Clément de rivière</li> <li>- Lot 2 : ECONOMISTE : MARC CUSY 34 place du marché 34750 Villeneuve-lès-Maguelone</li> <li>- Lot 3 : BUREAU DE CONTROLE : DEKRA INDUSTRIAL SAS LIMOGES cedex 1</li> <li>- Lot 4 : SONDAGE GEOTECHNIQUE : GEOMECA SUD - - 34400 PEROLS.</li> </ul> <p>Le montant est estimé à 54 538 € H.T, soit 65 445 € T.T.C.</p>	268
<p><b>N°D2014-443 - 21/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b></p> <p><b>Décision relative à un contrat de location entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS portant sur des locaux situés au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un contrat de location d'une durée de 2 ans est signé par la CAM avec la Société TAGEOS. La location porte sur des locaux qui appartiennent à l'Agglomération, et qui sont situés au 515, rue Alfred Nobel à Montpellier. Le loyer annuel est de 38 235, 52 H.T (T.V.A au taux de 20% en vigueur en sus) soit un total de 45 882, 62 € T.T.C et hors charges.</p>	270
<p><b>N°D2014-444 - 15/07/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La Société Décathlon organise un événement, animé par des associations locales, destiné à faire découvrir au grand public les activités sportives, du 16 au 23 septembre 2014, générant un fort besoin en terme de stationnement. La CAM consent à la société Décathlon, un prêt de terrain à usage de parking à l'occasion de cette manifestation en mettant à disposition à titre gratuit la parcelle cadastrée section RA n° 1, commune de Montpellier.</p>	272
<p><b>N°D2014-445 - 08/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision d'ester en justice "École Supérieure des Métiers Artistiques requête n°1402951 TA"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402952-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'École Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) contre le titre exécutoire en date du 7 janvier 2013 d'un montant de 833,49 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatif à la collecte des déchets ménagers et assimilés.</p>	273
<p><b>N°D2014-447 - 08/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision d'ester en justice "École Supérieure des Métiers Artistiques - requête n°1402952-5 TA"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402952-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques contre le titre exécutoire en date du 31 décembre 2013 d'un montant de 833,49 euros émis à son encontre par la CAM portant sur la collecte des déchets ménagers et assimilés.</p>	273

<p><b>N°D2014-449 - 15/07/14</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la SNC MONTPELLIER DÉVELOPPEMENT dans la ZAC Garosud extension à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la SNC MONTPELLIER DÉVELOPPEMENT est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC ZAC Garosud extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot 1C de 18 412 m². La SNC projette que le programme de promotion héberge de 150 à 200 emplois sur site dans 3 ans.</p>	274
<p><b>N°D2014-450 - 12/08/14</b> - Direction des Finances  <b>Décision modificative de la régie de recettes du musée H. Prades à Lattes</b>  <b>Objet :</b> Lors du dernier contrôle de la régie de recettes par le comptable, celui-ci a préconisé la transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances. En effet celle-ci encaisse pour compte de tiers, la vente d'objets et d'ouvrages mis en dépôt sur le site. Par ailleurs, il a fallu compléter la liste des encaissements autorisés (location d'audioguide, anniversaire et semaine théâtrale pour les enfants).</p>	276
<p><b>N°D2014-452 - 05/08/14</b> - Direction de l'Eau et de l'Assainissement  <b>Décision relative à un marché n°3446EA14 de travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve les Maguelone en bassin de stockage/restitution</b>  <b>Objet :</b> Un marché de travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone en bassin de stockage / restitution est conclu avec la société SADE CGTH sise à VENDARGUES. La durée du marché est de 5 mois dont deux mois de préparation. Le montant des travaux est de 199 872,40 € H.T soit 239 846,88 € T.T.C.</p>	278
<p><b>N°D2014-453 - 23/07/14</b> - Direction des Ressources Informatiques  <b>Décision relative à trois contrats (veille statutaire, point services et maintenance) pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies</b>  <b>Objet :</b> Les contrats suivants sont conclus avec la société BERGER-LEVRAULT sise à LABEGE :  - veille statutaire (assistance fonctionnelle et technique sur les évolutions statutaires de la Fonction Publique Territoriale), point services (assistance fonctionnelle et technique téléphonique) et maintenance informatique.  Ces contrats prennent effet à compter de leur notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Ils seront renouvelables par reconduction expresse par période de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Les montants annuels de ces contrats s'élèvent à :  - veille statutaire : 4 410,44 € T.T.C, point services : 6 691,56 € T.T.C. et maintenance informatique : 32 654,58 T.T.C.</p>	280
<p><b>N°D2014-454 - 23/07/14</b> - Direction des Ressources Informatiques  <b>Décision relative à un marché n°3589RI14 de fourniture et maintenance d'une solution de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation</b>  <b>Objet :</b> Un marché n° 3589RI14 de fourniture et de maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation est conclu avec la société CONNECTTHINGS sise à PARIS. L'objectif du présent marché est que chaque mobilier puisse disposer de sa propre page mobile. L'ensemble des pages mobiles sont connectées entre elles de manière transverse et permettent ainsi à l'Agglomération de Montpellier de proposer aux habitants et aux touristes une sorte de portail web mobile contextuel accessible depuis le domaine public en un seul geste et qui apporte la bonne information au bon moment de la bonne manière. Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification. Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de 40 000,00 € H.T. et un maximum de 90 000,00 H.T.</p>	282
<p><b>N°D2014-455 - 29/07/14</b> - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets  <b>Décision relative à la vente de 3 véhicules réformés de la Régie de collecte et de valorisation des déchets ménagers</b>  <b>Objet :</b> Trois véhicules de collecte ont été renouvelés en 2014. Il s'agit de deux bennes à ordures ménagères et d'une mini-benne. Les véhicules réformés doivent être vendus. Une proposition d'achat globale, pour 8 000 € H.T a été formulée pour ces trois engins. Trois repreneurs potentiels ont été consultés. La proposition résultante est satisfaisante au vu de l'état des véhicules cédés. Les bennes à ordures ménagères immatriculées et la mini benne sont cédées à la société Languedoc Matériels - 34740 Vendargues.</p>	284
<p><b>N°D2014-456 - 21/07/14</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier</b></p>	286

<p><b>Objet :</b> La candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier pour la réalisation d'un bâtiment tertiaire à usage d'école. Elle est candidate à l'acquisition du lot E de 4 030 m². L'utilisateur final sera l'école ESGCV qui projette sur le nouveau site un effectif de 30 personnes et 70 intervenants</p> <p><b>N°D2014-457 - 21/07/14 - Direction de la Communication</b></p>	288
<p><b>Décision relative à un marché n°3652, concernant la Création et l'exécution graphique de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société KFH à Montpellier. Ce marché concerne la création et l'exécution graphiques de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification jusqu'au 31/12/2014. Le montant minimum du marché s'élève à 50 000 € H.T et le montant maximum à 200 000€ H.T.</p> <p><b>N°D2014-458 - 06/08/14 - Direction de la Culture</b></p>	290
<p><b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtrale Francophone - Théâtre du Hangar</b></p> <p><b>Objet :</b> La CAM autorise la Compagnie Théâtrale Francophone à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle. L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes des 1er au 19 septembre, 6 au 17 octobre et 3 au 14 novembre 2014 inclus.</p> <p><b>N°D2014-459 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p>	292
<p><b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location du lot C.G 1.4 de 63.35 m² pour une période de 9 ans, dans l'immeuble CAP GAMMA. Son activité est le diagnostic médical in vitro. La société projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.</p> <p><b>N°D2014-460 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p>	294
<p><b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITAL &amp; YOU dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société DIGITAL &amp; YOU, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location du lot B02C de 60 m² pour une période de 23 mois, dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est le conseil en systèmes et logiciels informatiques. La société projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.</p> <p><b>N°D2014-461 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p>	295
<p><b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES, présentée par la SERM, est agréée en vue de la location des lots CG 1.3, CG 1.2 et CG 2.5 de 211.45 m² pour une période de 9 ans, dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels. Son activité est le diagnostic médical in vitro. La société projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.</p> <p><b>N°D2014-462 - 01/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b></p>	297
<p><b>Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché n°2124 S 12.01 de maîtrise d'œuvre pour des travaux confortatifs en matière de prévention des incendies des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant au marché n° 2124 S 12.01 de maîtrise d'œuvre est signé avec la société SPK INGENEERING sise à Vaulx en Velin (69). Cet avenant a pour objet d'approuver les études d'avant projet produites par le maître d'œuvre, d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux et de fixer le prix global et forfaitaire définitif rémunérant le maître d'œuvre. Le cout prévisionnel définitif des travaux sera de 1 041 000,00 € HT le prix global et forfaitaire définitif de la maîtrise d'œuvre est calculé sur 2 années : une partie de ce prix est calculé sur l'année 2013 à un taux de TVA de 19,6% pour un montant de 8 079,90 € et l'autre partie sur l'année 2014 avec un taux de TVA de 20% pour un montant de 9 385,20 €HT. Le montant total sera de 88 150,00€ H.T., soit 105 615,10 €TTC. La modification du taux de TVA en janvier va augmenter le montant TTC de 187,70 €.</p> <p><b>N°D2014-464 - 01/08/14 - Direction de la Culture</b></p>	299
<p><b>Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 11 films auprès de l'association ATTITUDE</b></p> <p><b>Objet :</b> Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel, sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec l'Association ATTITUDE. Le contrat est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 944 euros.</p>	



<p><b>N°D2014-465 - 24/07/14 - Service de Proximité et de Solidarité</b>  <b>Décision relative au marché n°3615PS14 de réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier.</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°3615PS14 de travaux est passé avec la société CLC PEINTURE sise à teyran. Ce marché concerne la réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier. Sa durée est de cinq jours. Le montant du marché s'élève à 13999,46 € H.T.</p>	301
<p><b>N°D2014-466 - 24/07/14 - Service de Proximité et de Solidarité</b>  <b>Décision relative au marché n°3616PS14 de travaux de réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°3616PS14 de travaux est passé avec la société SOCAMO SARL. Ce marché concerne la réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier. Sa durée est de cinq semaines. Le montant du marché s'élève à 40 300 € H.T.</p>	303
<p><b>N°D2014-467 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à la signature d'un marché n°3661GD14 relatif à une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un marché de prestations intellectuelles n°3661GD14 est signé avec la société Bureau Veritas pour une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un système de prétraitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier. Ce marché est d'une durée de 8 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Le montant de ce marché est de 16 990,00 € H.T.</p>	305
<p><b>N°D2014-468 - 15/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "SARL ARNAUD SPORTS requête n°1403223-4 TA"</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé précontractuel n°1403223-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juillet 2014 par la SARL ARNAUD SPORTS tendant à l'annulation de la procédure de passation du marché de travaux « rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir ».</p>	307
<p><b>N°D2014-469 - 02/09/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire, par TaM pour la base vie des travaux du bouclage de la ligne 4, d'un terrain sis sur le site de l'EAI à Montpellier administré par la SAAM, concessionnaire de la Ville de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> TaM recherche un site disponible en centre ville pour implanter la base vie nécessaire aux entreprises chargées de réaliser les travaux de bouchage de la 4ème ligne de tramway. La SAAM, titulaire d'une concession d'aménagement, dispose d'un terrain susceptible de convenir dans le secteur de l'EAI. Une convention de mise à disposition temporaire est donc proposée avec la SAAM pour l'occupation de ce terrain, à titre gratuit jusqu'à la mise en service de la ligne 4 (prévue mi 2016).</p>	308
<p><b>N°D2014-470 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning « Visual Planning » et des modules associés de la gamme Visual Planning</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société SABATIER GÉOLOCALISATION sise à SAINT-AUNES. Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et les modules associés de la gamme VISUAL PLANNING, installés à la régie de collecte des déchets ménagers. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 836,00 € T.T.C.</p>	310
<p><b>N°D2014-472 - 14/08/14 - Service de Proximité et de Solidarité</b>  <b>Décision relative au contrat de maintenance du dispositif de contrôle des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de maintenance du dispositif de contrôle des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires est souscrit auprès de la société VISIOM, sise à Antony (92). Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 566€ H.T, soit 10698€ H.T pour trois ans.</p>	312
<p><b>N°D2014-473 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société CDC FAST sise à PARIS. Ce contrat concerne un certificat pour un serveur destiné à l'authentification en adéquation avec le référentiel général de sécurité, pour la transmission par voie électronique des délibérations et des actes individuels relatifs à la fonction publique, à la</p>	314

<p>Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une période de 1 an. Il sera ensuite renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 540,00 € T.T.C.</p> <p><b>N°D2014-474 - 29/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b></p> <p><b>Décision relative à un marché n°3637GD14 de mission prévention sécurité-santé dans le cadre de la mise en place d'un système de prétraitement de l'air sur l'usine de méthanisation AMETYST</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché de prestations intellectuelles n°3637GD14 est signé en vu de confier à la société NOVICAP sise à Lyon cedex 03, la mission de prévention sécurité-santé dans le cadre de mise en place d'un système de prétraitement de l'air sur l'usine de méthanisation AMETYST. Le marché est d'une durée prévisionnelle de 8 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Son montant est de 25 400,00 €H.T.</p>	316
<p><b>N°D2014-475 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la convention n° 34 14 0017 (01) de mise à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles CC 4 - Commune de Lattes et SR n° 6, 7 ; SS n° 9, 10, 11, 30, 32 ; SV n° 2, 3, 44, 45, 46 ; SO 34 ; SP 73 ; SN 45 ; ST 58, 60, 76 - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention de mise à disposition de la SAFER LR concernant diverses parcelles sur les communes de Lattes et Montpellier a été autorisée par décision n°2014-299 en date du 28/05/2014, pour une durée de 3 campagnes (soit jusqu'en 2016) et ce moyennant une redevance annuelle de 4 760 €, soit 220 € de plus que précédemment. Suite à une erreur matérielle, une parcelle (SS n° 30 Commune de Montpellier) avait été omise dans la convention. Il convient d'annuler et de remplacer cette précédente pour corriger cette erreur.</p>	318
<p><b>N°D2014-476 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b></p> <p><b>Décision relative à un contrat n°3493 de maintenance du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D</b></p> <p><b>Objet :</b> Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société GEOMEDIA SAS sise à BREST. Ce contrat concerne 6 licences du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D installées à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 800,00 € T.T.C.</p>	320
<p><b>N°D2014-477 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux relative à la réalisation d'une extension du réseau public d'eau potable</b></p> <p><b>Parcelle AV n° 62 - Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels</b></p> <p><b>Objet :</b> Convention d'occupation temporaire pour travaux d'une durée de deux mois sur la parcelle AV 62 – Commune de Grabels, nécessaire à la mise en œuvre des travaux d'extension du réseau d'eau potable. Convention consentie et acceptée à titre gratuit.</p>	322
<p><b>N°D2014-478 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à une convention de servitude en tréfonds d'une canalisation publique d'eau potable - Parcelle AV n° 62 - Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels</b></p> <p><b>Objet :</b> Servitude de tréfonds pour une canalisation d'eau potable sur la parcelle AV 62 – Commune de Grabels, nécessaire à l'extension du réseau public d'eau potable et à la pose d'un poteau incendie. Emprise de 345m² pour une contenance totale de 19 798m². Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 690 €.</p>	324
<p><b>N°D2014-479 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b></p> <p><b>Décision relative à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre n°3.165 pour la réalisation d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson.</b></p> <p><b>Objet :</b> Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation du parking en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson. Par suite, il convient de résilier, le marché de maîtrise d'œuvre n°3.165 passé pour cet ouvrage dans le cadre de l'opération 3ème ligne de tramway. Ce marché a été attribué au groupement conjoint Boyer-Percheron-Assus (mandataire) / P3G Ingénierie / Terrell, pour un montant provisoire de 752.125,00 € HT. Cette résiliation pouvant entraîner le versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 8000 € H.T.</p>	326
<p><b>N°D2014-480 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b></p> <p><b>Décision relative à la résiliation du marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson</b></p> <p><b>Objet :</b> Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de construction d'un parking en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson. Par suite, il convient de résilier le marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation. Ce marché a été conclu avec la société AISSE Conseils, pour un montant global et forfaitaire de 9 162,79 € H.T. Cette résiliation pouvant entraîner le versement d'une</p>	328



indemnité contractuelle de l'ordre de 350€ H.T. <b>N°D2014-481 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b> <b>Décision relative à la résiliation du marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment », pour l'opération de construction d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson</b> <b>Objet :</b> Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation d'un parking ouvrage sur le pôle d'échanges de la Mosson. Par suite, il convient de résilier le marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment » pour cette opération. Ce marché a été conclu avec la société DEKRA Industrial SAS, pour un montant global et forfaitaire de 50 070 € H.T. Cette résiliation pouvant donner lieu au versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 2200 € H.T.	330
<b>N°D2014-482 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b> <b>Décision relative à la résiliation du marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson</b> <b>Objet :</b> Pour des raisons de contraintes budgétaires, il a été décidé d'abandonner le projet de réalisation d'un parking en ouvrage au pôle d'échanges de la Mosson. Par suite, il convient de résilier, le marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour cette opération. Ce marché a été conclu avec la société QUALICONSLT SECURITE, pour un montant global et forfaitaire de 13 480 € H.T. Cette résiliation pouvant donner lieu au versement d'une indemnité contractuelle de l'ordre de 600 € H.T.	332
<b>N°D2014-483 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b> <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société MST dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas</b> <b>Objet :</b> La candidature de la société MST, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), est agréée en vue de l'acquisition dans le lotissement Marcel Dassault du lot 26 de 1 800 m². L'utilisateur final sera la société RENAISSANCE SINISTRES (société de nettoyage après sinistres). L'entreprise projette un effectif de 10 emplois sur site dans 3 ans.	334
<b>N°D2014-484 - 07/08/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b> <b>Décision relative à un marché n°3563EA14 pour la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes</b> <b>Objet :</b> Un marché n°3563EA14 relatif à la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes est attribué à AQUAFORAGE, sise à ELNE (66). Le montant du marché s'élève à 28 872,90 € H.T, soit 36 647,48 € T.T.C.	336
<b>N°D2014-486 - 05/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b> <b>Décision relative au marché 3628EA14 de dévoiement du collecteur unitaire du "Ruisseau des Vaches", Rue Boussinesq sur la commune de Montpellier</b> <b>Objet :</b> Un marché de dévoiement du collecteur unitaire du "Ruisseau des Vaches", Rue Boussinesq sur la commune de Montpellier est passé avec l'entreprise SADE sise à VENDARGUES. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service et le délai d'exécution des travaux est de 14 semaines dont 3 à 5 semaines maximum de préparation. Le montant des travaux s'élèvent à 316 792,80 € T.T.C soit 298 792,80 € T.T.C pour la variante numéro 2 et 18 000,00 € T.T.C pour la prestation supplémentaire.	338
<b>N°D2014-487 - 12/08/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b> <b>Décision relative à la cession de deux Blackberry et d'un Iphone sans usage</b> <b>Objet :</b> La CAM cède à l'Hôtel des Ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier, deux Blackberry 9720 NOI GC modèle RFU81UW état neuf ainsi qu'un Iphone 4-16 GB. Le prix des cessions résultera des ventes aux enchères.	340
<b>N°D2014-488 - 01/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RI n° 4-1372B, Rue des Marels - Commune de Montpellier</b> <b>Objet :</b> La CAM conduit une procédure d'acquisition d'une unité foncière contenant notamment la parcelle cadastrée section RI n° 4 - Commune de Montpellier. Il conviendra, dès la signature de l'acte d'acquisition, de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale.	341
<b>N°D2014-489 - 06/08/14 - Direction de la Culture</b> <b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtre au Présent au Théâtre du Hangar</b> <b>Objet :</b> Le Théâtre du Hangar est gratuitement mis à disposition de la Compagnie Théâtre au Présent pour y organiser des répétitions du 18 au 30 septembre 2014 inclus.	342

<p><b>N°D2014-490 - 22/07/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>TRAMWAY- BOUCLAGE ligne 4 - Résiliation du marché n°08.862.012. portant sur des prestations de conseil en communication, et de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway</b>  <b>Objet :</b> Le marché 8.862.012, portant sur des prestations de conseil en communication, et de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway, a été notifié au groupement solidaire constitué des sociétés SENS INEDIT (mandataire) / SPIDER CORP / TOSCANE PROD le 15 novembre 2013. Ce marché est un marché à bons de commande, avec un minimum de 300.000 Euros HT et un maximum de 1.000.000 Euros H.T. Compte tenu de la décision de différer l'engagement, prévu initialement en 2015, des travaux de la 5ème ligne, hors bouclage de la 4ème ligne, le montant minimum du marché ne pourra en aucun cas être atteint. Il convient dès lors de résilier ce marché ; cette résiliation pouvant donner lieu au paiement d'une indemnité contractuelle d'environ 13.000 € HT, hors toute demande indemnitaire réclamationnaire.</p>	344
<p><b>N°D2014-491 - 28/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à un avenant au marché 3158GD12 de Mission de contrôle externe de mise en œuvre la couverture définitive de l'ISDnd de CASTRIES - Essais de la perméabilité</b>  <b>Objet :</b> Un avenant au marché 3158GD12 doit être signé avec la société BURGEAP – Région Sud-Est sise à Avignon (84). La planification des travaux de couverture définitive du casier n°1 a été modifiée pour tenir compte des apports non réguliers en matériaux argileux. Il est nécessaire de prolonger d'un an le délai d'exécution de la mission de contrôle de la mise en œuvre de la couverture. Le marché prendra fin le 30 septembre 2015. Le montant du marché est inchangé.</p>	346
<p><b>N°D2014-492 - 23/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à la signature d'un bail de courte durée visant à louer un local technique</b>  <b>Objet :</b> Un bail de courte durée ne pouvant pas excéder vingt-quatre (24) mois est conclu avec la société Zayo France sise à Paris. Ce bail concerne la location d'un espace de 2 m² dans le local technique de type « centre de données » (data center) adapté à l'hébergement sécurisé des données informatiques de la collectivité au sein de l'ensemble immobilier situé à Montpellier. La durée de ce bail est fixée à 12 mois et commencera le 01 Aout 2014 pour se terminer le 31 juillet 2015. Le bail pourra être renouvelé sans toutefois que la durée totale du bail ne puisse excéder vingt-quatre (24) mois. Le loyer annuel de ce bail est fixé à 12 000 euros H.T. Les frais de mise en service, payables une seule fois au commencement du bail sont fixés à 4 500 euros H.T.</p>	348
<p><b>N°D2014-493 - 02/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire. Son activité est la conception, la fabrication, l'adaptation, la recherche et le développement d'appareils et instruments à usage médical. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot MA de 637 m² pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.</p>	350
<p><b>N°D2014-494 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois, pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS s'élève à 1 289,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.</p>	352
<p><b>N°D2014-495 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 89,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 298,82 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.</p>	354
<p><b>N°D2014-496 - 01/08/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 6 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 88,11 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève</p>	356

à 1 274,95 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.	
<b>N°D2014-498 - 22/07/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	358
<b>Décision d'ester en justice "Syndicat des commerçants des halles et marchés de Montpellier Région"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13011350-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 mars 2013 par le Syndicat des commerçants des Halles et Marchés de Montpellier-Région contre la décision du 14 janvier 2013 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a refusé de soumettre au conseil communautaire une délibération en vue d'abroger la délibération du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié le niveau de la première tranche de base minimum et institué une deuxième tranche de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).	359
<b>N°D2014-499 - 25/08/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	
<b>Signature du marché 3676bisGD14 relatif aux travaux de ferronnerie dans les déchèteries de l'Agglomération de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Dans l'attente de l'attribution de l'appel d'offres en cours de publicité relatif aux travaux de réparation et d'entretien en ferronnerie des déchèteries de l'Agglomération de Montpellier, il convient de passer un marché sur procédure adaptée d'une durée de 6 mois pour un montant inférieur à 50 000 € H.T permettant d'assurer les interventions d'urgences ou de sécurité pour le bon fonctionnement des installations. Un marché n° 3676bisGD14 de travaux est passé avec la société ALBAKA. Ce marché concerne des petits travaux urgents de réparation en ferronnerie. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 26 843.44 € H.T, soit 32 212,12 T.T.C.	
<b>N°D2014-500 - 31/07/14 - Direction de la Culture</b>	361
<b>Décision relative au marché n°3639DC14 relatif aux projections de films en plein air dans 31 communes de l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la manifestation "L'Agglo fait son cinéma"</b>	
<b>Objet :</b> Un n°3639DC14 relatif aux projections de films en plein air dans 31 communes de l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la manifestation "L'Agglo fait son cinéma" est conclu à prix mixte avec la société DECIPRO sise à Montpellier, pour un montant forfaitaire de 41 540 € H.T., et un montant estimatif de 7 020 € H.T.	
<b>N°D2014-502 - 31/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>	363
<b>Décision relative à un contrat n°PRS-140395 d'assistance et de maintenance du logiciel d'archivage AVENIO</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat d'assistance et de maintenance informatiques est conclu avec la société DI'X sise à AVIGNON. Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion d'archivage AVENIO installées au Centre de Documentation et des Archives de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant de ce contrat s'élève à 800 € H.T et 960,00 € T.T.C.	
<b>N°D2014-503 - 02/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	365
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société LCKC dans la ZAC Garosud extension à Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société LCKC est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot 18 de 2 377 m². L'entreprise projette un effectif de 6 emplois sur site dans 3 ans.	
<b>N°D2014-504 - 30/07/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>	367
<b>Montferrier Sur Lez - Mise à 2x2 voies de la route départementale 65 - Construction de l'ouvrage de franchissement du giratoire Agropolis - Mission de Diagnostic Géotechnique</b>	
<b>Objet :</b> Le Département de l'Hérault construit actuellement un ouvrage d'art de franchissement du giratoire Agropolis à Montferrier-sur-Lez, dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la route départementale 65. L'ouvrage prévoit un chargement des terrains à proximité de la canalisation d'eau potable DN 1400 qui alimente la station de potabilisation d'Arago à Montpellier. Les services du Département ont, en accord avec la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, défini des dispositions constructives permettant de s'assurer de la pérennité de la canalisation. Il convient de s'assurer, pendant la phase de chantier correspondante à la réalisation des fondations spéciales (inclusions rigides puis de chargement des sols), que les dispositions de construction sont respectées. Une mission de diagnostic géotechnique est à conclure en ce sens. Un marché n°3750EA14 de Mission de Diagnostic Géotechnique est passé avec l'entreprise CEBTP sise à Jacou, sans mise en concurrence et sans publicité en application de l'article 146 dernier alinéa. Sa durée est de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 19 023 € H.T.	

<p><b>N°D2014-505 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à la déclaration sans suite du marché n°8.147 « Contrôles extérieurs de réseaux humides » pour la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4</b>  <b>Objet :</b> Une consultation est en cours pour le marché n°8.147, portant sur des prestations de contrôles extérieurs pour les travaux de déviations de réseaux humides et d'assainissement de surface de la 5ème ligne de tramway de Montpellier et du Bouclage de la Ligne 4. Il s'agit d'un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 300 000 € HT et un montant maximum de 600 000 € HT. Or il a été décidé de différer la réalisation de la Ligne 5 et de poursuivre le Bouclage de la Ligne 4. Dans ces conditions, le montant minimum du marché ne pourra pas être atteint. Il convient donc de déclarer la consultation sans suite en application de l'article 166 susvisé du Code des marchés publics, après avis favorable de la CAO du 10 juin 2014.</p>	369
<p><b>N°D2014-506 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation pour le marché n°3.84DEF, portant sur les assurances pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson</b>  <b>Objet :</b> Il s'agit de déclarer sans suite la procédure relative à l'attribution du marché n°3.84DEF, lancée selon une procédure adaptée ouverte, portant sur les assurances du parking Mosson en ouvrage, suite à l'abandon du projet de parking en raison de contraintes budgétaires.</p>	371
<p><b>N°D2014-507 - 01/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation relative au marché n°3.A01 portant sur les travaux de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson</b>  <b>Objet :</b> Il s'agit de déclarer sans suite la procédure relative à l'attribution du marché n°3.A01, lancée selon une procédure négociée restreinte, portant sur les travaux de construction du Parking en ouvrage sur l'emplacement de l'actuel pôle d'échanges de la Mosson, suite à l'abandon du projet de parking en raison de contraintes budgétaires.</p>	373
<p><b>N°D2014-508 - 25/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études "Voiries et Réseaux Divers" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes</b>  <b>Objet :</b> Le mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" a pour objet de mandater la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour réaliser les études préalables à l'aménagement de ce site situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché "Voiries et Réseaux Divers" avec la Société SITETUDES SAS dont le siège social est situé à Lyon. Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 11 702,50 € H.T, soit 14 043 € T.T.C.</p>	375
<p><b>N°D2014-509 - 25/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation du diagnostic "Faune, Flore et Habitats" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes</b>  <b>Objet :</b> La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandaté pour réaliser les études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 à, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché concernant la réalisation du diagnostic "Faune, Flore et Habitats" avec la Société "Biotope" située à Mèze. Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 9 012,00 € T.T.C</p>	377
<p><b>N°D2014-510 - 06/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études "Hydrauliques" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes</b>  <b>Objet :</b> La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandatée pour réaliser les études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché d'études "Hydrauliques" avec la Société "ANTEA GROUP dont le</p>	379

siège social est situé à Olivet (45). Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 25 824,00 € T.T.C. La durée du marché est de 24 mois non reconductible.	
<b>N°D2014-511 - 06/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation des études "Mobilté et Trafic" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes</b> <b>Objet :</b> La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est mandatée pour réaliser les d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 à, RD132, projet de contournement nord de Lattes). Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché d'études "Mobilité et Trafic" avec la Société INGEROP Conseil et Ingénierie dont le siège social est situé à Courbevoie (92). Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 15 775 € HT soit 18 930,00 € T.T.C. La durée du marché est de 24 mois non reconductible.	381
<b>N°D2014-513 - 01/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b> <b>Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES, requête n°1403466-4"</b> <b>Objet :</b> La défense de la CAM est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403466-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juillet 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES tendant à l'annulation de l'opposition à tiers détenteur du 25 juin 2014 émis à son encontre par le Centre des finances publiques Montpellier et ce, consécutivement à l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 17 juin 2013.	383
<b>N°D2014-517 - 31/07/14 - Direction des Ressources Informatiques</b> <b>Décision relative au contrat n°1310-5477 de maintenance du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française)</b> <b>Objet :</b> Un contrat de maintenance est conclu avec la société VEREMES sise à SAINT-ESTEVE. Ce contrat concerne la licence du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française) installée à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 1 872,00 € T.T.C.	384
<b>N°D2014-518 - 01/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b> <b>Décision d'ester en justice "SARL FG AUTO"</b> <b>Objet :</b> La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de l'assignation par la SARL FG AUTO tendant à indemnisation pour préjudice commercial consécutivement à la construction de la ligne n°3 du tramway.	386
<b>N°D2014-519 - 08/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b> <b>Décision relative à un marché n°3665CG14 de mission d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b> <b>Objet :</b> Un marché de mission d'audits externes pour la CAM est conclu pour l'audit de l'association "société de protection des animaux" avec la société A2A CONSEIL sise à MARSEILLE pour un montant estimatif de 20 214.00 € T.T.C, 37 645 € H.T. Le délai maximum d'exécution est de 3 mois	387
<b>N°D2014-526 - 08/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 112 - Commune de Castelnau le Lez</b> <b>Objet :</b> Schéma directeur d'assainissement - Servitude pour canalisation eaux usées – Collecteur Est – Secteur Navitau - parcelle BL n° 112 Castelnau-le-Lez. Servitude consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 8 352€.	389
<b>N°D2014-527 - 11/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 112</b> <b>Objet :</b> Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau.	391
<b>N°D2014-532 - 11/09/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b> <b>Décision relative à un contrat de location avec la société EDES, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel Parc du millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32</b>	393



<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclu avec la société EDES un contrat de location d'une durée d'un an renouvelable une fois. La location concerne un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. La convention est consentie pour un loyer annuel de 7 326,60 € H.T soit 8 791,92 € T.T.C, et une provision annuelle pour charge de 2 170 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-533 - 12/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "EUROFINS IPL SUD"</b></p>	395
<p><b>Objet :</b> La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403563-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 juillet 2014 par la société EUROFINS IPL SUD contre le commandement de payer reçu le 10 juin 2014 et, par voie d'exception, le titre exécutoire du 12 décembre 2013 émis par la CAM mettant à la charge de la société EUROFINS IPL SUD la somme de 60 627,51 euros dans le cadre d'un marché public de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, de sols, de boues et de sédiments.</p>	396
<p><b>N°D2014-534 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle AX n° 111 et à l'aliénation des parcelles AX n° 125 et 126 - Commune de Castelnaud le Lez</b></p>	398
<p><b>Objet :</b> Acquisition par la CAM de la parcelle cadastrée section AX 111 – Commune de Castelnaud-le-Lez et vente des parcelles cadastrées section AX n° 125 et 126, même commune. La valeur vénale de chaque lot, évaluée par France Domaine, est de 875€. La transaction s'effectuera sans soulte et à frais partagés.</p>	398
<p><b>N°D2014-539 - 06/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "société SEDES"</b></p>	398
<p><b>Objet :</b> La défense de la CAM est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société SEDES le 21 mai 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 € à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.</p>	399
<p><b>N°D2014-541 - 06/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"</b></p>	399
<p><b>Objet :</b> La défense de la CAM est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.</p>	400
<p><b>N°D2014-544 - 06/08/14 - Contrôle de Gestion</b>  <b>Décision relative à un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles pour l'analyse de la situation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b></p>	400
<p><b>Objet :</b> Le budget de la CAM est composé d'un budget principal et de cinq budgets annexes (eau, assainissement, services funéraires, eau brute, service public assainissement non collectif). Le budget principal 2014 (budget primitif) s'établit à 780 M € (453,9 M€ en fonctionnement et 326,6 M€ en investissement). Dans un contexte financier de plus en plus tendu, les élus nouvellement installés souhaitent avoir une appréciation de la situation financière de la Communauté d'Agglomération au 1 janvier 2014, de ses marges de manœuvre (capacité, gisements d'économie de fonctionnement) et de sa capacité d'investissement à l'horizon 2020. Cette étude est aussi l'occasion de mettre en perspective la situation de la collectivité avec les mesures à venir dans le cadre de la mise en œuvre du pacte de stabilité. Un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles est passé avec la société FCL Gérer La Cité ayant son siège social à PARIS. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois. Le montant du marché s'élève à 22 650.00 € H.T.</p>	402
<p><b>N°D2014-545 - 11/08/14 - Direction du Contrôle de gestion</b>  <b>Décision relative à un marché n°3683CG14 d'étude financière et technique de la délégation de service public "exploitation transport" pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b></p>	402
<p><b>Objet :</b> Un marché d'étude financière et technique de la délégation de service public "exploitation transport" pour la CAM est conclu avec la société ADE TRANSPORT sise à HOUILLES (78800). Le marché est décomposé en :  - une tranche ferme - analyse de la performance d'exploitation, analyse de l'organisation des moyens, analyse de l'organisation de la relation clientèle, analyse de l'organisation de la maintenance et du GER, analyse financière, appréciation de la politique tarifaire. Le délai maximum de cette tranche est de 4 mois.</p>	

<p>- une tranche conditionnelle - projections financières - dont le délai maximum est de 4 mois. Les délais partent pour la tranche ferme à compter de la date de notification. Le montant estimatif du marché est de 57 960.00 € T.T.C, dont 43620.00 € T.T.C pour la tranche ferme et 14340.00 € T.T.C pour la tranche conditionnelle.</p>	
<p>N°D2014-546 - 01/08/14 - Direction des Finances</p>	<p>404</p>
<p><b>Décision relative à un marché n°3711DF14 d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole est conclu avec la société CALIA CONSEIL sise à PARIS. Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Le montant estimatif du marché est de 72513.60 € T.T.C.</p>	<p>406</p>
<p>N°D2014-548 - 10/09/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p>	<p>406</p>
<p><b>Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation de la mission "Géomètre" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes.</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Le mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" a pour objet de mandater la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour la réalisation des études préalables à l'aménagement de ce site situé sur la Commune de Lattes. Ces études prendront en compte les projets des grands réseaux d'infrastructures environnants (Construction de l'A9b et du Contournement Ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), requalification de l'A9 a, RD132, projet de contournement nord de Lattes).</p>	
<p>Dans ce cadre il s'agit d'autoriser la SAAM à contracter le marché concernant la mission "Géomètre" avec la "SARL Relief GE". Le montant du marché s'élève à 42 000 € T.T.C</p>	
<p>N°D2014-550 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p>	<p>408</p>
<p><b>Avenant n° 1 à la convention du 19 Août 2013 portant constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau souterrain d'électricité - Domaine de Viviers - Parcelles section C n° 1245 - 1243 - 829 - 420 - 419 - 417 - Commune de Teyran</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Avenant n° 1 à la convention du 19 Août 2013 relative à la constitution d'une servitude de passage du réseau électrique nécessaire au raccordement en électricité de différentes parcelles constituant une partie du domaine de Viviers</p>	
<p>N°D2014-551 - 12/08/14 - Direction des Finances</p>	<p>410</p>
<p><b>Création d'une sous-régie de recette auprès de la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Afin de répondre à la demande du public qui désire s'abonner au réseau des médiathèques, lors d'événementiels tels que l'Antigone des Associations et la Comédie du Livre, la création d'une sous-régie de recettes "hors les murs" est demandée. Celle-ci a été approuvée par le comptable.</p>	
<p>N°D2014-552 - 25/08/14 - Direction des Transports et de la Voirie</p>	<p>412</p>
<p><b>Décision relative à l'attribution du marché n°3763TV14 de préparation à la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Il s'agit d'attribuer à la société TAM le marché n°3763 TV 14 portant sur la préparation de la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302. Il s'agit d'un marché à procédure adaptée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour raisons techniques pour un montant de 49 817,84 € HT</p>	
<p>N°D2014-554 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p>	<p>414</p>
<p><b>Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p, SP n° 45, SP n° 48p et SV n° 10p -Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Dans le cadre du projet d'aménagement du quartier gare TGV à Montpellier, la CAM se porte acquéreur auprès de l'Indivision DE SAPORTA des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m², SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m², SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m², et SV n° 10p d'une superficie totale de 526 m² situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier. Le prix d'acquisition est d'un montant de 674 100 euros toutes indemnités confondues.</p>	<p>416</p>
<p>N°D2014-555 - 12/08/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p>	<p>416</p>
<p><b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux parcelles section AW n° 62 et 179 - Commune de Castelnau le Lez</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement de pose de la canalisation de l'intercepteur Est avenue de la Pompignane à Montpellier et Castelnau le lez, création temporaire de puits d'entrée et de sortie du micro tunnelier. Convention consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 22 500 €.</p>	<p>418</p>
<p>N°D2014-557 - 12/08/14 - Direction des Sports</p>	<p>418</p>
<p><b>Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition de la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol pour l'Assemblée Générale du club des</b></p>	

<b>supporters du Montpellier Handball, l'association BLUE FOX</b> <b>Objet :</b> Comme chaque année, le club des supporters du Montpellier Handball, l'association BLUE FOX souhaite disposer de la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol pour son Assemblée Générale qui se tiendra le samedi 6 septembre. Une convention est établie pour la mise à disposition à titre gratuit de cette salle.	
<b>N°D2014-558 - 26/08/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	420
<b>Décision d'ester en justice "part variable du régime indemnitaire"</b>	
<b>Objet :</b> Décision d'ester en justice concernant un recours déposé au Tribunal Administratif par un agent contestant sa "part variable du régime indemnitaire" pour 2012	
<b>N°D2014-577 - 08/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	421
<b>Décision d'ester en justice "SOCIETE A+ ARCHITECTURE"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02663 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 juin 2014 par la Société A+ ARCHITECTURE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+ ARCHITECTURE, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 € à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface du jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.	
<b>N°D2014-578 - 11/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	422
<b>Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SILKAN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI</b>	
<b>Objet :</b> Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SILKAN pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5 d'une surface de 94,60m² situés au premier étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 94,60m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1 271,42 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.	
<b>N°D2014-579 - 11/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	424
<b>Décision d'ester en justice "MOURIES Emily"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1403998-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2014 par Madame Emily MOURIES contre la décision du 25 juin 2014 du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de rejet du recours gracieux en date du 29 avril 2014 relatif à la demande d'allocation chômage de Madame MOURIES.	
<b>N°D2014-580 - 11/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	425
<b>Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°14MA02662 près la Cour Administrative de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A +, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.	





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une déclaration préalable pour la  
construction du poste de refoulement du stade à Sussargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.421-1 et R421-1-1,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René Revol en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- **VU** l'arrêté n°A2014-83 du 25 avril 2014 portant délégation de signature et de fonction à Monsieur René Revol, dans les domaines de «l'Eau et des milieux aquatiques »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer une déclaration préalable dans le cadre du schéma directeur d'assainissement en vue de la réalisation des travaux de construction du poste de refoulement du stade à Sussargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une déclaration préalable sera déposée en vue de la réalisation des travaux de construction du poste de refoulement du stade sur la parcelle A754 sur la commune de Sussargues.

**ARTICLE 2** : Monsieur René Revol, Vice-Président délégué est autorisé à signer la déclaration préalable visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-83 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-309
Reçue en Préfecture le	21 JUL. 2014
Affichée le	21 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc181710-Au

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

21 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gratuit**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération,
- VU l'arrêté n°A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions»,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier gère le stade Jules Rimet à Sussargues et le stade Yves du Manoir de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que les associations ayant sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont besoin de disposer ponctuellement de locaux et/ou terrains dans ces stades pour le développement de leurs activités et/ou leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'au regard de l'intérêt général ou communautaire que représente, pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'organisation de certaines manifestations ou activités sportives, ces mises à disposition sont accordées à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition ponctuelle de locaux et/ou terrains pour l'organisation de manifestations sportives dans les stades pour la saison sportive 2014-2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisation des installations sportives mentionnées ci-dessus, est conclue nominativement par associations.

**ARTICLE 2** : L'occupation est conclue à titre gratuit, compte de l'intérêt général que représente la pratique de ces activités ou l'organisation des manifestations,

**ARTICLE 3** : La durée de ces conventions couvrira la saison sportive 2014-2015, soit de la date de signature des conventions au 30 juin 2015.

**ARTICLE 4** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions, est autorisé à signer les conventions conformément à l'arrêté n°A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.


**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-337
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc181989-AJ

**Pour le Président**  
**Par délégation**  
 Fait à Montpellier, le 12 AOUT 2014  
 M. Philippe SAUREL

**Catherine DARDÉ**

1<sup>er</sup> Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
 Président du Bureau de la Commission Politique de la Ville



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de l'Ecolothèque de Saint-Jean de Védas**

- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la délibération n° 2001-4532 modifiée, du Conseil de Communauté en date du 21 décembre 2001 portant création d'une régie de recettes auprès de l'Ecolothèque, située 1, rue Théophraste Renaudot à Saint-Jean-de-Védas,
- VU l'avis conforme du 5 août 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de l'Ecolothèque, il convient de modifier certains articles.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La régie encaisse les produits suivants :

- facturation de restauration, hébergement, encadrement de classes, de groupes extra scolaires, et locations de salles,
- vente de produits de la ferme,
- interventions menées par les animateurs de l'écolothèque,
- participation de la caisse d'allocations familiales et des comités d'entreprises.

**ARTICLE 2** : Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par chèques vacances,
- par chèque emploi service universel (CESU),
- par internet,
- par virement sur le compte de dépôt de fonds du régisseur.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-354
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Dnc182139-Av

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL

**Pour le Président  
Par délégation**

**Catherine DARDÉ**



Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
Président Délégué de la Commission Technique de la Ville

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°4846 du 18 septembre 2002, définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions »,
- **CONSIDERANT** que les associations, ayant sollicité la Communauté d'Agglomération, ont besoin de créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** l'intérêt général ou communautaire que représente, pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2014-2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines communautaires, est conclue nominativement par association.

**ARTICLE 2** : L'occupation est conclue à titre gratuit, selon l'intérêt général ou communautaire et conformément à la délégation accordée au Président par le Conseil de Communauté concernant l'occupation du domaine public.

**ARTICLE 3** : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2014-2015, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions est autorisé à signer les conventions conformément à l'arrêté n°A2014-80 du 24 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-358
Reçue en Préfecture le	21 JUIL. 2014
Affichée le	21 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 182271-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

21 JUIL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue avec la SERM  
concernant un local sur Prades le Lez destiné à accueillir la Maison d'Agglomération**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A 2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature et de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que le bail de la Maison d'Agglomération de Prades-le-Lez arrivera à son terme le 31 juillet 2014,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que la Maison d'Agglomération poursuive ses missions de service public sur la commune de Prades le Lez,
- **CONSIDERANT** que la société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dispose d'un local disponible à la location sur la commune de Prades le Lez

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM)..

**ARTICLE 2** : La convention porte sur un local de 35,78 m<sup>2</sup>, situé au 75, route de Mende 34430 Prades le Lez..

**ARTICLE 3** : La convention est consentie à partir du 1<sup>er</sup> août 2014 pour une durée de 1 an, qui pourra être prolongée tacitement pour un délai qui ne pourra excéder 1 an, sous réserve d'obtenir l'accord de la SERM sur cette prolongation. .

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de la redevance est de 3649.56 euros TTC, soit 304.13 euros TTC par mois auquel s'ajoute une provision pour charges d'un montant annuel de 1502,76 euros TTC, soit 125.23 TTC par mois.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2014-75 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-362
Reçue en Préfecture le	21 JUIL. 2014
Affichée le	21 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182408-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

21 JUIL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la Ligne 2 de tramway - emprise de 237 m<sup>2</sup> sur la parcelle CD702 à Montpellier**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°3962 du 12 juillet 2000 modifiée par la délibération n°8410 du 23 juillet 2008 approuvant l'avenant n°8 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM en qualité de mandataire pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral n°2004-01-1091 du 10 mai 2004 déclarant d'utilité publique l'opération 2<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral n°2009-01-1001 du 15 avril 2009 prolongeant de 5 ans la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier, au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-2256 du 28 novembre 2013 prononçant l'application de l'article L11-5-1 du Code de l'Expropriation,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser d'une part les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature des traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique, ainsi que des indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté et d'autoriser d'autre part la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que le terrain, propriété du Syndicat des copropriétaires de la résidence « Cassiopée », situé sur la parcelle cadastrée section CD n° 702, au 5 rue Substantion à Montpellier, est nécessaire à la régularisation foncière de travaux intervenus dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération acquiert le bien du Syndicat des copropriétaires de la résidence « Cassiopée » d'une surface de 237 m<sup>2</sup> situé 5 rue Substantion à Montpellier sur la parcelle cadastrée section CD n° 702.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est fixé à 36 108 € (trente six mille cent huit euros), toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du Service des Domaines.

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014,
- Monsieur Jean-Luc FRIZOT, Directeur Général de TaM, conformément au mandat d'acquisition donné par la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux termes de la délibération n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GIANIEL, Madame Catherine DARDE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération, signe l'acte d'acquisition de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle GIANIEL et de Madame Catherine DARDE, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, signe l'acte d'acquisition de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-365
Reçue en Préfecture le	2 8 JUL. 2014
Affichée le	2 8 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 18 2426 - AU

Fait à Montpellier, le 25 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la donation d'un fonds BARRAL  
par Mesdames Jacque Barral et Hélène Martha-Barral**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'accepter tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant.
- **VU** l'arrêté n°2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER, Vice Président, délégué à la Culture.
- **CONSIDERANT** la proposition de donation, de Mesdames Jacque BARRAL et Hélène MARTHA-BARRAL constituée de : manuscrits, carnets de notes, notes diverses, archives personnelles, dessins et peintures, livres d'artistes issus de trois générations (Jacques, Marcel et Jacque Barral) évoquant Montpellier et sa région.
- **CONSIDERANT** que ce fonds BARRAL devrait enrichir les fonds patrimoniaux existants.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention concernant le don d'un fonds « BARRAL » est conclue entre Mesdames Jacque BARRAL, Hélène MARTHA-BARRAL et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : La donation prendra effet à compter de la date de la signature de la convention.

**ARTICLE 3** : La donation est consentie à titre gracieux et sans contrepartie.. La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge les frais liés au déménagement des documents par tranches successives, les crédits sont prévus au chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisée à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté 2014-77 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-370
Reçue en Préfecture le	08 JUIL. 2014
Affichée le	08 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182498-AU

Fait à Montpellier, le

08 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°8.144, dont le CETE Méditerranée est titulaire, pour la réalisation d'une mission OQA en matière d'insertion urbaine pour le bouclage de 4<sup>ème</sup> ligne de tramway, suite à la création du CEREMA, nouvel établissement public**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tout avenant aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que le marché n°8.144.008 de réalisation d'une mission OQA en matière d'insertion urbaine a été attribué au Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement, CETE Méditerranée (établissement d'Aix-en Provence),
- **CONSIDERANT** que la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 a créé le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), en vue de moderniser le réseau scientifique et technique des ministères chargés du développement durable, de l'urbanisme et des transports. Ce nouvel établissement public fusionne les huit centres d'études techniques de l'équipement (CETE), le centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU), le centre d'études techniques, maritimes et fluviales (CETMEF) et le service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA),
- **CONSIDERANT** qu'en conséquence, les droits et obligations du CETE Méditerranée sont transférés au CEREMA,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération prend acte, par l'établissement d'un avenant n°1 de transfert au marché n°8.144.008, du transfert des droits et obligations du CETE Méditerranée, ancien titulaire du marché, au CEREMA, qui devient donc le nouveau titulaire du marché.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer cet avenant de transfert, celui-ci n'ayant aucune incidence financière, s'agissant uniquement de prendre en compte le transfert des droits et obligations au nouveau titulaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-372
Reçue en Préfecture le	07/07/14
Affichée le	07/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Ine182497-AU

Fait à Montpellier, le

Mme I. GIANIEL

07 JUL. 2014

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée aux Transports et mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3509EA13 - Mission CSPS pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eaux et Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure un marché CSPS pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3509EA13 est passé avec l'entreprise JAUR COORDINATION, 39, rue Pierre Germain, 11000 CARCASSONNE.

**ARTICLE 2** : Ce marché consiste à confier la mission CSPS pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois à compter de l'ordre de service en phase Conception et de 7 mois à compter de l'ordre de service en phase Réalisation.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 2 187,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-376
Reçue en Préfecture le	28 JUIL. 2014
Affichée le	28 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182555-AU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fait à Montpellier, le 28 JUIL. 2014  
**Pour le Président**  
M. R. REVOL  
**Par délégation**

Conseiller Communautaire, délégué à  
l'Eau et Milieu Aquatiques



*C. Darpe*



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation  
temporaire au profit de la Compagnie Grognon Frères**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Grognon Frères à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis 3, rue Nozeran à Montpellier afin d'y organiser des répétitions.

**ARTICLE 2** : L'occupation est autorisée à titre gratuit du 1<sup>er</sup> au 31 août 2014 inclus.

**ARTICLE 3** : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer la convention, visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-384
Reçue en Préfecture le	08 JUL. 2014
Affichée le	08 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182845-AU

Fait à Montpellier, le

08 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Le Bal  
Marionnetic Moderne - Festival des Arts de Vignes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Le Bal Marionnetic Moderne* diffusé le 4 juillet 2014 au Festival des Arts des Vignes de Sussargues.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec la Compagnie Volpinex et l'Association PIB-Festival des Arts de Vignes, diffuseur.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-388
Reçue en Préfecture le	11/07/14
Affichée le	11/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 182868 - AN

Fait à Montpellier, le

11 JUL. 2014

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
délégué  
à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention concernant le déplacement, l'enfouissement et la dissimulation des réseaux aériens d'ErDF, rendus nécessaires par la réalisation de l'aménagement de voirie des rues de Cholet et de la Castelle (commune de Montpellier).**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de délégation de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté n°A2014-79 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Espace Public »,
- **CONSIDERANT**, que les travaux de voirie des rues de Cholet et de la Castelle à Montpellier constituent un aménagement réalisé dans l'intérêt du domaine public,
- **CONSIDERANT**, que les réseaux de distribution d'énergie concédés à ErDF sont implantés sous les rues de Cholet et de la Castelle, et doivent être déplacés et enfouis pour permettre les aménagements de voirie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention entre ErDF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier est nécessaire pour permettre le déplacement et l'enfouissement des réseaux de distribution électrique d'ErDF à l'occasion de la réalisation des travaux d'aménagement des rues de Cholet et de Castelle par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Sont à la charge d'ErDF l'ensemble des coûts liés aux études et aux travaux relatifs au déplacement et à l'enfouissement des réseaux d'ErDF, réalisés à l'occasion des travaux d'aménagement des rues de Cholet et de Castelle.

**ARTICLE 3** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge les travaux de génie civil dans le cadre de son intervention sur le domaine public ; elle prend également en charge les travaux situés hors domaine public routier (en domaine privé) en application de la théorie des dommages de travaux publics, qui précise que les facultés exercées sur les voies constituent des droits, ouvrant réparation sous réserve du caractère anormal du dommage.

**ARTICLE 4** : Le coût estimatif à la charge de l'Agglomération de Montpellier est de 1853,53 € TTC.

**ARTICLE 5** : La présente convention prend effet à la signature la plus tardive par les parties, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2.1. du projet de convention.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF Vice-Président délégué à l'espace public est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-79 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-390
Reçue en Préfecture le	08 JUL. 2014
Affichée le	08 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Ime 18 2886 - CC

Fait à Montpellier, le

08 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une acquisition foncière pour la  
réalisation de l'aménagement de l'avenue Georges Frêche**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières conformes aux évaluations du service des domaines, y compris la signature des traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** l'arrêté n°A 2014-79 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Rabii YOUSSEUS, dans le domaine « Espace Public »,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2007-I-1022 du 29 mai 2007 déclarant d'utilité publique l'opération d'aménagement de l'avenue du Mas de Rochet sur les Communes de Montpellier et Castelnau le Lez, au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, prorogé jusqu'au 28 mai 2017 par arrêté préfectoral n°2012-I-908 du 19 avril 2012,
- **VU** l'avis de France Domaines en date du 27 mai 2014, concernant l'échange de parcelles AV 78 et AV 49,
- **CONSIDERANT** que 14 m<sup>2</sup> sont à échanger sur la parcelle cadastrée AV 78 sur la commune de Castelnau-le-Lez, appartenant à la commune de Castelnau-le-Lez en cours d'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que 9 m<sup>2</sup> sont à échanger sur la parcelle cadastrée AV 49 sur la commune de Castelnau-le-Lez, appartenant à Monsieur MAJUREL et à Madame DO NASCIMENTO Epouse MAJUREL,
- **CONSIDERANT** qu'un échange de parcelles cadastrées AV 78 et AV 49, appartenant à la Communauté d'agglomération de Montpellier d'une part et à Monsieur MAJUREL et à Madame DO NASCIMENTO Epouse MAJUREL d'autre part, est nécessaire dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de l'avenue Georges Frêche

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Georges Frêche, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur d'une emprise de 9 m<sup>2</sup> sur une parcelle appartenant aux époux Majurel,. Le paiement du prix d'acquisition de ladite parcelle se fera par la cession par la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une emprise de 14 m<sup>2</sup> provenant d'une parcelle AV 78 appartenant à la commune de Castelnau-le-Lez en cours d'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier

**ARTICLE 2** : la parcelle AV 78 pour une emprise de 14 m<sup>2</sup> est évaluée à 1750 € au vu de l'avis de France Domaines,

**ARTICLE 3** : la parcelle AV49 pour une emprise de 9 m<sup>2</sup> est évaluée à 1750 € au vu de l'avis de France Domaines,

**ARTICLE 4** : L'échange des parcelles se fera sans soulte au vu de l'avis de France Domaines,

**ARTICLE 5** : Monsieur Rabii YOUSSEF, le Vice-Président délégué à l'Espace public, est autorisé à signer l'acte d'acquisition visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2014-79 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-402
Reçue en Préfecture le	08 JUIL. 2014
Affichée le	08 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 282987-AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en juste " Référé expertise Intercepteur Est tranche 5"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts en raison de la nature et l'ampleur des travaux qui vont être entrepris et du risque qu'ils portent atteinte aux ouvrages appartenant aux riverains.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés »

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-403
Reçue en Préfecture le	08 SEP. 2014
Affichée le	09/09/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc182982-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

08 SEP. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation pour la mise  
à disposition des établissements aquatiques à titre payant**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12429 du 31 juillet 2014 fixant les tarifs des piscines communautaires,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été fixé préalablement par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions »,
- **CONSIDERANT** que les associations, ayant sollicité la Communauté d'Agglomération ont besoin de louer des créneaux dans les piscines, pour le développement de leurs activités et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2014-2015,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines communautaires, est conclue nominativement par association.

**ARTICLE 2** : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau communautaire.

**ARTICLE 3** : La durée de la convention couvrira la saison sportive 2014-2015, soit de la date de sa signature au 30 juin 2015.

**ARTICLE 4** : Cette convention est conclue à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Sports et Traditions est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-412
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183090 - AV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fait à Montpellier, le **06 AOUT 2014**

M. Philippe SAUREL

**Pour le Président  
Par délégation**

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

**Catherine DARDE**

1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la Ville



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un bail précaire d'un an conclu avec Madame Catherine Roussel, concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A 2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que le contrat de location entre la Communauté d'Agglomération et Madame Catherine Roussel concernant un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier arrive à terme au 30 juin 2014,
- CONSIDERANT** qu'il convient de laisser à Madame Roussel un délai supplémentaire afin de trouver un nouveau logement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un bail précaire est conclu avec Madame Catherine Roussel, qui réside au 1577 avenue de Maurin à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le contrat concerne un logement situé au 1577 avenue de Maurin à Montpellier

**ARTICLE 3** : Le bail précaire est conclu pour une période d'un an à compter de sa signature.

**ARTICLE 4** : Le montant du loyer mensuel est de 769,49 euros TTC, charges comprises.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-75 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-413
Reçue en Préfecture le	08 JUIL. 2014
Affichée le	08 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183128-AU

Fait à Montpellier, le

08 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés multitechniques pour les établissements culturels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 20 et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « culture »,
- VU la décision n°D2013-459 autorisant la signature du marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de maintenance multitechnique des établissements culturels avec la société Mott Mac Donald,
- **CONSIDÉRANT** que la complexité des modalités techniques de la maintenance du musée Fabre nécessite le recours à un prestataire extérieur pour la définition des besoins et l'assistance à la passation des marchés de maintenance multitechnique à intervenir,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3334DC13 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de maintenance multitechnique des établissements culturels est passé avec la société Mott Mac Donald.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne l'intégration du musée Fabre au périmètre d'intervention du prestataire.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 6 500 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à 45 300 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-415
Reçue en Préfecture le	15/07/14
Affichée le	15/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc183141-CC

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER

15 JUL. 2014

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au règlement de l'indemnité d'éviction commerciale  
de l'entreprise SALTEL - parcelle BD n° 301 Commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP (Déclaration d'Utilité Publique), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- **VU** l'arrêté n° 2014-73, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Aménagement et Urbanisme »,
- **VU** le projet de protocole d'indemnisation de la SARL Transports SALTEL, par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à indemniser la SARL Transports SALTEL, locataire en place, par le versement d'une indemnité d'éviction commerciale à hauteur de cent trente mille dix huit euros (130 018€),
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 2 juin 2014,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la procédure d'acquisition par préemption auprès de la SNCF de l'ancienne gare de marchandises de Vendargues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui intervient en qualité de tiers payeur, auprès de la Commune de Vendargues qui a exercé son droit de priorité, doit également indemniser le locataire en place qui doit déménager, à savoir la SARL Transports SALTEL,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier procédera au versement d'une indemnité d'éviction commerciale à hauteur de cent trente mille dix huit euros (130 018€), à l'entreprise SARL Transports SALTEL, qui l'accepte.

**ARTICLE 2** : Le montant de l'indemnité consentie et acceptée est conforme à l'avis de France Domaine en date du 2 juin 2014.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention d'occupation précaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-73 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-419
Reçue en Préfecture le	08 JUIL. 2014
Affichée le	08 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc183206-AU

Fait à Montpellier, le

08 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat de matériel de motoculture et  
d'entretien des aires de pelouse - Marché n°3662DS14**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « SPORTS et TRADITIONS »,
- VU le rapport d'analyse des offres en date du 17 juin 2014,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'équiper la Communauté d'Agglomération de Montpellier de matériels adaptés pour assurer l'entretien permanent des pelouses des équipements sportifs,

**CONSIDÉRANT** que la société GALLOY 34 Motoculture Vert propose des prestations répondant aux exigences souhaitées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3662DS14 de fournitures et prestations de services est passé avec la société GALLOY 34 Motoculture Vert sise 1408 avenue de la Mer à Montpellier (34000).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'acquisition de 2 tondeuses hélicoïdales autotractées (lot1) pour un montant de 18 360 ,00 € HT, d'un aérateur conducteur marchant (lot 2) de 24 200,00 € HT et d'une tondeuse autoportée (lot 3) de 16 900,00 € HT.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant global du marché s'élève à 59 460,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux « Sports et Traditions » est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-425
Reçue en Préfecture le	11/07/14
Affichée le	11/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 183287-AV

Fait à Montpellier, le

11 JUL. 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports et Traditions



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours **contentieux** devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative aux avenants n° AR50N100106916500 et n° AR50N100107134100  
au contrat n° AR50N100106025200 de licence et de service Horoquartz**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU la décision n° D2013-370 approuvant le contrat n° AR50N100106025200 de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail (composé de lecteurs de présence et du logiciel « eTemptation »), d'un montant annuel s'élevant à 16 586,93 € T.T.C., conclu avec la société HOROQUARTZ,
- VU l'acquisition d'une part d'une licence « eTemptation » du module HQ WebServices 1500 personnes et d'autre part d'extensions de 1200 à 1500 personnes des licences « eTemptation » existantes des modules Base HQ Time, HQ Interface et Self Service,
- **CONSIDÉRANT** que seule la société HOROQUARTZ, unique éditeur de ce système, est habilitée à réaliser des prestations de suivi du logiciel « eTemptation » au regard des brevets dont elle dispose,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Deux avenants n° AR50N100106916500 et n° AR50N100107134100 au contrat n° AR50N100106025200 de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail (composé de lecteurs de présence et du logiciel « eTemptation ») sont conclus avec la société HOROQUARTZ, Tour CIT, 3 rue de l'Arrivée, 75015 PARIS.

**ARTICLE 2 :** Ces avenants concernent le système de gestion dynamique du temps de travail installé à la Direction des Ressources Humaines, notamment :

- n° AR50N100106916500 : 1 licence « eTemptation » du module HQ WebServices 1500 personnes
- n° AR50N100107134100 : des extensions de 1200 à 1500 personnes des licences « eTemptation » existantes des modules Base HQ Time, HQ Interface et Self Service.

**ARTICLE 3** : Ces avenants prennent effet à leur date de notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Ils seront renouvelables par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2015, le contrat initial arrivant à terme à cette même date.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel des présents avenants cumulés s'élève à mille huit cent quarante-sept euros et quatre-vingt-quinze cents T.T.C. (1 847,95 € T.T.C.).

**ARTICLE 5** : Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à dix-huit mille quatre cent trente-quatre euros et quatre-vingt-huit cents T.T.C. (18 434,88 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 6** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer les avenants visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-427
Reçue en Préfecture le	11/07/14
Affichée le	11/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1834 01-AU

Fait à Montpellier, le 11.07.2014

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration du Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) pour une étude préalable sur deux tableaux**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des marchés Publics et notamment son art 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur, Bernard Travier dans le domaine « Culturel et enseignements artistiques»,
- **CONSIDERANT**, la nécessité d'une étude scientifique et technique préalable à la campagne de restauration des œuvres du musée Fabre

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage est conclue avec le Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine (C.I.C.R.P) à Marseille.

**ARTICLE 2** : Cette convention fixe les diverses modalités d'hébergement et le protocole d'interventions scientifique et technique pour l'étude des deux œuvres du musée Fabre .

**ARTICLE 3** : La convention prend effet dès sa signature jusqu'au 31/07/2014.

**ARTICLE 4** : Le montant de l'opération s'élève à 5865.00 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur, Bernard Travier Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-432
Reçue en Préfecture le	31 JUIL. 2014
Affichée le	31 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Incl 183437-Au

Fait à Montpellier, le **31 JUIL. 2014**

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- **VU** la décision n° D2012-130 du 16 juillet 2012 approuvant le marché n° 2978RI12 concernant la maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'un montant annuel compris entre un minimum de 34 752,45 € H.T. (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) et un maximum de 65 000,00 € H.T., conclu avec la société ARCHIMED,
- **VU** l'acquisition de modules supplémentaires relatifs à la solution logicielle du réseau des médiathèques auprès de la société ARCHIMED,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n° 1 au marché n° 2978RI12 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société ARCHIMED, 49 boulevard de Strasbourg, 59042 LILLE Cedex.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'acquisition des modules suivants relatifs à la solution logicielle du réseau des médiathèques :

- module Gestion Electronique de Documents (GED),
- module Ermès Web service,
- module Ermès Quota.

**ARTICLE 3** : Cet avenant prend effet à la date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014, le contrat initial arrivant à terme à cette même date.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel du présent avenant s'élève à deux mille neuf-cent-vingt et un euros et vingt-cinq cents H.T. (2 921,25 € H.T.) et ne s'applique qu'à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.



**ARTICLE 5** : Le nouveau montant annuel du marché est donc compris entre un minimum de trente-sept mille six cent soixante-treize euros et soixante-dix cents H.T. (37 673,70 € H.T.) et un maximum de soixante-cinq mille euros H.T. (65 000,00 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 6** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-433
Reçue en Préfecture le	11/07/14
Affichée le	11/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc184046-AU

Fait à Montpellier, le 11/07/2014

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement économique et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire  
à Rayonnement Régional - Association Nouveau Sainte Anne**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président(e),
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « culture »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du 22<sup>ème</sup> Festival des Nuits de Sainte Anne, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée par l'Association du Nouveau Sainte Anne pour occuper des locaux au Conservatoire à Rayonnement Régional,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération autorise, par convention ci-jointe, l'occupation temporaire par l'Association du Nouveau Sainte Anne de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 2** : Les locaux occupés sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, Hôtel d'Aurès – 14, rue Eugène Lisbonne – 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'occupation est consentie à titre ponctuel et non exclusif pour y aménager un espace vestiaire pour les musiciens intervenant dans le cadre de la manifestation « Les Nuits de Sainte Anne ».

**ARTICLE 4** : Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A201-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-435
Reçue en Préfecture le	21 JUIL. 2014
Affichée le	21 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc183564-CC

Fait à Montpellier, le

21 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3556DS14 de "Rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Meissonnier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Meissonnier dans le domaine « Sports et Traditions »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux pour la rénovation de la pelouse synthétique du stade Yves du Manoir à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3556DS14 de travaux est passé avec la société LAQUET SAS, 643 Route de Beaurepaire, 26 210 LAPEYROUSE MORNAY.

**ARTICLE 2** : Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 475 962,64 € H.T. soit 571 155, 16 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur Meissonnier Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-436
Reçue en Préfecture le	05/08/14
Affichée le	05/08/14
Notifiée le	
Identifiant	Smc 183577-AU

Fait à Montpellier, le

05 AOUT 2014

M. J.-L. MEISSONNIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports et Traditions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Communauté au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n° 2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 26 décembre 2006, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société COMPUFIRST pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 3 janvier 2008, 26 mars 2008, 5 janvier 2010, 20 juillet 2010, 25 juillet 2011, 20 janvier 2012, 25 juillet 2012, 31 décembre 2012, 17 septembre 2013 et 31 janvier 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 juin 2014, que la société COMPUFIRST n'a pas encore achevé les travaux de ses futurs locaux situés sur le parc du Millénaire et n'a pas finalisé toutes les formalités administratives et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de trois mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 2 581,88 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-441
Reçue en Préfecture le	15/07/14
Affichée le	15/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc183683_AU

Fait à Montpellier, le 15 JUL. 2014  
M. Philippe SAUREL  
Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3452DC13 concernant les prestataires annexes  
à la construction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de conclure un marché à 4 lots pour les prestataires annexes pour la construction de la médiathèque Aimé Césaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Des marchés n°3452DC13 de prestations intellectuelles sont passés avec :

- Lot n°1 : AMO HQE : PLUS DE VERT 520 avenue Saint Sauveur 34980 SAINT CLEMENT DE RIVIERE
- Lot n°2 : ECONOMISTE : MARC CUSY 34 place du marché 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE
- Lot n°3 : BUREAU DE CONTROLE : DEKRA INDUSTRIAL SAS 19 rue Stuart Mill - BP 308 PA Limoges Sud Orange - 87008 LIMOGES cedex 1
- Lot n°4 : SONDAGE GEOTECHNIQUE : GEOMECA SUD - Parc de l'Aéroport - 75 rue Jérémy Bentham - 34400 PEROLS.

**ARTICLE 2** : Ces marchés concernent les prestataires annexes pour la construction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez.

**ARTICLE 3** : Les marchés prennent effet à compter de leur notification. Leurs durées prévisionnelles sont de 45 mois pour les lots n°1 et 3, de 1 an pour les lots n°2 et 4.



**ARTICLE 4** : Le montant global des marchés s'élève à :

- Lot n°1: AMO IIQE: 18 000,00 € H.T.
- Lot n°2: ECONOMISTE: 8 000,00 € H.T.
- Lot n°3 : BUREAU DE CONTROLE: 20 690,00 € H.T.
- Lot 4 : SONDAGE GEOTECHNIQUE: 7 848,00 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-442
Reçue en Préfecture le	24/07/14
Affichée le	24/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc183691AU

Fait à Montpellier, le

24 JUL. 2014

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de location entre la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS portant sur des  
locaux situés au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite accompagner les entreprises en développement,
- **CONSIDERANT** que la société TAGEOS, qui a pour activité la fabrication de composants électroniques, et dont le siège social est situé au 515 rue Alfred Nobel 34000 Montpellier, a besoin de locaux pour poursuivre son activité,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de location de locaux est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TAGEOS.

**ARTICLE 2** : Le contrat porte sur des locaux d'une surface totale de 471,25 m<sup>2</sup>, situés au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire, sur la parcelle cadastrée RX 32 à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le contrat est consenti pour une durée de 2 ans à compter de la signature.

**ARTICLE 4** : Le contrat fixe un loyer annuel et hors charges de 45882.62 euros TTC.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-75 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-443
Reçue en Préfecture le	21 JUIL. 2014
Affichée le	21 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183721-AU

Fait à Montpellier, le

21 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon  
Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° 2014-73, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Aménagement et Urbanisme »,
- **VU** le projet de contrat de prêt à usage de terrain par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise Décathlon Montpellier Odysseum à occuper temporairement et à titre gratuit la parcelle cadastrée section RA n° 1 lieu dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la société Décathlon Montpellier Odysseum souhaite organiser un événement destiné à faire découvrir au grand public de multiples activités sportives du 16 au 23 septembre 2014 animées par des associations locales qui pour la plupart sont exclusivement représentées par des bénévoles,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier propriétaire de la parcelle cadastrée section RA n° 1, en nature de sol et déjà aménagée en parking, est compétente pour apporter son soutien à toute manifestation ou action d'animation dans le domaine culturel et sportif d'intérêt communautaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit de la société Décathlon Montpellier Odysseum, représentée par Monsieur Grégory ARVIS dûment habilité en sa qualité de directeur, à prêter l'usage de sa parcelle cadastrée section RA n° 1, en nature de sol et déjà aménagée en parking, sise lieu dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier, pour une contenance de 98a88ca.

**ARTICLE 2** : Le contrat est consenti à titre gratuit compte tenu de l'intérêt que représente cette manifestation.

**ARTICLE 3** : Le contrat est conclu pour une durée de huit jours, du mardi 16 septembre au mardi 23 septembre 2014 inclus.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention d'occupation précaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-73 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-444
Reçue en Préfecture le	15/07/14
Affichée le	15/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183782.AU

Fait à Montpellier, le

15 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "École Supérieure  
des Métiers Artistiques requête n°1402951 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1402951-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) contre le titre exécutoire en date du 7 janvier 2013 d'un montant de 826,40 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatif à la collecte des déchets ménagers et assimilés.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-445
Reçue en Préfecture le	08 JUL. 2014
Affichée le	08 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc183801-AU

Fait à Montpellier, le

08 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'este en justice "École Supérieure des  
Métiers Artistiques - requête n°1402952-5 TA**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1402952-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juin 2014 par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques contre le titre exécutoire en date du 31 décembre 2013 d'un montant de 833,49 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant sur la collecte des déchets ménagers et assimilés.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-447
Reçue en Préfecture le	08 JUL. 2014
Affichée le	08 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc183803 - AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

08 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

273



LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SNC MONTPELLIER  
DÉVELOPPEMENT dans la ZAC Garosud extension à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la SNC MONTPELLIER DEVELOPPEMENT est candidate à l'acquisition du lot n°1C de 18 412 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme de promotion d'activités et de bureaux de 9 040 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 9 040 m<sup>2</sup>. La SNC projette que le programme de promotion héberge de 150 à 200 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SNC MONTPELLIER DEVELOPPEMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-449
Reçue en Préfecture le	15/07/14
Affichée le	15/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184026-AU

Fait à Montpellier, le 15 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative de la régie de recettes du musée H. Prades à Lattes**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision n° 2005-814 modifiée, en date du 29 décembre 2005, portant création d'une régie de recettes auprès du Musée archéologique Henri Prades – situé 390 avenue de Pérols à Lattes
- **VU** l'avis conforme du 30 juin 2014, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement du Musée archéologique Henri Prades, il convient de modifier certains articles,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La décision susvisée est modifiée comme suit :

Il est institué une régie de recettes et d'avances auprès du Musée archéologique Henri Prades de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée au Musée archéologique Henri Prades – 390 avenue de Pérols à Lattes.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'entrée pour les visites et les visites guidées du Musée archéologique Henri Prades,
- encaissements des prestations dues pour les ateliers et visites commentées du service éducatif du Musée,
- ventes de cartes postales et affiches,
- ventes d'ouvrages,
- ventes de tickets pour le cinéma du Musée,
- objets divers,
- locations d'audioguide,
- anniversaires pour les enfants de 8 à 13 ans,
- semaines théâtrales pour les enfants de 8 à 14 ans,
- locations d'espaces.

La régie encaisse également les droits de vente d'ouvrages, mis en dépôt à la boutique du Musée archéologique H. PRADES, pour le compte de tiers avec lesquels aura été passée une convention. Une convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que la durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Monsieur le Président est autorisé à signer les conventions conformément à la délibération n° 12201 du 25 avril 2014.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par cartes bancaires.

**ARTICLE 5 :** Un fonds de caisse d'un montant de 150 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 6 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 6 000 €.

**ARTICLE 7 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur en qualité auprès de la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur reverse au Trésorier la totalité des recettes encaissées pour les produits définis à l'article 3, et reverse aux tiers les bénéfices de la vente dans les conventions définies par la convention.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Principal Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 10 :** Le régisseur verse auprès du Trésorier Principal Municipal la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13 :** Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 14 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-450
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc184057-AU

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL

Pour le Président

Par délégation

**Catherine DARDÉ**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3446EA14 de travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve les Maguelone en bassin de stockage/restitution**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président à la politique de l'eau et milieux aquatiques
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve les Maguelone en bassin de stockage/restitution.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3446EA14 de travaux est passé avec l'entreprise SADE CGTH sise à VENDARGUES.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les travaux d'aménagement de l'ancienne station d'épuration de Villeneuve les Maguelone en bassin de stockage/restitution.

**ARTICLE 3** : La durée des travaux est de 5 mois dont 2 mois de préparation,

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 199 872.40€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014/83 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-452
Reçue en Préfecture le	05/08/14
Affichée le	05/08/14
Notifiée le	
Identifiant	Smc184099-AU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fait à Montpellier, le

**05 AOUT 2014**  
**Pour le Vice-Président**

M. R. REVOL

**Par délégation**



Conseiller communautaire, délégué à  
l'Eau, à l'Environnement et aux Activités aquatiques

*[Handwritten signature]*



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à trois contrats (veille statutaire, point services et maintenance) pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- **VU** l'acquisition des progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies auprès de la société SEDIT MARIANNE,
- **VU** l'absorption de la société SEDIT MARIANNE par la société BERGER-LEVRAULT,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance fonctionnelle et technique ainsi que la maintenance de ces progiciels,
- **CONSIDERANT** que seule la société BERGER-LEVRAULT peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les contrats suivants sont conclus avec la société BERGER-LEVRAULT, 231 rue Pierre et Marie Curie, CS 57605, 31676 LABEGE Cedex :

- veille statutaire (assistance fonctionnelle et technique sur les évolutions statutaires de la Fonction Publique Territoriale)
- point services (assistance fonctionnelle et technique téléphonique)
- maintenance informatique.

**ARTICLE 2** : Ces contrats concernent les progiciels installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions :

- veille statutaire : le progiciel de gestion des ressources humaines
- point services : les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière et gestion du patrimoine
- maintenance informatique : les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion des régies ainsi que la base de données Oracle associée.

**ARTICLE 3** : Ces contrats prennent effet à compter de leur notification et courent jusqu'au 31 décembre 2014. Ils seront renouvelables par reconduction expresse par période de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4** : Les montants annuels de ces contrats s'élèvent à :

- veille statutaire : quatre mille quatre cent dix euros et quarante-quatre cents T.T.C. (4 410,44 € T.T.C.)
- point services : six mille six cent quatre-vingt-onze euros et cinquante-six cents T.T.C. (6 691,56 € T.T.C.)
- maintenance informatique : trente-deux mille six cent cinquante-quatre euros et cinquante-huit cents T.T.C. (32 654,58 T.T.C.).

Ces dépenses sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-453
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2014
Affichée le	23 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Dmc184118-Av

Fait à Montpellier, le 23 JUL. 2014

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement économique et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3589RI14 de fourniture et maintenance  
d'une solution de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus  
contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature et de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU le projet de Recherche et Développement Ecocité/Cité Intelligente visant à enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, mesurer et contrôler ces services, ainsi qu'à réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 20 mars 2014,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché de mise en place d'une plate-forme de gestion de tags NFC dans le cadre de ce projet,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3589RI14 de fourniture et de maintenance d'une solution de plate-forme de gestion de tags NFC / QR codes et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobiles, avec hébergement et exploitation est conclu avec la société CONNECTHINGS, 10 rue de Rochechouart, 75009 PARIS.

**ARTICLE 2** : L'objectif du présent marché est que chaque équipements participant à un service public destiné aux usagers, puisse disposer de sa propre page mobile. L'ensemble des pages mobiles sont connectées entre elles de manière transverse et permettent ainsi à l'Agglomération de Montpellier de proposer aux habitants et aux touristes une sorte de portail web mobile contextuel accessible depuis le domaine public en un seul geste et qui apporte la bonne information au bon moment, de la bonne manière.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de quarante mille euros H.T. (40 000,00 € H.T.) et un maximum de quatre-vingt-dix mille euros



H.T. (90 000,00 H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitres 900 et 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-454
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2014
Affichée le	23 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Ime184249_AV

Fait à Montpellier, le 23 JUL. 2014

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguee au Développement économique  
et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la vente de 3 véhicules réformés de la  
Régie de collecte et de valorisation des déchets ménagers**

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 23 000 € et de bien immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **VU** l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature et de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Environnement »,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à la cession de trois véhicules réformés de la Régie de collecte et de valorisation des déchets ménagers,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les bennes à ordures ménagères immatriculées 90AJV34 et 742ALV34, ainsi que la mini benne immatriculée 142AMJ34, sont cédées à la société Languedoc Matériels - ZI du Salaison - 745 rue de la marbrerie – 34740 Vendargues.

**ARTICLE 2** : La vente des 3 engins est conclue pour un prix cumulé de 8 000 € hors taxes.

**ARTICLE 3** : La société Languedoc Matériels achète les véhicules en l'état, l'enlèvement des camions sur les sites d'exploitation est à sa charge.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer les certificats de cession conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-455
Reçue en Préfecture le	29 JUIL. 2014
Affichée le	29 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc184248_AU

Fait à Montpellier, le 29 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC  
DEVELOPPEMENT dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier: la société **CFC DEVELOPPEMENT** représentée par Monsieur Bernard De FESQUET est candidate à l'acquisition du lot E de 4 030 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment tertiaire à usage d'école de 2 669 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 700 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera l'école ESGCV qui projette sur le nouveau site un effectif de 30 personnes et 70 intervenants.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et à l'Attractivité, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-456
Reçue en Préfecture le	21 JUIL. 2014
Affichée le	21 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184261-AU

Fait à Montpellier, le

21 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3652, Création et exécution graphique de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur A. EL KANDOSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-87 de la 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur A. EL KANDOSSI dans le domaine de la « Communication »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la création et l'exécution graphiques de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société KFH à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la création et exécution graphique de supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification jusqu'au 31/12/2014.

**ARTICLE 4** : Le montant minimum du marché s'élève à 50 000 € H.T et le montant maximum à 200 000€ H.T.

**ARTICLE 5** : Monsieur A. EL KANDOSSI Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-87 de la 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-457
Reçue en Préfecture le	21 JUIL. 2014
Affichée le	21 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184265-AU

Fait à Montpellier, le

21 JUIL. 2014

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller dans le domaine  
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire  
à la Compagnie Théâtrale Francophone - Théâtre du Hangar**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n° A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Théâtrale Francophone à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle.

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes des 1<sup>er</sup> au 19 septembre, 6 au 17 octobre et 3 au 14 novembre 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Bernard Travier Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-458
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Lmc184519-AU

Fait à Montpellier, le 06 AOUT 2014

M. Philippe SAUREL

**Pour le Président  
Par délégation**

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

**Catherine DARDÉ**





Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS  
DISTRIBUTION FRANCE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble CAP GAMMA du Biopôle Euromédecine à Grabels : la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE, représentée par son gérant Monsieur Christophe BAYET est une SARL dont l'activité est le diagnostic médical in vitro. Elle est candidate à la location du lot C.G 1.4 d'une surface totale de 63.35 m<sup>2</sup> pour une période de 9 ans. La société projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société DIASYS DISTRIBUTION FRANCE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2:** Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-459
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184456-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITAL  
& YOU dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société DIGITAL & YOU, représentée par son gérant Monsieur Renaud GRANIER est une SAS dont l'activité est le conseil en systèmes et logiciels informatiques. Elle est candidate à la location du lot B02C d'une surface totale de 60 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société DIGITAL & YOU ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-460
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc184459-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS  
TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels : la société DIASYS TECHNOLOGIES, représentée par son gérant Monsieur Christophe BAYET est une SARL dont l'activité est le diagnostic médical in vitro. Elle est candidate à la location des lots CG 1.3, CG 1.2 et CG 2.5 d'une surface totale de 211.45 m² pour une période de 9 ans. La société projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-461
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184463_AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché n°2124 S 12.01 de maîtrise d'œuvre pour des travaux confortatifs en matière de prévention des incendies des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur, Cyril Meunier dans le domaine « Environnement »,
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 déposée en préfecture le 06 octobre 2011, et le marché n° 2763 confiant à la SERM un mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 pour approuver les études d'avant projet produites par le maître d'œuvre relatives aux travaux confortatifs en matière de prévention des incendies sur l'unité de méthanisation AMETYST, arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux et en conséquence fixer le prix global et forfaitaire définitif rémunérant le maître d'œuvre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°2124S12.01 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux confortatifs en matière de prévention des incendies sur l'unité de méthanisation est passé avec la société SPK Engineering SARL sise 6, rue du Méboud 69120 VAULX EN VELIN.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant a pour objet d'approuver les études d'avant projet produites par le maître d'œuvre, d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux à 1 041 000 € H.T et de fixer en conséquence le prix global et forfaitaire définitif rémunérant le maître d'œuvre. Ce dernier de 88 150 € HT est calculé pour partie sur l'année 2013 à 8 079,90 € de TVA à un taux de 19,6 % et pour l'autre partie avec 9 385,20 € de TVA à un taux de 20 %.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 88 150,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Thierry Laget, en qualité de Directeur Général de la SERM, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à la convention de mandat n°2763 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-462
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184536-AV

Fait à Montpellier, le

31 JUL. 2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 11 films auprès de l'association ATTITUDE**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER de Vice-Président,
  - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER, Vice Président, délégué à la Culture,
- VU la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération,
- **CONSIDÉRANT** que la numérisation de films s'inscrit dans la politique susvisée,
- **CONSIDÉRANT** que l'Association ATTITUDE propose de vendre les droits non commerciaux et non exclusifs de 11 films.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec l'Association ATTITUDE.

**ARTICLE 2 :** Le contrat est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 944 euros.

**ARTICLE 3 :** Le contrat concerne l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs des 11 films suivants :

- "Montpellier Breaking World Series : Top 9/Russie ",
- "Montpellier Breaking World Series : The Ruggeds/Hollande",
- "Montpellier Breaking World Series : Brazilian Team/Brésil ",
- "Montpellier Breaking World Series : Morning Of Owl/Corée",
- "Montpellier Breaking World Series : Shake Style/Espagne",
- "Montpellier Breaking World Series : Melting Force/France",
- "Montpellier Breaking World Series : Fondation/Japon",
- "Montpellier Breaking World Series : BBoyworld team/USA",
- "Battle of the Year : Finale : Russie VS Corée",

- "Battle of the YEAR ½ Finale 1 : France Vs Corée",
- "Battle of the Year : 1/2 Finale 2 : Brésil Vs Russie".

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-77 du 25 avril 2014 portant de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-464
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184471-AV

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3615PS14 de réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « funéraire »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux pour la réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3615PS14 de travaux est passé avec la société CLC PEINTURE, sise : 11 – impasse des Cigales – 34820 TEYRAN.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réfection du sol de la salle de réception des corps du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de cinq jours.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 13999,46 € H.T. Cette dépense est prévue au budget des Services Funéraires de Montpellier Agglomération, chapitre 21.

**ARTICLE 5** : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-465
Reçue en Préfecture le	24/07/14
Affichée le	24/07/14
Notifiée le	
Identifiant	DmC184474-AU

Fait à Montpellier, le

23/07/2014

M. L. JAOUL

Conseiller Communautaire  
Proximité et relations usagers



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3616PS14 de travaux de réfection  
du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration  
du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « funéraire »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux pour la réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3616PS14 de travaux est passé avec la société SOCAMO SARL, sise : PA Charles Martel – 354, rue Gustave Courbet – 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réfection du carrelage de la mezzanine et des bureaux de l'administration du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de cinq semaines.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 40300 € H.T. Cette dépense est prévue au budget des Services Funéraires de Montpellier Agglomération, chapitre 21.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-466
Reçue en Préfecture le	24/07/14
Affichée le	24/07/14
Notifiée le	
Identifiant	ImC B4477-AU

Fait à Montpellier, le

M. L. JAOUL

24 JUL. 2014

Conseiller Communautaire  
Proximité et relations usagers



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'un marché n°3661GD14 relatif à  
une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un  
système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement  
biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur, Cyril Meunier dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de nommer un contrôleur technique pour la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3661GD14 de prestations intellectuelles est passé avec la société BUREAU VERITAS sise, ZAC Blaise PASCAL, 451 rue Denis PAPIN, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission de contrôle technique portant sur la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS, en amont du traitement biologique existant, sur l'unité de méthanisation AMETYST.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 8 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 16 990,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril Meunier Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-467
Reçue en Préfecture le	29 JUL. 2014
Affichée le	29 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1845as-AU

Fait à Montpellier, le 29 JUL. 2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SARL ARNAUD SPORTS requête n°1403223-4 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé précontractuel n°1403223-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juillet 2014 par la SARL ARNAUD SPORTS tendant à l'annulation de la procédure de passation du marché de travaux « rénovation d'une pelouse synthétique du stade Yves du Manoir ».

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-468
Reçue en Préfecture le	15/07/14
Affichée le	15/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184502-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire, par TaM pour la base  
vie des travaux du bouclage de la ligne 4, d'un terrain sis sur le site de l'EAI à  
Montpellier administré par la SAAM, concessionnaire de la Ville de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la ligne de tramway permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que les travaux du bouclage de la ligne 4 de tramway nécessitent un site disponible pour implanter la base vie des entreprises chargées de réaliser les travaux et que la SAAM, titulaire d'une concession d'aménagement, dispose d'un terrain susceptible de convenir dans le secteur de l'EAI,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son mandataire TAM, est autorisée à conclure avec la SAAM une convention de mise à disposition temporaire, d'un terrain situé dans le secteur de l'EAI, pour y implanter une base vie et y stocker les matériaux et engins nécessaires à la réalisation des travaux du bouclage de la Ligne 4 de tramway.

**ARTICLE 2** : Le terrain mis à disposition consiste dans une emprise de 2500 m<sup>2</sup> environ en extérieur, et 500m<sup>2</sup> dans le bâtiment concomitant, sur la parcelle cadastrée HY 25 le long de la rue Fontcouverte à Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'occupation est consentie à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014 jusqu'à la mise en service du bouclage de la ligne 4 prévue mi 2016.

**ARTICLE 3** : La convention est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 avec la SAAM.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

308

Décision n°	D2014-469
Reçue en Préfecture le	02 SEP. 2014
Affichée le	03 SEP. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184504-AU

Fait à Montpellier, le 02 SEP. 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning Visual Planning et des modules associés de la gamme Visual Planning**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU l'acquisition du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING auprès de la société XWARE,
- VU le rachat de la société XWARE par la société SABATIER GEOLOCALISATION,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce logiciel,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société SABATIER GEOLOCALISATION, Ecoparc, 90 rue de la Sauge, 34130 SAINT-AUNES.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et les modules associés de la gamme VISUAL PLANNING, installés à la régie de collecte des déchets ménagers.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2015.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille huit cent trente-six euros T.T.C. (1 836,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-470
Reçue en Préfecture le	23 JUL. 2014
Affichée le	23 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	ImC184523-AV

Fait à Montpellier, le **23 JUL. 2014**

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au contrat de maintenance du dispositif de contrôle  
des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « funéraire »,
- **VU** le marché n°2114PS09 passé le 10 mars 2009 auprès de l'entreprise INEO TINEA, concernant l'acquisition et l'installation d'un dispositif de contrôle des cercueils et des corps du crématorium des Services Funéraires,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de confier la maintenance de ce dispositif à la Société VISIOM, société de maintenance de l'entreprise INEO TINEA,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de maintenance est passé avec la société VISIOM, sise : Parc de Haute Technologie – 13, rue Alexis de Tocqueville – Silic 41 – 92182 ANTONY Cedex.

**ARTICLE 2 :** Ce contrat concerne un appareil PASSAGIX ME975, installé au crématorium du Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel de ce contrat s'élève à Trois mille cinq cent soixante six euros H.T (3566€ H.T). Cette dépense est prévue au budget des Services Funéraires de Montpellier Agglomération, chapitre 011.

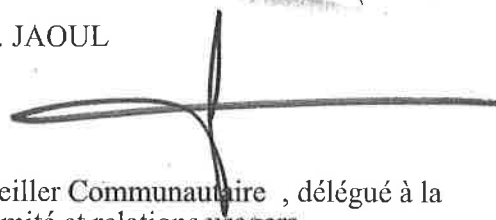
**ARTICLE 5 :** Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-472
Reçue en Préfecture le	14 AOUT 2014
Affichée le	14 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc184559_AU

Fait à Montpellier, le 14/08/2014

M. L. JAOUL



Conseiller Communautaire , délégué à la  
Proximité et relations usagers

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de service de télétransmission  
des actes soumis au contrôle de légalité FAST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU la signature d'une convention de dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon conformément à la délibération n° 7399 du Conseil de Communauté du 22 décembre 2006,
- VU le dispositif de télétransmission des actes FAST sélectionné à l'article 2.1 de cette convention,
- **CONSIDERANT** la nécessité de se doter d'un certificat d'authentification en adéquation avec le référentiel général de sécurité,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société CDC FAST, 195 boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne un certificat pour un serveur destiné à l'authentification en adéquation avec le référentiel général de sécurité, pour la transmission par voie électronique des délibérations et des actes individuels relatifs à la fonction publique, à la Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une période de 1 an. Il sera ensuite renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à cinq cent quarante euros T.T.C. (540,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-473
Reçue en Préfecture le	23 JUIL. 2014
Affichée le	23 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc184552-AV

Fait à Montpellier, le 22/07/2014

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3637GD14 de mission prévention sécurité-santé dans le cadre de la mise en place d'un système de pré-traitement de l'air sur l'usine de méthanisation AMETYST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur, Cyril Meunier dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de conclure un contrat de prévention sécurité-santé dans le cadre des travaux de mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS et de modification du réseau en amont du traitement biologique existant sur l'unité de méthanisation AMETYST

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3637GD14 de prestations intellectuelles est passé avec la société NOVICAP sise 21 avenue Georges POMPIDOU, 69486 LYON cedex 03.

**ARTICLE 2** : Ce marché porte sur la mission prévention sécurité-santé dans le cadre des travaux de mise en place d'un système de pré-traitement de l'air issu des BRS et de modification du réseau en amont du traitement biologique existant sur l'unité de méthanisation AMETYST.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée prévisionnelle est de 8 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 25 400,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril Meunier Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-474
Reçue en Préfecture le	29 JUIL 2014
Affichée le	29 JUIL 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184575 AV

Fait à Montpellier, le 29 JUIL 2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la convention n° 34 14 0017 (01) de mise à disposition  
de la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles CC 4 - Commune  
de Lattes et SR n° 6, 7 ; SS n° 9, 10, 11, 30, 32 ; SV n° 2, 3, 44, 45,  
46 ; SO 34 ; SP 73 ; SN 45 ; ST 58, 60, 76 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2014-73, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Aménagement et Urbanisme»,
- VU le projet de convention, conclu en application de l'article L142-6 du Code Rural, par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles cadastrées section CC n° 4 – Commune de Lattes et section SR n° 6, 7 ; section SS n° 9, 10, 11, 30, 32; section SV n° 2, 3, 44, 45, 46 ; section SO n° 34 ; section SP n° 73 ; section SN n° 45 ; section ST n° 58, 60, 76 - Commune de Montpellier, pour une durée de 3 ans, moyennant une redevance annuelle de quatre mille cinq cent quarante Euros (4 540€),
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Communauté d'Agglomération de Montpellier constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que dans la rédaction de la décision n° 2014-299 en date du 28/05/2014, une parcelle a été omise et qu'il convient abroger cette décision et d'en prendre une nouvelle,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n° 2014-299 du 28/05/2014 est abrogée

**ARTICLE 2** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles cadastrées section CC n° 4 – Commune de Lattes et section SR n° 6, 7 ; section SS n° 9, 10, 11, 30, 32; section SV n° 2, 3, 44, 45, 46 ; section SO n° 34 ; section SP n° 73 ; section SN n° 45 ; section ST n° 58, 60, 76 - Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 9 a 30 ca sur la commune de Lattes et 26 ha 34 a 59 ca sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 3** : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 3 campagnes, jusqu'au 31 octobre 2016.

**ARTICLE 4** : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de quatre mille cinq cent quarante Euros (4 760€).

**ARTICLE 5 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2014-73 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-475
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc184585-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat n°3493 de maintenance  
du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- **VU** l'acquisition de 6 licences du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D auprès de la société GEOMEDIA SAS,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ces licences,
- **CONSIDERANT** que seule la société GEOMEDIA SAS peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société GEOMEDIA SAS, 20 quai Malbert, immeuble "La Vigie", CS 42905, 29229 BREST Cedex 2.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne 6 licences du progiciel de topographie COVADIS 2D/3D installées à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille huit cent euros T.T.C. (1 800,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 011, plan 03.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-476
Reçue en Préfecture le	23 JUIL. 2014
Affichée le	23 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1846 10-AU

Fait à Montpellier, le **23 JUIL. 2014**

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguee au Développement économique  
et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux  
relative à la réalisation d'une extension du réseau public d'eau potable  
Parcelle AV n° 62 - Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2014-83, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à M. René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 345m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AV n° 62, sise Ancien Chemin de Montpellier à Grabels, commune de Grabels, afin de permettre la mise en œuvre des travaux d'extension du réseau d'eau potable et de pose d'un poteau incendie, travaux qui nécessitent le passage d'engins de chantier pour la réalisation des sondages géotechniques et des travaux de fonçage,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux publics est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres dont le siège social est 158, Allées des Ecureuils (34980) Saint Gély du Fesc, représentée par son Directeur Général Monsieur Dominique PONCE, concernant une emprise de 345m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AV n° 62, commune de Grabels.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de deux mois à compter du démarrage effectif des travaux.

**ARTICLE 3** : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 4** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-83 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-477
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc184627-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de servitude en tréfonds  
d'une canalisation publique d'eau potable - Parcelle AV n° 62 -  
Ancien chemin de Montpellier à Grabels - Commune de Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2014-83 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à M. René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,
- VU le projet de convention de servitude de tréfonds d'une canalisation publique d'eau potable, consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres, dont le siège social est 158 Allées des Ecureuils (34980) Saint Gély du Fesc, représentée par son Directeur Général Monsieur Dominique PONCE propriétaire de la parcelle située commune de Grabels, section AV n° 62,

**CONSIDERANT** que l'extension du réseau d'eau potable et notamment la pose d'un poteau incendie nécessitent l'implantation de servitudes réelles et perpétuelles de canalisations d'eau potable sur la parcelle précitée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de tréfonds d'une canalisation publique d'eau potable est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres, concernant une emprise de 345m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AV n° 62, commune de Grabels, d'une contenance totale de 19 798m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de six cent quatre vingt dix euros (690€), les frais d'acte restant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-83 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-478
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc184640-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre n°3.165 pour la réalisation d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson .**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10980 du 28 juin 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention de mandat susvisée intégrant dans le périmètre du mandat confié à TaM, les études et la réalisation du parking d'échange en ouvrage Mosson de 1 200 places au total, avec une possibilité d'extension ultérieure à 1 600 places au total,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 11019 du 19 juillet 2012 autorisant le lancement du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un Parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président,
- VU l'arrêté n° A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

**CONSIDERANT** le marché n°3.165 portant sur une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du Parking Mosson en ouvrage lancé par TaM le 23 août 2012, selon une procédure négociée européenne, en application de l'article 168 du Code des marchés publics,

- **CONSIDERANT** que ce marché a été conclu, à l'issue de la procédure, avec le groupement conjoint Boyer-Percheron-Assus (mandataire) / P3G Ingénierie / Terrell, avec un taux de rémunération de 6,8375% correspondant à un montant provisoire de 752.125,00 € HT,
- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé d'abandonner, en raison de contraintes budgétaires, le projet de réalisation d'un Parking en ouvrage sur le pôle d'échange de la Mosson,

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Le marché n°3.165 portant sur une mission de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un parking en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson doit être résilié.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision le groupement conjoint Boyer-Percheron-Assus (mandataire) / P3G Ingénierie / Terrell, titulaire du marché.

**ARTICLE 3 :** TaM est autorisé à procéder au solde du marché et, le cas échéant, à procéder au versement de l'indemnité contractuelle de résiliation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-479
Reçue en Préfecture le	0 1 AOUT 2014
Affichée le	0 1 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc184646-AU

Fait à Montpellier, le

3 1 JUL. 2014

Mme I. GIANIEL

  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la résiliation du marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 10980 du 28 juin 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention de mandat susvisée intégrant dans le périmètre du mandat confié à TaM, les études et la réalisation du parking d'échange en ouvrage Mosson de 1 200 places au total, avec une possibilité d'extension ultérieure à 1 600 places au total,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** le marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation, pour l'opération de construction du Parking Mosson en ouvrage lancé par TaM le 25 janvier 2013, selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des marchés publics,
- **CONSIDERANT** que ce marché a été conclu, à l'issue de la procédure, avec la société AISSE Conseils (84500 Bollène), pour un montant global et forfaitaire de 9 162,79 € H.T.,

- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé d'abandonner, en raison de contraintes budgétaires, le projet de réalisation d'un Parking en ouvrage sur le pôle d'échange de la Mosson,

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Le marché n°3.173 portant sur une mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie, en phases études et réalisation, pour l'opération de construction du Parking Mosson doit être résilié.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision la Société AISSE Conseils, titulaire du marché.

**ARTICLE 3 :** TaM est autorisé à procéder au solde du marché et, le cas échéant, à procéder au versement de l'indemnité contractuelle de résiliation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-480
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc184652-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la résiliation du marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment », pour l'opération de construction d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10980 du 28 juin 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention de mandat susvisée intégrant dans le périmètre du mandat confié à TaM, les études et la réalisation du parking d'échange en ouvrage Mosson de 1 200 places au total, avec une possibilité d'extension ultérieure à 1 600 places au total,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** le marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment » pour l'opération de construction du Parking Mosson en ouvrage, lancé par TaM le 25 janvier 2013, selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des marchés publics,
- **CONSIDERANT** que ce marché a été conclu, à l'issue de la procédure, avec la société DEKRA Industrial SAS (Agence de Montpellier), pour un montant global et forfaitaire de 50 070 € H.T.,



- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé d'abandonner, en raison de contraintes budgétaires, le projet de réalisation d'un Parking en ouvrage sur le pôle d'échange de la Mosson,

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Le marché n°3.172 portant sur une mission de contrôle technique « Equipements électriques et bâtiment » pour l'opération de construction du Parking Mosson en ouvrage doit être résilié.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision la Société DEKRA Industrial SAS, titulaire du marché.

**ARTICLE 3 :** TaM est autorisé à procéder au solde du marché et, le cas échéant, à procéder au versement de l'indemnité contractuelle de résiliation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-481
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 184655-AU

Fait à Montpellier, le

Mme I. GIANIEL

31 JUL. 2014

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la résiliation du marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour l'opération de construction d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10980 du 28 juin 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention de mandat susvisée intégrant dans le périmètre du mandat confié à TaM, les études et la réalisation du parking d'échange en ouvrage Mosson de 1 200 places au total, avec une possibilité d'extension ultérieure à 1 600 places au total,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** le marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour l'opération de construction du Parking Mosson en ouvrage lancé par TaM le 16 janvier 2013, selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des marchés publics,

- **CONSIDERANT** que ce marché a été conclu, à l'issue de la procédure, avec la société QUALICONSULT SECURITE (Agence de Montpellier), pour un montant global et forfaitaire de 13 480 € H.T.,
- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé d'abandonner, en raison de contraintes budgétaires, le projet de réalisation d'un Parking en ouvrage sur le pôle d'échange de la Mosson,

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Le marché n°3.174 portant sur une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), en phases études et réalisation, pour l'opération de construction du Parking Mosson doit être résilié.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision la Société QUALICONSULT SECURITE, titulaire du marché.

**ARTICLE 3 :** TaM est autorisé à procéder au solde du marché et, le cas échéant, à procéder au versement de l'indemnité contractuelle de résiliation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-482
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc184659-AU

Fait à Montpellier, le

Mme T. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
MST dans le lotissement Marcel Dassault à St Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le lotissement Marcel Dassault à St Jean de Védas : la société MST représentée par Monsieur Bertrand MATHIEU-BIAU est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 26 de 1 800 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un immeuble de bureaux et entrepôt de 760 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 900 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société RENAISSANCES SINISTRES (société de nettoyage après sinistres). L'entreprise projette un effectif de 10 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la MST ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-483
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc184696-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3563EA14 pour la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-83 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure un marché pour la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3563EA14 est passé avec l'entreprise AQUAFORAGE, 10, boulevard Archimède 66200 ELNE.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation de deux forages pour la fourniture en eau d'irrigation du mas Saint Albert à Lattes.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée globale est de trois semaines et comprend une période de préparation d'une semaine qui débute à la notification du marché et un délai d'exécution des travaux de deux semaines à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 28 872,90 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-83 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-484
Reçue en Préfecture le	07 AOUT 2014
Affichée le	07 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc184762 AV

Fait à Montpellier, le

07 AOUT 2014

M. R. REVOL

Conseiller Communautaire, délégué à  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché 3628EA14 de dévoiement du collecteur unitaire du "Ruisseau des Vaches", "rue Boussinesq" sur la commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « eau et milieux aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer un dévoiement du collecteur unitaire du « ruisseau des Vaches », rue Boussinesq, sur la commune de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3628EA14 de travaux est passé avec l'entreprise SADE sise à VENDARGUES.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le dévoiement du collecteur unitaire du « ruisseau des vaches », rue Boussinesq sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution des travaux est de 14 semaines dont 3 à 5 semaines maximum de préparation.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 263 994,00 € H.T, soit 248 994,00 euros H.T pour l'offre variante 2 et 15 000,00 euros H.T pour la prestation complémentaire. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-486
Reçue en Préfecture le	05 AOUT 2014
Affichée le	05 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184785-AU

Fait à Montpellier, le 05 AOUT 2014

M. R. REVOL

Conseiller Communautaire délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la cession de deux Blackberry et d'un Iphone sans usage**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°A2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver des appareils téléphoniques dont elle n'a pas usage,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Deux Blackberry 9720 NOI GC, modèle RFU81UW état neuf et un Iphone 4 -16GB sont cédés à l'Hôtel des Ventes, chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendus aux enchères.

**ARTICLE 2 :** Le prix des cessions résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents des cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2014-75 du 25/04 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-487
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc185214AN

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL



**Pour le Président**

**Par délégation**

**Catherine DARDÉ**

1<sup>re</sup> Vice-Présidente de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la Ville  
de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle  
RI n° 4-1372B, Rue des Marels - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une procédure d'acquisition d'une unité foncière sise 1372B Rue des Marels à Montpellier (34000), incluant notamment la parcelle cadastrée section RI n° 4, d'une contenance de 30 a 23 ca qui supporte plusieurs constructions à usage d'habitation, de grange agricole et de hangar,
- **CONSIDERANT** qu'il conviendra, dès la signature de l'acte d'acquisition, de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant les bâtiments sis 1372B, Rue des Marels à Montpellier (34000), sur la parcelle cadastrée section RI n° 4, d'une contenance totale de 30 a 23 ca.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-488
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184847-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire  
à la Compagnie Théâtre au Présent - Théâtre du Hangar**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Théâtre au Présent à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis, 3 rue Nozeran à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle.

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 18 au 30 septembre 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Bernard Travier Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-489
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Lmc184854-AU

Fait à Montpellier, le **06 AOUT 2014**

M. Philippe SAUREL

**Pour le Président  
Par délégation**

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

**Catherine DARDE**

342

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**TRAMWAY- BOUCLAGE ligne 4 - Résiliation du marché n°08.862.012.  
portant sur des prestations de conseil en communication, et de définition de  
la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics, notamment en ses articles 144-I-1°, 165 et 166
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la 5ème ligne et du bouclage de la 4ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier, déposée en préfecture le 15 février 2011, puis notifié à TaM le 17 février 2011,
- VU la délibération n°12201 du 22 avril 2014, transmise en Préfecture le 25 avril 2014, par laquelle les membres du Conseil de Communauté ont délégué au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier la prise de décisions concernant un certain nombre de domaines parmi lesquels figurent notamment la résiliation des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée, conclus par la Communauté d'agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté n°A2014-78 transmis en Préfecture le 25 avril 2014, par lequel le Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier, Monsieur Philippe Saurel, attribue délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de cette délégation de fonction, Madame Isabelle GIANIEL est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président,
- **CONSIDERANT** le marché n°08.862.012, portant sur des prestations de conseil en communication, de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway et du Bouclage de la Ligne 4, notifié au groupement solidaire constitué des sociétés SENS INEDIT (mandataire) / SPIDER CORP / TOSCANE PROD le 15 novembre 2013, à l'issue d'une procédure négociée européenne en application des articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des marchés publics,
- **CONSIDERANT** que ce marché est un marché à bons de commande portant sur un montant minimum de 300.000 € H.T et un montant maximum de 1.000.000 € H.T,
- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé de différer l'engagement, prévu initialement en 2015, des travaux de la 5ème ligne, hors bouclage de la 4ème ligne,
- **CONSIDERANT** que, dans ces conditions, le montant minimum de ce marché ne pourra en aucun cas être atteint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De résilier le marché n°08.862.012 portant sur des prestations de conseil en communication, de définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel de la 5ème ligne de tramway et du Bouclage de la Ligne 4.

**ARTICLE 2** : D'autoriser le Directeur Général de TaM à notifier cette décision au groupement solidaire SENS INEDIT (mandataire) / SPIDER CORP / TOSCANE PROD, titulaire du marché.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-490
Reçue en Préfecture le	22/07/14
Affichée le	22/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184873-AU

Fait à Montpellier, le 22 JUIL. 2014

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée aux Transports et mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant au marché 3158GD12 de  
Mission de contrôle externe de mise en œuvre la couverture  
définitive de l'ISDnd de CASTRIES - Essais de la perméabilité**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur, Cyril Meunier dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** que la planification des travaux de couverture définitive du casier n°1 a été modifiée pour tenir compte des apports non réguliers en matériaux argileux et qu'il est donc nécessaire de prolonger la durée d'exécution de la mission de contrôle externe de mise en place de la couverture du casier 1 de l'ISDnD de Castries

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3158GD12 de services est passé avec la société BURGEAP Région sud est, 940 route de l'aérodrome, BP 51260, 84911 Avignon cedex 9.

**ARTICLE 2** : Cet avenant consiste en la prolongation de la durée d'exécution du marché 3158GD12 pour permettre d'effectuer la mission de contrôle externe de la mise en œuvre de la couverture du casier 1 de l'ISDnD de Castries, au fur et à mesure de l'apport des matériaux argileux de couverture.

**ARTICLE 3**: Le montant du marché est inchangé.

**ARTICLE 4** : Monsieur Cyril Meunier Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

346



Décision n°	D2014-491
Reçue en Préfecture le	28 AOUT 2014
Affichée le	29 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184876-A.U

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER

28 AOUT 2014

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'un bail de courte durée visant à louer un local technique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations du conseil au président du conseil de communauté et notamment l'article 1.4 relatif à la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- - VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de disposer d'un local technique sécurisé afin d'héberger les données informatiques de la collectivité,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un bail de courte durée ne pouvant pas excéder vingt-quatre (24) mois est conclu avec la société Zayo France dont le siège social est sis au 19/21 Rue Poissonnière, 75002 Paris.

**ARTICLE 2** : Ce bail concerne la location d'un espace de 2 m<sup>2</sup> dans le local technique de type « centre de données » (datacenter) adapté à l'hébergement sécurisé des données informatiques de la collectivité au sein de l'ensemble immobilier situé au sis 143 rue Emile Julien, 34070 Montpellier.

**ARTICLE 3** : La durée de ce bail est fixée à 12 mois et commencera le 01 Aout 2014 pour se terminer le 31 juillet 2015. Le bail pourra être renouvelé sans toutefois que la durée totale du bail ne puisse excéder vingt-quatre (24) mois.

**ARTICLE 4** : Le loyer annuel de ce bail est fixé à 12 000 euros (douze-mille) Hors Taxes, le loyer inclus une consommation électrique de 4 KVA par mois. Les frais de mise en service, payables une seule fois au commencement du bail sont fixés à 4500 euros (quatre-mille-cinq-cent) Hors Taxes.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-492
Reçue en Préfecture le	23 JUIL. 2014
Affichée le	23 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Sme 184892-AV

Fait à Montpellier, le

22/07/2014

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA  
DIAGNOSTICS FRANCE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
  - VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
  - VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
  - VU la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
  - VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
  - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE, représentée par son gérant Monsieur Kamil SPLICHAL est une SARL dont l'activité est la conception, la fabrication, l'adaptation, la recherche et le développement d'appareils et d'instruments à usage médical.
- Actuellement locataire du lot « MA » d'une surface totale de 637 m<sup>2</sup>, elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

350

Décision n°	D2014-493
Reçue en Préfecture le	02 SEP. 2014
Affichée le	03 SEP. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Lmc184895-AU

Fait à Montpellier, le 02 SEP. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Communauté au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2006 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société NELIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 novembre 2006, 21 octobre 2007, 15 janvier 2009, 5 mai 2009, 5 février 2010, 28 mai 2010, 6 janvier 2011, 28 avril 2011, 2 mars 2012, 17 septembre 2012, 1<sup>er</sup> octobre 2012, 18 février 2013, 17 septembre 2013 et 27 février 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2014 et que la société NELIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 janvier 2015.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 89,09 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 289,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-494
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	INC184902-AJ

Fait à Montpellier, le 31 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Communauté au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 27 août 2008 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société MENTA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 23 mars 2010, 14 octobre 2011, 1<sup>er</sup> octobre 2012, 8 octobre 2013, 31 octobre 2013 et 14 avril 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 août 2014, que la société MENTA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de six mois à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014, soit jusqu'au 28 février 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MENTA pour la surface de 89,76 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 298,82 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

354



**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-495
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184905-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Communauté au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 3 août 2009, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société EXPERNOVA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenants en date du 21 octobre 2009, du 20 septembre 2010, 1<sup>er</sup> octobre 2012 et 23 août 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 juillet 2014 et que la société EXPERNOVA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 6 mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 janvier 2015.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 88,11 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 274,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-496
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184910_AU

Fait à Montpellier, le 31 JUIL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "Syndicat des commerçants  
des halles et marchés de Montpellier Région"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1301350-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 mars 2013 par le Syndicat des commerçants des Halles et Marchés de Montpellier-Région contre la décision du 14 janvier 2013 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a refusé de soumettre au conseil communautaire une délibération en vue d'abroger la délibération du 29 novembre 2011 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié le niveau de la première tranche de base minimum et institué une deuxième tranche de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-498
Reçue en Préfecture le	22/07/14
Affichée le	22/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 184923_AU

Fait à Montpellier, le **22 JUL. 2014**

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Signature du marché 3676bisGD14 relatif aux travaux de  
ferroserie dans les déchèteries de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEUNIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur MEUNIER dans le domaine « ENVIRONNEMENT »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'assurer les travaux urgents de sécurité touchant à la ferronnerie sur les déchèteries de l'Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3676bisGD14 de travaux est passé avec la société ALBAKA.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des petits travaux urgents de réparation en ferronnerie.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 26 843.44 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 812.7.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué dans le domaine de l'Environnement, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-499
Reçue en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affichée le	26 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc.84452.AU

Fait à Montpellier, le  
25 AOUT 2014  
M. C. MEUNIER

**Pour le Président  
Par délégation**

P. 30



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3639DC14 relatif aux projections  
de films en plein air dans 31 communes de l'Agglomération de  
Montpellier dans le cadre de la manifestation "L'Agglo fait son cinéma"**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « culture »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de recourir aux services d'un spécialiste de la projection de films à l'occasion de « L'Agglo fait son cinéma » au mois d'août 2014,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3639DC14 de projection de films en plein air dans les 31 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est passé avec la société DECIPRO – 5, rue du Lantissargues – 34 070 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la projection de films dans les 31 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et se termine au 31 août 2014.

**ARTICLE 4 :** Le marché est conclu à prix mixte. Son montant forfaitaire s'élève à 41 540 € H.T. En fonction des besoins, des commandes exceptionnelles pourront être conclues sur la base du bordereau des prix, dans la limite de 10 séances supplémentaires. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-500
Reçue en Préfecture le	31 JUL. 2014
Affichée le	31 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inci84962cc

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa **responsabilité** le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat n°PRS-140395 d'assistance  
et de maintenance du logiciel d'archivage AVENIO**

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- **VU** l'acquisition du logiciel d'archivage AVENIO auprès de la société DI'X,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce logiciel et de bénéficier d'un support technique,
- **CONSIDERANT** que seule la société DI'X peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat d'assistance et de maintenance informatiques est conclu avec la société DI'X 7, rue du portail Magnanen, BP 90983, 84094 AVIGNON Cedex 9.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion d'archivage AVENIO installées au Centre de Documentation et des Archives de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 4** : Le montant de ce contrat s'élève à neuf cent soixante euros T.T.C. (960,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-502
Reçue en Préfecture le	31 JUIL. 2014
Affichée le	31 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 184989-AU

Fait à Montpellier, le

31 JUIL. 2014

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et attractivité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
LCKC dans la ZAC Garosud extension à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la société LCKC représentée par Monsieur Ludovic CASTEL est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 18 de 2 377 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, entrepôts et locaux d'activités de 1 075.95 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 188.50 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société ADE (grossiste en matériel électrique et électronique) pour l'extension de son activité. L'entreprise projette un effectif de 6 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI LCKC ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au du Développement Economique et à l'Attractivité, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-503
Reçue en Préfecture le	02 SEP. 2014
Affichée le	03 SEP. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc185022-AV

Fait à Montpellier, le 02 SEP. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Montferrier Sur Lez - Mise à 2x2 voies de la route départementale 65 - Construction de l'ouvrage de franchissement du giratoire Agropolis - Mission de Diagnostic Géotechnique**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-83 de la 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure un marché de Diagnostic Géotechnique pour s'assurer de la pérennité de la canalisation d'eau de diamètre 1400mm, dans le cadre de la construction de l'ouvrage d'art de franchissement du giratoire Agropolis à Montferrier sur lez, et réalisé par le Département de l'Hérault,

**CONSIDERANT** la nécessité d'installer l'instrumentation et de réaliser les premières mesures avant le début des travaux de terrassements, susceptibles d'impacter l'ouvrage susvisé, le 25 juillet 2014,

**CONSIDERANT** que l'entreprise CEBTP demeure la seule disposant du savoir-faire, des moyens humains et techniques et de la disponibilité lui permettant de réaliser cette prestation avant la date susvisée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3750EA14 de Mission de Diagnostic Géotechnique est passé avec l'entreprise CEBTP, 12, rue des frères Lumière, 34 830 JACOU, sans mise en concurrence et sans publicité en application de l'article 146 dernier alinéa.

**ARTICLE 2** : Ce marché consiste à confier une mission normalisée de type G5 Diagnostic Géotechnique.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter du 25 Juillet 2014. Sa durée est de 5 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 19 023 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 20.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-504
Reçue en Préfecture le	30 JUL. 2014
Affichée le	30 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185037-cc

Fait à Montpellier, le 30 JUL. 2014

M. R. REVOL

Pour le Président  
Par délégation



Conseiller Communautaire, délégué à  
l'Eau et Milieux Aquatiques

DARDE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la déclaration sans suite du marché n°8.147 « Contrôles extérieurs de réseaux humides » pour la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la procédure négociée lancée par TAM le 4 décembre 2013 en application des articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des marchés publics, pour l'attribution du marché n°8.147 « Contrôles extérieurs de réseaux humides »
- **CONSIDERANT que ce marché** à bons de commande avec un montant minimum de 300 000 € HT et un montant maximum de 600 000 € HT, porte sur des prestations de contrôles extérieurs pour les travaux de déviations de réseaux humides et d'assainissement de surface de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier et du Bouclage de la Ligne 4,
- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé de différer la réalisation de la Ligne 5 et de poursuivre le Bouclage de la Ligne 4,
- **CONSIDERANT** que, dans ces conditions, le montant minimum du marché « Contrôles extérieurs de réseaux humides » susvisé ne pourra en aucun cas être atteint et qu'il convient, dès lors, de déclarer la procédure négociée susvisée, sans suite en application de l'article 166 du Code des marchés publics,
- **CONSIDERANT** que la Commission d'Appel d'Offres du 10 juin 2014 a émis un avis favorable à la déclaration sans suite de ce marché,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La consultation relative au marché n°8.147 de « Contrôles extérieurs de réseaux humides » est déclarée sans suite, pour motif d'intérêt général conformément à l'article 166 du Code des marchés publics.

En effet, les seuls travaux de contrôles extérieurs de réseaux humides pour le bouclage de la Ligne 4, n'atteindront qu'un montant très inférieur au montant minimum de 300 000 € HT prévu à ce marché.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision les entreprises ayant participé à la consultation et à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-505
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 185039-AV

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation pour le marché n°3.84DEF, portant sur les assurances pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 10980 du 28 juin 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention de mandat susvisée intégrant dans le périmètre du mandat confié à TaM, les études et la réalisation du parking d'échange en ouvrage Mosson de 1 200 places au total, avec une possibilité d'extension ultérieure à 1 600 places au total,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération n°12201 du 22 avril 2014, transmise en Préfecture le 25 avril 2014, par laquelle les membres du Conseil de Communauté ont délégué au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier la prise de décisions concernant un certain nombre de domaines parmi lesquels figurent notamment la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du CMP, quand les crédits sont inscrits au budget, que la CAM agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** la procédure adaptée ouverte lancée par TaM le 14 février 2014, en application de l'article 146 du Code des marchés publics, pour le marché n°3.84DEF, décomposé en 3 lots, portant sur les assurances du Parking Mosson en ouvrage,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de cette procédure, 5 offres ont été réceptionnées et ouvertes par la Commission « Marchés Tramway » réunie par TaM mandataire le 18 avril

2014 ; Commission incluant, parmi ses membres, un Représentant de l'Agglomération de Montpellier,

- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé d'abandonner, en raison de contraintes budgétaires, le projet de réalisation d'un Parking en ouvrage sur le pôle d'échanges de la Mosson,
- **CONSIDERANT** que, dans ces conditions, il convient de déclarer la procédure adaptée ouverte sus-visée sans suite, en application de l'article 166 du Code des marchés publics,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** La procédure relative à l'attribution du marché n°3.84DEF portant sur les assurances « Responsabilité Civile », « Dommages-Ouvrage » et « Tous Risques » pour la réalisation d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson est déclarée sans suite, pour motif d'intérêt général, conformément à l'article 166 du Code des marchés publics.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision les entreprises ayant participé à la consultation, et à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-506
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc185047AU

Fait à Montpellier, le

31 JUL. 2014

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la déclaration sans suite de la consultation relative  
au marché n°3.A01 portant sur les travaux de construction d'un  
parking d'échanges en ouvrage sur le pôle d'échanges Mosson.**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 10980 du 28 juin 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention de mandat susvisée intégrant dans le périmètre du mandat confié à TaM, les études et la réalisation du parking d'échange en ouvrage Mosson de 1 200 places au total, avec une possibilité d'extension ultérieure à 1 600 places au total,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** la procédure négociée européenne lancée par TaM le 7 janvier 2014, en application des articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des marchés publics, pour l'attribution du marché n°3.A01, décomposé en 7 lots, portant sur les travaux de construction du Parking en ouvrage sur l'emplacement de l'actuel pôle d'échanges de la Mosson, selon une
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de cette procédure dite « restreinte », la phase d'analyse et de sélection des candidatures a été menée à son terme et que les candidats admis ont été invités à remettre une offre avant le 30 avril 2014 à 17h,
- **CONSIDERANT** que les offres réceptionnées dans le délai imparti n'ont pas été ouvertes en Commission d'Appel d'Offres de l'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il a été décidé d'abandonner, en raison de contraintes budgétaires, le projet de réalisation d'un Parking en ouvrage sur le pôle d'échange de la Mosson,

- CONSIDERANT que dans ces conditions il convient de déclarer sans suite la procédure négociée européenne sus-visée, en application de l'article 166 du Code des marchés publics

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** La procédure relative à l'attribution du marché n°3.A01 portant sur les travaux de construction du Parking en ouvrage sur l'emplacement de l'actuel pôle d'échanges de la Mosson est déclarée sans suite.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à informer de cette décision les entreprises ayant remis une offre, et à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-507
Reçue en Préfecture le	0 1 AOUT 2014
Affichée le	0 1 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc185050-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

Mme L. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études "Voiries et Réseaux Divers" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses article 3, alinéa 1<sup>er</sup> et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur à 1 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-502 en date du 23 juillet 2013, relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 14 août 2013, du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-843 en date du 22 janvier 2014, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 04 février 2014, de l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDERANT** la nécessité de mener des études concernant les « Voiries et Réseaux Divers » dans le cadre du mandat d'études précité.

**CONSIDERANT** qu'un marché à procédure adaptée, ouverte sans négociation, a été mis en place, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, afin de sélectionner un prestataire pour mener les études concernant les « Voiries et Réseaux Divers ».

**CONSIDERANT** que l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société « SITETUDES SAS».

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché est conclu avec la société « SITETUDES SAS» dont le siège social est situé au « 31, rue Mazenod - 69426 Lyon ».

**ARTICLE 2** : Ce marché a pour objet de mener des études concernant les « Voiries et Réseaux Divers » dans le cadre du mandat d'études précité.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement.


**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 14 043,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, représentant du mandataire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-508
Reçue en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affichée le	26 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185060-AU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Pour le Président**  
Fait à Montpellier, le 31/8/2014  
Mme C. MARION  
**Catherine DARDE**  
  
1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement  
Economique et Attractivité



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation du diagnostic "Faune, Flore et Habitats" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 3, alinéa 1<sup>er</sup> et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de 42 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur à 1 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-502 en date du 23 juillet 2013, relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 14 août 2013, du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-843 en date du 22 janvier 2014, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 04 février 2014, de l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de mener des études concernant le diagnostic « Faune, Flore et Habitats » dans le cadre du mandat d'études précité,

**CONSIDÉRANT** qu'un marché à procédure adaptée, ouverte sans négociation, a été mis en place, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, afin de sélectionner un prestataire pour mener les études concernant le diagnostic « Faune, Flore et Habitats »,

**CONSIDERANT** que l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société « BIOTOPE »,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché est conclu avec la société « BIOTOPE » située au 22, boulevard Maréchal Foch - BP 58 à 34140 Mèze.

**ARTICLE 2** : Ce marché a pour objet de mener des études concernant le diagnostic « Faune, Flore et Habitats » dans le cadre du mandat d'études précité.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 9 012,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, représentant du mandataire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-509
Reçue en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affichée le	26 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185063 - AU

Fait à Montpellier, le 31/8/2014  
Mme C. MARJON

**Pour le Président**

**Par délégation**

**Catherine DARDÉ**

1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération

Président Délégué de la Commission Politique de la Ville  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement  
Economique et Attractivité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la  
réalisation d'études "Hydrauliques" dans le cadre du mandat d'études  
préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes**

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment ses article 3, alinéa 1<sup>er</sup> et 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 500 000 euros H. T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-502 en date du 23 juillet 2013, relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 14 août 2013, du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-843 en date du 22 janvier 2014, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 04 février 2014, de l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la nécessité de mener des études « Hydrauliques » dans le cadre du mandat d'études précité,

**CONSIDÉRANT** qu'un marché à procédure adaptée, ouverte sans négociation, a été mis en place, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, afin de sélectionner un prestataire pour mener les études « Hydrauliques ».

**CONSIDERANT** que l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société «ANTHEA GROUP»,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché est conclu avec la société « ANTHEA GROUP» dont le siège social est situé à « ZAC du Moulin – 803 Boulevard du Monceau – CS 30602 – 45166 Olivet Cedex».

**ARTICLE 2** : Ce marché a pour objet de mener des études «Hydrauliques» dans le cadre du mandat d'études précité.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois non reconductible.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 25 824,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, représentant du mandataire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-510
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	ENC185076-AU

Fait à Montpellier, le 06 AOUT 2014

Mme C. MARION

**Pour le Président  
Par délégation**

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement  
Economique et Attractivité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Catherine DARDE**

1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la Ville





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation des études "Mobilité et Trafic" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 3, alinéa 1<sup>er</sup> et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 500 000 euros H. T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-502 en date du 23 juillet 2013, relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 14 août 2013, du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-843 en date du 22 janvier 2014, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 04 février 2014, de l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de mener des études « Mobilité et Trafic » dans le cadre du mandat d'études précité,

**CONSIDÉRANT** qu'un marché à procédure adaptée, ouverte sans négociation, a été mis en place, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, afin de sélectionner un prestataire pour mener les études « Mobilité et Trafic »,

**CONSIDERANT** que l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société «INGEROP Conseil et Ingénierie».

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché est conclu avec la société «INGEROP Conseil et Ingénierie» dont le siège social est situé au «168/172, boulevard de Verdun - 92 408 Courbevoie».

**ARTICLE 2** : Ce marché a pour objet de mener des études «Mobilité et Trafic» dans le cadre du mandat d'études précité.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois non reconductible.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 18 930,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, représentant du mandataire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-511
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc185688_AJ

Fait à Montpellier, le **06 AOUT 2014**

Mme C. MARION

**Pour le Président  
Par délégation**

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement  
Economique et Attractivité

Monsieur le Président **certifie** sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Catherine DARDÉ**

1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la Ville





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES, requête n°1403466-4"**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1403466-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juillet 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES tendant à l'annulation de l'opposition à tiers détenteur du 25 juin 2014 émis à son encontre par le Centre des finances publiques Montpellier. Municipale et ce, consécutivement à l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 17 juin 2013.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-513
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc 18517-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

383



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au contrat n°1310-5477 de maintenance du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française)**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU l'acquisition du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française) auprès de la société VEREMES,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce logiciel,
- **CONSIDERANT** que seule la société VEREMES peut réaliser cette prestation au regard de l'exclusivité dont elle dispose,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de maintenance est conclu avec la société VEREMES - 9, rue de la Courregade - 66240 SAINT-ESTEVE.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne la licence du logiciel de modélisation et de gestion des données géographiques du Système d'Informations Géographiques FME (version française) installée à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille huit cent soixante-douze euros T.T.C. (1 872,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-517
Reçue en Préfecture le	31 JUL. 2014
Affichée le	31 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Ime 185137-AV

Fait à Montpellier, le

Mme C. MARION

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée au Développement  
Economique et Attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'este en justice "SARL FG AUTO"**

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de l'assignation par la SARL FG AUTO tendant à indemnisation pour préjudice commercial consécutivement à la construction de la ligne n°3 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-518
Reçue en Préfecture le	0 1 AOUT 2014
Affichée le	0 1 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	SMC185168-AU

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3665CG14 de mission d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des missions d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3665CG14 d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier est passé avec :

- La société SOFRED CONSULTANTS pour le lot 1 « mission d'audit de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon », pour un montant estimatif de 20 800.00 euros HT.
- La société A2A CONSEIL pour le lot 2 « mission d'audit de l'association 'Société de Protection des Animaux' » pour un montant estimatif de 16 845.00 euros HT.

**ARTICLE 2** : Ces marchés concernent des missions d'audits externes pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution de chaque lot est de 3 mois maximum.

**ARTICLE 4** : Le montant total des 2 marchés s'élève à 37 645.00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-519
Reçue en Préfecture le	08 AOUT 2014
Affichée le	08 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc 185171-AU

**Pour le Président**

**Par délégation**

Fait à Montpellier, le

08 AOUT 2014

M. Philippe SAUREL

**Catherine DARDÉ**



1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération

Président Délégué de la Commission Politique de la

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 112 - Commune de Castelnau le Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2014-83, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et milieux aquatiques »,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur et Madame DAVID Pierre domiciliés 11, Allée de Navitau à Castelnau le Lez (34170), Monsieur DAVID Jérôme, domicilié 2 Rue Romain Rolland à Saint Denis à Sainte Clotilde (97490), propriétaires, de la parcelle située commune de Castelnau le Lez, section BL n° 112, d'une contenance totale de 2004m<sup>2</sup> et une superficie de 372m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**CONSIDERANT** que cette partie de parcelle est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Réalisation du Collecteur Est – Secteur Navitau »,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 4 mètres de large tel que reporté sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Monsieur et Madame DAVID Pierre domiciliés 11, Allée de Navitau à Castelnau le Lez (34170), Monsieur DAVID Jérôme, domicilié 2 Rue Romain Rolland à Saint Denis à Sainte Clotilde (97490), propriétaires, de la parcelle située commune de Castelnau le Lez, section BL n° 112, d'une contenance totale de 2004m<sup>2</sup> et une superficie de 372m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de huit mille trois cent cinquante deux euros (8 352€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3:** Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-83 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Pour le Président  
Par délégation**

Décision n°	D2014-526
Reçue en Préfecture le	08 AOUT 2014
Affichée le	08 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc/185186 AU

Fait à Montpellier, le

08 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL

**Catherine DARDE**



1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la Ville

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 112**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° 2014-83, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et milieux aquatiques »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 400m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BL n° 112, d'une contenance totale de 2 004m<sup>2</sup>, sise commune de Castelnau le Lez afin de permettre la mise en œuvre des travaux induit par l'opération « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » - Création de l'intercepteur Est et notamment la traversée du Lez au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois en hiver à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur et Madame DAVID Pierre domiciliés 11, Allée de Navitau à Castelnau le Lez (34170), Monsieur DAVID Jérôme, domicilié 2 Rue Romain Rolland à Saint Denis à Sainte Clotilde (97490), sur une emprise totale de 400m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BL n° 112, d'une contenance totale de 2 004m<sup>2</sup>, sise commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée sans indemnité financière mais subordonnée à la mise en place d'équipements et leur entretien ainsi qu'à la réalisation, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du raccordement au réseau public d'assainissement de l'habitation existante située sur la même parcelle.

**ARTICLE 3** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-83 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-527
Reçue en Préfecture le	1 1 AOUT 2014
Affichée le	1 1 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	IMC 85192-AU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Pour le Président  
Par délégation**

**Catherine DARDÉ**

Fait à Montpellier, le  
1 1 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL



1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de location avec la société EDES, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel Parc du millénaire à Montpellier, parcelle cadastrée RX 32**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion du louages de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A 2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite participer au développement de la filière santé et médicale,
- **CONSIDERANT** que la société EDES, qui a pour activité le développement et la commercialisation d'appareils médicaux, dont le siège social est situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier, a besoin d'un local pour poursuivre son activité,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société EDES.

**ARTICLE 2** : Le contrat porte sur un local d'une superficie de 90,30 m<sup>2</sup>, situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire, sur la parcelle RX32 à Montpellier (34070).

**ARTICLE 3** : Le contrat de location est conclu pour une durée de 1 an à compter de la signature, renouvelable une fois.

**ARTICLE 4** : La location est consentie pour un loyer annuel HT de 7 326,60 euros, soit 8 791,92 euros TTC, payable trimestriellement et d'avance le 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre. Une provision annuelle pour charge de 2 170 euros HT sera versée dans les mêmes conditions que le loyer. .

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Administration Générale, au contentieux et aux Affaires Juridiques », est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-532
Reçue en Préfecture le	11 SEP. 2014
Affichée le	12 SEP. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Ime 185232-AV

Fait à Montpellier, le

11 SEP. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Décision d'ester en justice "EUROFINS IPL SUD"

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1403563-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 juillet 2014 par la société EUROFINS IPL SUD contre le commandement de payer reçu le 10 juin 2014 et, par voie d'exception, le titre exécutoire du 12 décembre 2013 émis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier mettant à la charge de la société EUROFINS IPL SUD la somme de 60 627,51 euros dans le cadre d'un marché public de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, de sols, de boues et de sédiments.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-533
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185218 AV

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL



Pour le Président  
Par délégation  
Catherine DARDÉ

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
Président de la Commission Politique de la Ville

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AX n° 111 et à l'aliénation  
des parcelles AX n° 125 et 126 - Commune de Castelnau le Lez**

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles :
  - d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;
  - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- **VU** l'arrêté n°2014-73, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Aménagement et Urbanisme »,
- **VU** L'avis de France Domaine en date du 29 juillet 2014
- **CONSIDERANT** que la SCI Kermes, appartenant au Groupe Angelotti est propriétaire d'une parcelle cadastrée section AX n°111, d'une contenance de 38m<sup>2</sup> située sur la commune de Castelnau le Lez, au lieu-dit « Allée des Lacs » et que, suite à l'élargissement de l'avenue Georges Frêche, cette parcelle se trouve totalement incluse dans la voirie,
- **CONSIDERANT** qu'au droit de cette même voie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de deux parcelles cadastrées section AX n°125 et 126, d'une contenance respective de 3m<sup>2</sup> et 22m<sup>2</sup>, qui, suite à l'aménagement de voirie se trouvent à l'intérieur du mur de clôture de l'opération immobilière réalisée par la SCCV Redline (Groupe Angelotti). Le mur a été réalisé par la SCCV Redline précitée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, acquiert auprès de la SCI Kermes la parcelle sise commune de Castelnau le Lez, Avenue Georges Frêche, cadastrée section AX n°111, d'une contenance de 38m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Le paiement du prix d'acquisition, dont la valeur vénale est estimée à 875€ par France Domaine, s'effectuera moyennant la cession au profit de la SCI Kermes des parcelles sises commune de Castelnau le Lez, Avenue Georges Frêche, cadastrées section AX n° 125 et 126, d'une contenance respective de 3m<sup>2</sup> et 22m<sup>2</sup>, dont la valeur vénale est estimée à 875 € par France Domaine.

**ARTICLE 3 :** Les frais d'acte seront partagés entre la SCI Kermes et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte notarié afférent et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2014-73 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-534
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	DmC185245-AU

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL



1<sup>er</sup> Vice-Président de la Communauté d'Agglomération  
Président Délégué de la Commission politique de la Ville

Pour le Président  
Par délégation  
Catherine DARDÉ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Décision d'ester en justice "société SEDES"

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société SEDES le 21 mai 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ate et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-539
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc 185252_AU

Fait à Montpellier, le 06 AOUT 2014

M. Philippe SAUREL

**Pour le Président**  
**Par délégation**

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"**

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°14MA02146 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-541
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc 185254-AV

Fait à Montpellier, le **06 AOUT 2014**  
M. Philippe SAUREL

**Pour le Président**  
**Par délégation**  
Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



**Catherine DARDÉ**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles pour l'analyse de la situation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2014-72 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LEVITA dans le domaine « Finances »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché avec un prestataire doté d'une réelle expérience et expertise dans le domaine financier, pour avoir une appréciation de la situation financière de la Communauté d'Agglomération, de ses marges de manœuvre (capacité, gisements d'économie de fonctionnement) et de sa capacité d'investissement à l'horizon 2020,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3694CG14 de prestations intellectuelles est passé avec la société FCL Gérer La Cité – 87 rue Saint Lazare – 75009 PARIS.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne une mission d'analyse de la situation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 22 650.00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Max LEVITA, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-72 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-544
Reçue en Préfecture le	06 AOUT 2014
Affichée le	06 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185261-CC

Fait à Montpellier, le 06 AOUT 2014

M. M. LEVITA

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Finances



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3683CG14 d'étude financière et technique de la délégation de service public "exploitation transport" pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché d'étude financière et technique de la délégation de service public « exploitation transport » pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3683CG14 d'étude financière et technique de la délégation de service public « exploitation transport » pour la CAM est passé avec la société ADE TRANSPORT sise à HOUILLES (78800).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission d'étude et prospective sur l'organisation et le financement de l'exploitation des transports pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

**ARTICLE 3** : La durée de chaque tranche est de 4 mois maximum.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché est estimé à 48 300.00 € H.T, dont 36 350.00 euros HT pour la tranche ferme et 11 950.00 euros HT pour la tranche conditionnelle. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-545
Reçue en Préfecture le	11 AOUT 2014
Affichée le	11 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185273- AU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Pour le Président**

**Par délégation**

**Catherine DARDE**

Fait à Montpellier, le

11 AOUT 2014

M. Philippe SAUREL



1<sup>er</sup> Vice-Président de Montpellier Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la Ville

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3711DF14 d'accompagnement  
de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des  
charges transférées dans le cadre du passage en métropole**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-72 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LEVITA dans le domaine « finances »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché d'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3711DF14 de prestation de services est passé avec la SARL CALIA CONSEIL sise à PARIS.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'accompagnement de la collectivité pour l'évaluation technico-financière des charges transférées dans le cadre du passage en métropole.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 60 428.00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur Max LEVITA Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-72 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-546
Reçue en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affichée le	01 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inic185276-AJ

Fait à Montpellier, le 01 AOUT 2014

M. M. LEVITA



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Finances

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation de la mission "Géomètre" dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur "Saporta" sur la Commune de Lattes.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-502 en date du 23 juillet 2013, relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 14 août 2013, du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-843 en date du 22 janvier 2014, relative à l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 04 février 2014, de l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la nécessité de mener une mission « Géomètre » dans le cadre du mandat d'études précité.

**CONSIDÉRANT** qu'un marché à procédure adaptée, ouverte sans négociation, a été mis en place, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, afin de sélectionner un prestataire pour mener la mission « Géomètre ».

**CONSIDÉRANT** que la présente consultation donne lieu à un marché à prix global et forfaitaire, pour une durée de 24 mois non reconductible.

**CONSIDÉRANT** que l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la « SARL Relief GE ».

**D E C I D E**

406

**ARTICLE 1** : Un marché est conclu avec la société « SARL Relief GE » dont le siège social est situé au « 1, plan du Néma Cat – BP 30 033 – 34 872 Lattes ».

**ARTICLE 2** : Ce marché a pour objet de mener la mission « Géomètre » dans le cadre du mandat d'études précité.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification et a une durée de 24 mois non reconductible.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 42 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, représentant du mandataire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-548
Reçue en Préfecture le	10/09/14
Affichée le	10/09/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc185325-AU

Fait à Montpellier, le 5/09/14

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement  
Economique et Attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Avenant n° 1 à la convention du 19 Août 2013 portant constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau souterrain d'électricité - Domaine de Viviers - Parcelles section C n° 1245 - 1243 - 829 - 420 - 419 - 417 - Commune de Teyran**

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2014-81, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Emploi – TPE & PME – Artisanat et Agriculture »,
- VU la convention de passage en date du 19 Août 2013 au profit de la Société Hérault Energies dont le siège social est situé Chemin de Plaisance – RD 13 – BP 28 – à PEZENAS (34120), autorisant le passage d'un réseau souterrain d'électricité en tréfonds des parcelles sises Commune de TEYRAN, cadastrées section C n° 1245 – 1243 – 829 – 420 – 419 - 417, propriétés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur une longueur totale d'environ 490 mètres ainsi que l'installation de trois coffrets,
- VU le projet d'avenant n°1 à la convention précitée, ayant pour objet la réitération de ladite servitude par acte notarié et prise en charge des frais inhérents par Hérault Energies,
- **CONSIDERANT** que cet avenant est nécessaire à la réitération de la servitude par acte notarié,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se rapprochera d'une étude notariale pour la rédaction de l'acte de servitude à intervenir.

**ARTICLE 2 :** Les frais d'acte seront pris en charge par Hérault Energies.

**ARTICLE 3 :** Les autres conditions de la convention du 19 Août 2013 restent inchangées.

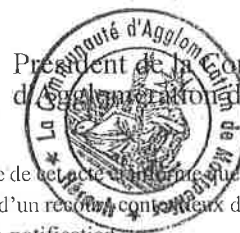
**ARTICLE 4 :** Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention d'occupation précaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-81 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-550
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc185388 AU

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL

**Pour le Président**  
**Par délégation**  
**Catherine DARDÉ**



Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
1<sup>er</sup> Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
Président Délégué de la Commission Politique de la Vallée

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Création d'une sous-régie de recette auprès de la  
Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola**

- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la décision n°2006-383 modifiée, en date du 13 juillet 2006 portant création d'une régie de recettes à la Médiathèque Centrale Emile Zola, située 218 boulevard de l'Aéroport International de Montpellier.
- **VU** l'avis conforme du 5 août 2014, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour garantir la continuité du service public et offrir aux usagers un service élargi hors les murs, il est nécessaire que le réseau des médiathèques puisse assurer des inscriptions et ventes diverses, dans l'espace territorial de la Communauté d'Agglomération, lors de manifestations telles que l'Antigone des Associations, la Comédie du Livre, ou autres événementiels.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Il est institué une sous régie de recettes auprès de la Médiathèque Centrale Emile Zola, située 218 boulevard de l'Aéroport International de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La sous-régie encaisse les produits suivants :

- Toutes inscriptions au réseau des médiathèques ainsi que les ventes de cartes postales, catalogues et affiches, effectuées dans le cadre de manifestations extérieures.

**ARTICLE 3 :** Les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires.

Ces produits sont perçus contre remise à l'usager d'une facture éditée sur place.

**ARTICLE 4 :** Le montant maximum de l'encaisse que le sous régisseur est autorisé à conserver est fixé à 700,00 €.

**ARTICLE 5 :** Le sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 4, et à la clôture de la manifestation.

**ARTICLE 6 :** Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes à la clôture de la manifestation.



**ARTICLE 7:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-551
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc185494-AU

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL

Pour le Président  
Par déléguation  
Catherine DARDÉ



1<sup>er</sup> Vice-Président de la Communauté d'Agglomération  
Président Délégué de la Commission Politique de la Communauté d'Agglomération

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'attribution du marché n°3763TV14 de préparation  
à la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

**CONSIDERANT** qu'en tant qu'exploitant du réseau de tramway, la société TAM est la seule qui dispose de l'outillage et de la capacité de réaliser les opérations de mise au design «multiligne» de 2 rames de tramway Citadis 302, appartenant déjà au parc existant, sans altérer les conditions d'exploitation du réseau.

**CONSIDERANT** que compte tenu de cette situation un marché avec la société TAM peut être conclu selon une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité en application des articles 146.IV et 144.II.3° du Code des marchés publics.

**D E C I D E . . .**

**ARTICLE 1** : Le marché n°3763TV14 de préparation à la mise au design « multiligne » de 2 rames de tramway Citadis 302, appartenant au parc existant, est passé avec l'entreprise TaM.

**ARTICLE 2** : Le marché n°3763TV14 est un marché à prix global et forfaitaire d'un montant de 49 817,84 € HT.

**ARTICLE 3** : Le marché est passé pour une durée de 1 mois à compter du début de la première période de trafic réduit intervenant après la notification du marché.

**ARTICLE 4** : Madame Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente déléguée aux Transports et à la Mobilité, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-552
Reçue en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affichée le	25 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 85508-AU

Fait à Montpellier, le

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p, SP n° 45, SP n° 48p et SV n° 10p -Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- **VU** l'arrêté n°A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- **VU** le compromis de vente en date du 4 avril 2014 par lequel l'Indivision DE SAPORTA accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une superficie de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m<sup>2</sup> et SV n°10p d'une superficie de 526 m<sup>2</sup> situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier,
- **VU** la décision n°D2014-374 du 10 juin 2014,
- **VU** l'avis de France domaine en date du 25 avril 2014,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'acquérir les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une superficie de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m<sup>2</sup> et SV n°10p d'une superficie de 526 m<sup>2</sup> situées hors périmètre de la DUP réserve foncière « Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV » mais nécessaire à la réalisation du quartier gare TGV, ,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n° D2014-374 du 10 juin 2014 est abrogée.

**ARTICLE 2** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision DE SAPORTA, des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une superficie de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m<sup>2</sup> et SV n°10p d'une superficie de 526 m<sup>2</sup> situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le prix d'acquisition est de six cent soixante-quatorze mille cent euros (674 100 euros), toutes indemnités confondues.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée dans le domaine Urbanisme et Aménagement est autorisée à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-554
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 18554-AU

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL

**Pour le Président  
Par délégation**

**Catherine DARDÉ**



**Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**  
**Président Délégué de la Commission Politique de la Ville**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux  
parcelles section AW n° 62 et 179 - Commune de Castelnau le Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2014-83, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et milieux aquatiques »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 647m<sup>2</sup>, en nature de places de stationnement de supermarché (25 places), sur les parcelles cadastrées section AW n°62 et 179, d'une contenance totale de 1 587m<sup>2</sup>, sises commune de Castelnau le Lez, afin de permettre la mise en œuvre des travaux induit par l'opération « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » - pose de la canalisation de l'intercepteur Est avenue de la Pompignane à Montpellier et Castelnau le lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois, de novembre 2014 à mars 2015, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SCI COUSINS, domiciliée ZA du Port de Pêche, 60B rue des Moussaillons au Grau du Roi (30240), représentée par Monsieur Luc FROMENTAL, pour une emprise de 647m<sup>2</sup>, correspondant à 25 places de stationnement pour le supermarché voisin, sur les parcelles cadastrées section AW n° 62 et 179, d'une contenance totale de 1 587m<sup>2</sup>, sises commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 3** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de vingt deux mille cinq cent euros (22 500 €).

**ARTICLE 4** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2014-83 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-555
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc 185576 AU

Fait à Montpellier, le  
12 AOUT 2014  
M. Philippe SAUREL

**Pour le Président**  
**Par délégation**  
**Catherine DARDE**



1er Vice-Président  
Président Délégué à la Commission Technique de la

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition de la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol pour l'Assemblée Générale du club des supporters du Montpellier Handball, l'association BLUE FOX;**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et traditions »,
- **CONSIDERANT** la demande de l'association des supporters du Montpellier Handball dénommée les « BLUE FOX » pour tenir leur Assemblée Générale dans la salle B. KARABATIC au Palais des Sports René Bougnol le samedi 6 septembre 2014,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention avec l'association BLUE FOX pour cette mise à disposition,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association BLUE FOX pour la mise à disposition de cette installation.

**ARTICLE 2** : La mise à disposition concerne la salle B. KARABATIC du Palais des Sports René Bougnol en vue de l'Assemblée Générale de cette association.

**ARTICLE 3** : Cette mise à disposition se fera le samedi 6 septembre 2014 de 17h à 1h00 du matin.

**ARTICLE 4** : Cette convention stipule que la mise à disposition sera effectuée à titre gratuit et que l'association BLUE FOX assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et prendra à sa charge la communication de l'évènement.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-80 du 25/10/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-557
Reçue en Préfecture le	12 AOUT 2014
Affichée le	12 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Dmc 18.5552-AU

Fait à Montpellier, le 12 AOUT 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
aux Sports et Traditions



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'este en justice "part variable du régime indemnitaire"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1304650-3 près le Tribunal administratif de Montpellier le 4 octobre 2013 par Madame Jacqueline Bouvot, agent de la Communauté d'Agglomération de Montpellier contre l'arrêté n°2013-4639 du 31 juillet 2013 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne lui accordant pas la part variable du régime indemnitaire au titre de l'année 2012.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-558
Reçue en Préfecture le	26 AOUT 2014
Affichée le	27 AOUT 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185652-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SOCIETE A+ ARCHITECTURE"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°14MA02663 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 juin 2014 par la Société A+ ARCHITECTURE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A+ ARCHITECTURE, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface du jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-577
Reçue en Préfecture le	08 SEP. 2014
Affichée le	09/09/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185903 AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

08 SEP. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SILKAN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération n° 12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2014 au sein MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,
- **CONSIDERANT** que la société SILKAN a sollicité la Communauté d'Agglomération pour prendre à bail des locaux au sein du MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de la société SILKAN répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

DECIDE

**ARTICLE 1:** Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SILKAN pour les bureaux situés au MIBI – 672, rue du Mas de Verchant – 34 000 MONTPELLIER répertoriés B1.2, B1.3, B1.4 et B1.5 situés au premier étage du MIBI et pour une surface totale de 94,60m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2:** La convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 août 2017. La convention est renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

**ARTICLE 3:** La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 94,60m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à ce jour à 1 271,42 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 4:** La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 5:** Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée au développement économique et l'attractivité, est habilitée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-578
Reçue en Préfecture le	1 1 SEP. 2014
Affichée le	1 2 SEP. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1859 24-AU

Fait à Montpellier, le 1 1 SEP. 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "MOURIES Emily"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1403998-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2014 par Madame Emily MOURIES contre la décision du 25 juin 2014 du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de rejet du recours gracieux en date du 29 avril 2014 relatif à la demande d'allocation chômage de Madame MOURIES.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-579
Reçue en Préfecture le	1 1 SEP. 2014
Affichée le	1 2 SEP. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185930 -AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SOCIETE ATE requête n°14MA02662 CAA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La décision n°2014-541 traitant du même objet est abrogée.

**ARTICLE 2 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°14MA02662 près la Cour Administrative de Marseille par la société ATE le 6 juin 2014 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 4 avril 2014 condamnant la SARL A +, la SARL SEDES, la SARL ATE et la SARL ARTEBA à verser la somme de 490 088,88 euros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des désordres subis dans le cadre d'un marché de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier.

**ARTICLE 3 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-580
Reçue en Préfecture le	11 SEP. 2014
Affichée le	12 SEP. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 185932 Au

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



11 SEP. 2014

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**



<b>Arrêté n°2013-42 :</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE (S.E.R.M.) CHAUFFERIES dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	428
<b>Arrêté n°2013-57 :</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MONTPELLIER SUPAGRO dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	436
<b>Arrêté n°2013-62:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement LATINA SEMCO ENGEEERING dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	444
<b>Arrêté n°2013-63:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER NOE dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	451
<b>Arrêté n°2013-64:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INSTALLATION DE STOCKAGE DES DECHETS NON DANGEREUX DU THÔT (ISDND THÔT) dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	457
<b>Arrêté n°2013-65:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX DE CASTRIES (ISDND) dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	463
<b>Arrêté n°2013-66:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	469
<b>Arrêté n°2014-6:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement LAVERUNE PRODUCTION SNC dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	475
<b>Arrêté n°2014-7 :</b> Autorisation de déverser les eaux usées non domestiques de l'Établissement UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2014 à 2016	481
<b>Arrêté n°2014-8:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SCV LA VIGNERONNE (CAVE COOPERATIVE DE PIGNAN) dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	488
<b>Arrêté n°2014- 9:</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CENTRE DE REEDUCATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE (CRIP) (GROUPE UGECAM LR-MP) dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	494

	<i>Pages</i>
<b>Arrêté n°2014-120 :</b> Délégation de signature accordée à M. PELLET relative aux produits agricoles, viticoles et fêtes afférentes	500
<b>Arrêté n°2014-121:</b> Limites de l'exercice de la délégation de Mme JANNIN	501
<b>Arrêté n°2014-122 :</b> Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019	503
<b>Arrêté n°2014-124 :</b> Délégation de signature est donnée à Monsieur BONNAL pour la période du 16 au 31 août à l'effet de signer les décisions mentionnées au point 4 "commande publique" de la délibération n°12 201 du 22 avril 2014. cette délégation est donnée en cas d'absence ou d'empêchement des vice-présidents concernés et compte tenu de l'absence concomitante de Mme C. Darde 1ère Vice-présidente et de de Monsieur C Fina DG	509
<b>Arrêté n°2014-125 :</b> portant exclusion de Monsieur Olivier SIKRHA, ex-usager n°1572009, du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à compter de l'affichage sur site, du présent arrêté pour une durée de douze mois conformément aux dispositions de article 60 du règlement intérieur des médiathèques	511
<b>Arrêté n°2014-126 :</b> portant exclusion du réseau des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de M. Djamel SAHRAOUI	513
<b>Arrêté n°2014-130 :</b> Délégation de signature est accordée à Monsieur Max LEVITA pour tout acte relatif à l'exécution de l'opération globale de refinancement précitée auprès de la Caisse Française de Financement Loca	515
<b>Arrêté n°2014-133 :</b> Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades de Rédacteur et d'Assistant de Conservation Principal 2ème Classe	517



## **LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques  
de l'Établissement SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION  
MONTPELLIERAINE (S.E.R.M.) CHAUFFERIES dans le système de  
collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L.2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- **Vu** l'arrêté n°A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des milieux aquatiques,
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **Vu** la demande de l'établissement SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE ;
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 28/07/2011 et les arrêtés préfectoraux en date du 21/10/1987 (Antigone), 17/09/1999 (Polygone), 16/06/2000 (Port Marianne) ;
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

**Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

**Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SERM Chaufferies,  
dont le siège social est situé à 45 Place Ernest Granier – Bâtiment Etoile Richter – CS 29502-34960 Montpellier Cedex 2,  
représenté par Monsieur Thierry LAGET, en qualité de Directeur Général,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 462 800 160
- N° SIRET : 00147 (Port Marianne), 00139 (Polygone), 00121 (Antigone), 00071 (Ernest Granier)
- Code NAF : 652 C

L'Etablissement SERM Chaufferies comprend sept sites concernés par le présent arrêté :

Centrale Antigone,  
Centrale Ernest Granier (Etoile Richter),  
Centrale Polygone,  
Centrale Port Marianne (Odysseum),  
Centrale Arche Jacques Cœur,  
Centrale Bois des Universités,  
Central Parc Marianne.

Ces entités sont implantées sur les parcelles dont les références postales et cadastrales sont :

Entité	Adresse postale	N° Parcelles
Antigone	Allée de Corfou	CN 209, 246, 248
Ernest Granier (Etoile Richter)	45 place Ernest Granier	SA 248
Polygone	Rue de Valençay	HK 0008
Port Marianne (Odysseum)	50 Avenue Nina Simone	SK 0015
Arche Jacques Cœur	222 Place Ernest Granier	SB 100
Bois des Universités	Avenue du Professeur Emile Jeanbreau	AS 0025
Parc Marianne	Rue Andy Warhol	SD 0150, 0152, 0157

L'Etablissement SERM Chaufferies est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Production et Transformation d'Energie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Production de chaleur,
- Production de froid,
- Production d'électricité.

dans le réseau séparatif ou unitaire, via des branchement situés :

Entité	Point de rejet dans le réseau collectif d'assainissement
Antigone	Rue du moulin de Semalen
Ernest Granier	45 place Ernest Granier et rue Brumaire
Polygone	Rue de Valençay
Port Marianne	50 Avenue Nina Simone
Arche Jacques Cœur	Rue de Famagouste
Bois des Universités	Avenue du Professeur Emile Jeanbreau
Parc Marianne	Rue Andy Warhol

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2921	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Déclaration (E. Granier)
2921	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Autorisation (Antigone, Polygone, Port Marianne)
2920	Réfrigération, compression	Autorisation (Antigone, Polygone, Port Marianne)
2910	Installations de combustion	Autorisation (Antigone, Polygone, Port Marianne, Bois des Universités)
1530	Dépôts de bois ou matériaux combustibles	Autorisation (Bois des Universités)

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux milieux aquatiques, Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant »

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Le présent arrêté précisera distinctement les prescriptions techniques particulières pour chaque site et entité excepté pour :

- Centrale Arche Jacques Cœur : chaufferie gaz, production de chaleur et de réfrigération, système de climatisation,
- Centrale Bois des Universités : chaufferie bois et gaz, production de chaleur,
- Central Parc Marianne : chaufferie gaz, production de chaleur.

Pour lesquels il n'y aura pas de prescriptions techniques particulières spécifiques tant que les très faibles volumes et la qualité des rejets restent inchangés (Arche Jacques Cœur, Parc Marianne) et par la spécificité du raccordement au réseau (Bois des Universités). En effet, les effluents de la centrale Bois des Universités se rejettent dans le réseau de l'Université Montpellier II. La centrale appartient à cet établissement mais il est géré par la SERM.

Pour la centrale Bois des Universités, la pétitionnaire devra transmettre à la communauté d'Agglomération de Montpellier les résultats des analyses effectuées dans le cadre de l'auto surveillance ICPE (DREAL).

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement SERM Chaufferies doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SERM Chaufferies, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Cette redevance concerne les entités suivantes :

- Ernest Granier (Etoile Richter),
- Polygone,
- Port Marianne (Odysseum),
- Antigone.

Concernant la centrale Ernest Granier (Etoile Richter), des travaux de déconstruction de la Tour Aéroréfrigérante (TAR) sont prévus. Ce système de réfrigération sera remplacé par un groupe froid (eau-air) qui, ne générera pas d'effluent autre que domestique. Une fois les travaux réalisés, cet établissement, ne rejetant plus d'effluents autres que domestiques, ne sera donc plus assujetti à la redevance sur les rejets industriels. La facturation de cette entité s'arrêtera à réception d'un courrier de l'établissement par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les 2 autres centrales :

- Arche Jacques Cœur
- Parc Marianne

de par la qualité et les faibles volumes de rejets sont assimilées à des rejets domestiques et ne sont pas assujettis au paiement de la redevance relatifs aux rejets non domestiques.

La dernière centrale :

- Bois des Universités

Ces effluents sont rejetés directement dans le réseau interne de l'Université Montpellier 2. La facturation est donc comprise dans la redevance relative aux rejets non domestiques de l'établissement Université Montpellier 2.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement SERM Chauffage désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SERM Chauffage devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement SERM Chauffage et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement SERM Chauffage s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

#### 6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SERM Chaufferies, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SERM Chaufferies de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SERM Chaufferies sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.



Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de

l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2013-42
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc - 159178 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

Conseiller Communautaire, délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de  
l'Établissement MONTPELLIER SUPAGRO dans le système de collecte  
et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R 2224-19-6,
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2,
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14,
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes,
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité,
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n°116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage,
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques,
- **Vu** la demande de l'établissement MONTPELLIER SUPAGRO reçue le 30/12/2010,
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval,
- **Vu** la délibération n°12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- **Vu** l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant,

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée,

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO,  
dont le siège social est situé à 2 Place Pierre Viala à Montpellier 34060,  
représenté par Monsieur Etienne LANDAIS, en qualité de Directeur d'établissement,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N°SIRET :130 002 793 00011
- Code APE :803 Z Enseignement Supérieur

L'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO comprend trois sites concernés par le présent arrêté :

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires :

1) **Site La Gaillarde** qui comprend 5 entités : (INRA, SUPAGRO, CNRS, Pépinière d'entreprises, UM2)  
situé 2 Place Pierre Viala à Montpellier 34060,  
implantés sur les parcelles dont les références cadastrales sont : KO 1, 2 et 181, KM 217, KP 291 et 299 et KT 349.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre International d'études supérieures et de recherches en sciences agronomiques pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de recherches végétales,
- Salles de travaux pratiques,
- Locaux techniques et chaufferies,
- Restaurant,
- Serres d'expérimentation, etc.

dans le réseau séparatif, via huit branchements situés rue de la Croix de las Cazes, avenue du Professeur Louis Ravas, rue Henri Mares, avenue d'Assas à Montpellier,  
dans le réseau unitaire, via six branchements situés avenue de l'Agriculture, avenue de La Gaillarde et rue de las Sorbes.

2) **Site Lavalette** qui comprend 5 entités (GEVES, IWRA, VERSEAU, CRBM, SUP AGRO)

situé 900 rue Jean François Breton à Montpellier 34060,  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont :

Montpellier: AK 1, 8, 20, 21, 26, 39, 41, 43, 46, 49, 184, 185, 187, 190, 196  
Clapiers: BS 129, 136, BV 14, 27, 53, Bx 2, 3, 5, 16, 20, BY 143  
Montferrier: AA 24, 30

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : Centre International d'études supérieures et de recherches en sciences agronomiques pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de recherches végétales et animales (y compris animalerie),
- Locaux techniques et chaufferies,
- Cultures céréalières,
- Ateliers, stockage d'engins agricoles, etc.

dans le réseau séparatif, via deux postes de refoulement privés situés le long de la Lironde et dont le branchement est avenue Agropolis,

### **3) Site Institut des Régions Chaudes (IRC)**

situé 1101 avenue Agropolis à Montpellier 34060,  
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AT 78,

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : Centre International d'études supérieures et de recherches en sciences agronomiques pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Salles d'enseignement,
- Bureaux.

dans le réseau séparatif, via deux postes de refoulement privés situés le long de la Lironde et dont le branchement est avenue Agropolis,

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux Milieux Aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Régional, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement MONTPELLIER SUPAGRO doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

L'entité, de l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO, qui est soumise à la redevance des rejets non domestiques est la suivante :

- Site La Gaillarde pour les points de rejets suivants :
  - Point de rejet n°1 (Bâtiments 7, 21, 22, 23 et 24)
  - Points de rejet n°2 (Bâtiments 8, 9, 11, 25 et 26)
  - Points de rejet n°3 (Bâtiments 27 et 28)
  - Points de rejet n°4 (Bâtiments 29, 31, 32, 37 et serre 37)
  - Point de rejet n°5 (Bâtiment 33)
  - Point de rejet n°8 (Bâtiment 12)
  - Point de rejet n°8 bis (Bâtiment 13)

En revanche les points de rejets suivants :

- Point de rejet n°6 (Bâtiment 34)
- Point de rejet n°7 (Bâtiments 1, 2, 3, 4 et 6)
- Point de rejet n°17 (Lotissement Résidence des étudiants)
- Point de rejet n°9 (Bâtiments 20)
- Point de rejet n°12 (Bâtiment 19)
- Point de rejet n°11 (Bâtiments 15 et 16)
- Point de rejet n°10 (Bâtiments 14, 17 et 18)

sont assimilés à des rejets assimilés domestiques et ne sont pas soumis à la redevance des rejets non domestiques. Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Les entités suivantes :

- Site Lavalette,
- Site Institut des Régions Chaudes (IRC),

sont autorisés par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO devra en informer le Maire de la commune de MONTPELLIER et le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Maire de la commune de MONTPELLIER et du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la commune MONTPELLIER et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de MONTPELLIER et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement.

Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement MONTPELLIER SUPAGRO sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de MONTPELLIER et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.



Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2013-57
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc - 171798 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014



Conseiller Communautaire délégué à  
l'Eau et Milieux Aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de  
l'Établissement LATINA SEMCO ENGEEERING dans le système de  
collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n°116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage ;
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement LATINA SEMCO ENGEEERING;
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- **Vu** l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des milieux aquatiques,
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING,  
dont le siège social est situé au 625 Rue de la croix verte, Parc Euromédecine à Montpellier 34196 Cedex 5, représenté par Madame Véronique Charrier, en qualité de Directeur Adjointe,  
situé au 395, rue Louis Lépine -Le Millénaire- 34000 Montpellier, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : RT 71, 73, 75, 76, (copropriété avec la société ENTEGRIS CLEANING PROCESS-ECP) ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Industrie métallurgie pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication de semelles électrostatiques,
- Développement de procédés pour l'industrie photovoltaïque,
- Fabrication en petites séries de cellules solaires sur silicium,
- Fabrication de fours et brûleurs,
- Fabrication d'articles de robinetterie,

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 395, rue Louis Lépine -Le Millénaire- 34000 Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 339 587 941 00024
- Code NAF : 2899 B (Fabrication d'autres machines spécialisées)
- Code APE : 292 A

L'établissement LATINA SEMCO ENGEEERING abrite dans ses locaux ses filiales suivantes :

#### IRYSOLAR

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication de composants électroniques (Industrie électrique et électronique)

Les références de l'Etablissement sont :

- Code NAF: 2611Z

#### QUALIFLOW THERM

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication de fours et brûleurs,

Les références de l'Etablissement sont :

- Code NAF : 2821Z

#### QUALIFLOW

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication d'articles de robinetterie,

Les références de l'Etablissement sont :

- Code NAF : 291F

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
2565(2b)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces.	Déclaration

	Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	
2565(3)	Rubrique 2565 avec traitement en phase gazeuse ou autres traitements sans mise en œuvre de cadmium	Déclaration
1111(2c)	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux milieux aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

### 2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement LATINA SEMCO ENGEEERING doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération. La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

#### 6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement LATINA SEMCO ENGEEERING sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit : de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.



En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2013-62
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc-175168-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014

Conseiller Communautaire, délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de  
l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER NOE dans le système de collecte  
et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6,
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2,
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14,
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes,
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité,
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de la commune de Villeneuve les Maguelone adopté par la délibération n° 6264 du Conseil de Communauté du 21/12/2004 approuvant l'avenant 4 au contrat d'affermage,
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques,
- **Vu** la demande de l'établissement COMPLEXE ANIMALIER reçue le 12/10/2009,
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 02/09/2011 et de l'arrêté préfectoral en date du 21/10/2008,
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval,
- **Vu** la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- **Vu** l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des milieux aquatiques,

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant,

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée,

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER,

dont le siège social est situé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 50 Place Zeus CS 39556 à Montpellier 34961 Cedex 2,

- représenté Monsieur Philippe SAUREL, en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- représenté, par délégation, par Monsieur Jean-François AUDRIN, en qualité de conseiller communautaire délégué à la protection des animaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission de l'Environnement,

- situé au lieu dit "le carré du Roi" RD 185 à Villeneuve-lès-Maguelone 34750,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AW 183, 187, 189,

ci-après désigné « l'Etablissement »,

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Fourrière et refuge pour animaux pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé en bord de parcelle AW 189 sur la RD 185 au lieu dit "le carré du Roi" à Villeneuve-lès-Maguelone 34750.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Transit, garde, fourrière, élevage et soins pour animaux

Les références de l'Etablissement sont : N° SIRET : 776 054 355 00081

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2120	Etablissement d'élevage, vente, transit ... de chiens	Autorisation

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL ou le Vice Président délégué à l'Eau et aux milieux aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux, située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur

Région Sud, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement COMPLEXE ANIMALIER doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour

le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement COMPLEXE ANIMALIER sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de

l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2013-63
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc - 175538 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014

Conseiller Communautaire, délégué à  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INSTALLATION DE STOCKAGE DES DECHETS NON DANGEREUX DU THÔT (ISDND THÔT) dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les communes de Lattes et Pérols adopté par la délibération du Conseil Communautaire du vingt un avril 2011 et avec prise d'effet au 1er janvier 2012 ;
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement ISDND THÔT;
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 06/09/2012 et l'arrêté préfectoral en date du 19/12/2005 : prescription des mesures de suivi post-exploitation de l'installation;
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- **Vu** l'arrêté n°2012-23 du 10 avril 2012 par lequel Monsieur Louis Pouget a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement.
- **Vu** l'arrêté n°A2012-35 du 29 mars 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

457



- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

#### ARRETE

##### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement INSTALLATION DE STOCKAGE DES DECHETS NON DANGEREUX DU THÔT (ISDND THÔT),

dont le siège social est situé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 50 Place Zeus CS 39556 à Montpellier 34961 Cedex 2,

- située RD 185 à Lattes 34000,

- représenté Monsieur Jean Pierre MOURE, en qualité de Président de l'Agglomération de Montpellier,

- représenté, par délégation, par Monsieur Christian VALETTE, en qualité de Vice-président de l'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission de l'Environnement,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AE 130 et 133,

ci-après désigné « l'Etablissement »,

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : décharge d'ordures ménagères, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement au Poste de Relevage « PR des Jardins de Maguelone » à lattes.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Production d'électricité à partir de biogaz capté,
- Collecte et stockage de lixiviats.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 243 400 017 0022

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
322-B2	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains	Autorisation
322-A	Stations de transit d'ordures ménagères , à l'exclusion des déchetteries	Autorisation

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre MOURE, ou son Vice Président délégué dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement Monsieur Louis POUGET, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Lattes a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Jean-Pierre BUCHOUD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ». Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement ISDND THÔT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement ISDND THÔT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement.

## **Article 4 : DURÉE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement ISDND THÔT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement ISDND THÔT devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement ISDND THÔT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement ISDND THÔT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux et journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement ISDND THÔT, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant la déclaration du dysfonctionnement. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement ISDND THÔT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement ISDND THÔT sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible

à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2013-64
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc-175548-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

27 AOUT 2014

Conseiller Communautaire délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement  
INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX DE CASTRIES  
(ISDND) dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération  
de Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L.2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L1331-10 et L1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les communes de Lattes et Pérols adopté par la délibération du Conseil Communautaire du vingt un avril 2011 et avec prise d'effet au 1er janvier 2012 ;
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement ISDND ;
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 02/09/12 et du CODERST du 31/10/13 ;
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;
- **Vu** l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX DE CASTRIES (ISDND),

dont le siège social est situé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 50 Place Zeus CS 39556 à Montpellier 34961 Cedex 2,

- situé au Lieu dit l'Arbousier Ouest, route départementale n°21 à Castries,

- représenté par Monsieur Philippe SAUREL, en qualité de Président de l'Agglomération de Montpellier

- représenté, par délégation, par Monsieur Cyril MEUNIER, en qualité de Vice-président de l'Agglomération de Montpellier et Président de la Commission de l'Environnement,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont D1 109 et D 148

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, via un dépotage dans la station d'épuration MAERA de Lattes ou / et la station d'épuration de Baillargues, Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Collecte et stockage de lixiviats, (2 casiers)

- Traitement des lixiviats.

Les références de l'Etablissement sont :

N° SIRET : 243 400 017 0022

Code NAF : 3821 Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
2760	Installation de stockage de déchets non dangereux	Autorisation
3540	Installation de stockage de déchets non dangereux	Autorisation

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux Milieux Aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Lattes a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement ISDND doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement ISDND dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement ISDND désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement ISDND devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement ISDND et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.



L'Etablissement ISDND s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement ISDND, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement ISDND de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement ISDND sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés

et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s),  
ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2013-65
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc-175559-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014

Conseiller Communautaire, délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement  
LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES dans le système de collecte  
et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saussan et St Georges d'Orques adopté par la délibération n° 7385 du Conseil de Communauté du vingt deux décembre 2006 approuvant le contrat de DSP secteur Ouest ;
- Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES ;
- Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;
- Vu l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

**-Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES, dont le siège social est situé au 21 Avenue de Montpellier à Saint Georges d'Orques 34680, représenté par Monsieur Robert VIDAL en qualité de Président, situé à au 21 Avenue de Montpellier à Saint Georges d'Orques 34680, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AH 23 et AA 105 (lagunage privé : bassin d'évaporation de 6000 m<sup>2</sup>), ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées uniquement domestiques, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 21 Avenue de Montpellier à Saint Georges d'Orques 34680,

Ces activités de Cave coopérative vinicole comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réception des vendanges,
- Vinification traditionnelle : fermentation alcoolique, macération malolactique,
- Thermovinification macération à chaud pour les raisins rouges,
- Mise en bouteille ou tout autre contenant,
- Expédition
- Traitement des effluents par lagunage privé.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 74 776 077 265
- N° SIRET : 74 776 077 265 00010
- Code APE : 1102 B

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2251	Préparation, conditionnement de vins	Autorisation
2920	Installation de compression	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux Milieux Aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné, comme délégataire du service public d'assainissement, l'entreprise SDEI - Lyonnaise des Eaux dont le Centre Régional sis au 12, route de Bessan à Marseillan 34340 dont le siège social est : ZI du Capiscol, 8 rue Evariste Galois 5 à Béziers 34530 cedex, représentée par sa Directrice Régionale, Madame Jany ARNAL, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée «l'Exploitant».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

### **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

#### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traçabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,

- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,

- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES, dont le déversement des eaux usées uniquement domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES est d'ordre domestique. Ses rejets autres que domestiques sont évacués sur un bassin privé d'évaporation.

Si la qualité des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement LES CAVES DE SAINT GEORGES D'ORQUES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit : de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant : informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.



La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2013-66
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc - 175694 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014

Conseiller Communautaire délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## **LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques  
de l'Etablissement LAVERUNE PRODUCTION SNC  
dans le système de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de  
Montpellier aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement des communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saussan et St Georges d'Orques adopté par la délibération n° 7385 du Conseil de Communauté du 22/12/2006 approuvant le contrat de DSP secteur Ouest ;
- Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC PRODUCTION ;
- Vu l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 19/12/2013 et des arrêtés préfectoraux en date du 9/07/2007 ;
- Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;
- Vu l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

-**Considérant que** l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

-**Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC,  
situé Route de Saint Georges d'Orques à Laverune 34880,  
représenté par Monsieur BARBUGIAN Gianpietro, en qualité de Directeur,  
implanté sur la(es) parcelle dont les références cadastrales sont : BT 04, 21, 22, 72, 73, 74 et 75  
(Mas de Boniol),

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Torréfaction de café, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Torréfaction de café,
- Conditionnement de café en paquet et en dosette.

dans le réseau séparatif, via deux branchements situés Route de Saint Georges d'Orques à Laverune 34880.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 397 482 928
- N° SIRET : 397 482 928 000 17
- Code NAF : 10 83 2

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1510-2	Entrepôts couverts	Autorisation
2220-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires	Autorisation
2920-2-a	Réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa	Autorisation
2910-A-2	Combustion	Déclaration
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux Milieux Aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné, comme délégataire du service public d'assainissement, l'entreprise Lyonnaise des Eaux dont l'Entreprise Régionale sise au 8 rue Evariste Galois, ZI du Capiscol à Béziers 34500 cedex et son Agence est au 12 route de Bessan à Marseillan 34340, représentée par sa Directrice Régionale, Madame Jany ARNAL, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.  
En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

## **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les

caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement MONDELEZ LAVERUNE PRODUCTION SNC sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible

à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant : informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de

l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2014-6
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 178426 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014

Conseiller Communautaire, délégué à  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Autorisation de déverser les eaux usées non domestiques de l'Établissement UNITÉ  
DE MÉTHANISATION AMETYST dans le système de collecte et de traitement  
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2014 à 2016**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement des communes de Montpellier et Juvignac adopté par la délibération n° 116 du Conseil Municipal du 1er/09/1997 approuvant l'avenant 3 au contrat d'affermage
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement UNITE DE METHANISATION AMETYST ;
- **Vu** l'avis favorable de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 18 août 2011 et l'arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2006 ;
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL et de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vices Présidents de la Communauté d'Agglomération,
- **Vu** l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des milieux aquatiques,
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;



- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST,  
dont le siège social est situé à la Communauté Agglomération de Montpellier 50 Place Zeus – CS 39556 à Montpellier 34 961 Cedex 2,  
- situé 230 rue Raymond Recouly – ZAC Garosud – CS 80040 à Montpellier 34 078 Cedex 3,  
- représenté Monsieur Philippe SAUREL, en qualité de Président de l'Agglomération de Montpellier,

- représenté, par délégation, par Monsieur Cyril MEUNIER, en qualité de Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier délégué à l'Environnement,  
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OE 198  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Tri Mécano Biologique - Méthanisation, pour une période de 2 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 230 rue Raymond Recouly – ZAC Garosud – CS 80040 à Montpellier 34 078

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Tri Mécano Biologique,
- Méthanisation,
- Compostage,

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 501 717 615 00022
- Code NAF : 751 A

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumise à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité Installations de traitement de déchets ménagers	Capacité Unité de traitement de : - déchets résiduels : 170 000 T/an - biodéchets : 33 000 T/ an comprenant des opérations de : - transit, tri et préparation (2716 et 2782) - méthanisation (2781) - maturation et affinage (2780) + utilités	Régime
2716	Installation de transit, regroupement ou <b>tri</b> de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations [...], le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Réception, préparation et tri Fosse OM (hall 4) : 2 500 m <sup>3</sup> + 1 000 m <sup>3</sup> en gerbage de manière exceptionnelle Aire biodéchets (hall 6) : 900 m <sup>3</sup> 2 chaînes de tri automatisées	A
2782	Installations mettant en œuvre d'autres <b>traitements biologiques</b> de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des installations réglementées au titre d'une autre législation	3 BRS OM : 3 x 100 T/j	A

Rubrique	Activité	Capacité	Régime
2781-2	Installations de <b>méthanisation</b> de déchets non dangereux ou matière végétale brute, à l'exclusion des installations [...] 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux	8 digesteurs indépendants de 1 400 m <sup>3</sup> chacun (zone 7) – procédé par voie sèche – 3 filières séparées : OM (sortie tri) / OM (sortie BRS) / biodéchets Capacité maximale : 8 x 40 T/j Biogaz produit : 1 640 Nm <sup>3</sup> /h 4 torchères : 11,6 MW	A
2780-2-a et 2780-3	Installations de traitement aérobie ( <b>compostage ou stabilisation biologique</b> ) de déchets non dangereux ou matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation 2. Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), de denrées végétales déclassées, [...] seuls ou en mélange avec des déchets végétaux ou [...] a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j 3. Compostage d'autres déchets ou stabilisation biologique	Unité de maturation/affinage (hall 8) - stabilisation : digestats OM (sortie tri) - compostage 1 : digestats OM (BRS) + structurant - compostage 2 : digestats biodéchets + structurant - structurant : déchets verts + palettes broyées Compost 1 : 27 850 T/an – Compost 2 : 4 250 T/an – Stabilisat : 23 400 + 16 800 + 2 000 T/an -	A
2910	Combustion à l'exclusion des installations [...]	Installations fonctionnant au biogaz 3 moteurs thermiques : 9,8 MW 1 chaudière : 1,8 MW	D
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	Surpresseur de biogaz : 20 kW 4 pompes : 4 x 1,5 kW Puissance totale : 26 kW	NC
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Cuve enterrée double enveloppe de fioul domestique Capacité totale : 10 m <sup>3</sup> Capacité totale équivalente : 0,4 m <sup>3</sup>	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public [...]	Poste de distribution de FOD (3 m <sup>3</sup> /h) Volume annuel : 80 m <sup>3</sup> Volume annuel équivalent : 16 m <sup>3</sup>	NC
1630-B	Soude ou potasse caustique [...] B. Emploi ou stockage de lessives de	Quantité présente < 100 T	NC
1611	Acide [...] sulfurique à plus de 25 % [...] (emploi ou stockage)	Stockage : < 18 T d'acide sulfurique	NC

#### Autres contraintes réglementaires

Agrément sanitaire pour l'accueil de déchets de catégories 3

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux milieux aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement UNITE DE METHANISATION AMETYST doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 2 (deux) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement UNITE DE METHANISATION AMETYST sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent

arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10'000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### 7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2014-7
Transmis en Préfecture le	02 OCT. 2014
Affiché le	02 OCT. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc178430-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

02 OCT. 2014

Conseiller Communautaire, délégué à  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement  
SCV LA VIGNERONNE (CAVE COOPERATIVE DE PIGNAN) dans le système  
de collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement des communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saussan et St Georges d'Orques adopté par la délibération n° 7385 du Conseil de Communauté du vingt deux décembre 2006 approuvant le contrat de DSP secteur Ouest ;
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SCV LA VIGNERONNE reçue le 01/07/13 ;
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- **Vu** l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des milieux aquatiques,
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **Considérant que** l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement SCV LA VIGNERONNE,

dont le siège social est situé au 6 route de Cournonterral à Pignan 34570,

- représenté par CIPRES Fredy en qualité de Président,

- situé au 6 route de Cournonterral à Pignan 34570,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AH 5 et 6. et pour le lagunage privé AR 202,

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées uniquement domestiques, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue des Condamines à Pignan 34570.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réception des vendanges,

- Stockage de vin en vrac

- Mise en bouteille,

- Expédition.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 776 068 611

- N° SIRET : 776 068 611 00016

- Code NAF : 1102B

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux milieux aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné, comme délégataire du service public d'assainissement, l'entreprise SDEI - Lyonnaise des Eaux dont le Centre Régional sis au 12, route de Bessan à Marseillan 34340 dont le siège social est : ZI du Capiscol, 8 rue Evariste Galois 5 à Béziers 34530 cedex, représentée par sa Directrice Régionale, Madame Jany ARNAL, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

### **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

#### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,

- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,

- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause



d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement SCV LA VIGNERONNE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE dont le déversement des eaux usées uniquement domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE est d'ordre domestique. Ses rejets autres que domestiques sont évacués sur un bassin privé d'évaporation.

Si la qualité des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement SCV LA VIGNERONNE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant,

Une réunion entre l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion. Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SCV LA VIGNERONNE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,  
de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2014-8
Transmis en Préfecture le	25 AOÛT 2014
Affiché le	26 AOÛT 2014
Notifié le	
Identifiant	Emc - 178664 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOÛT 2014



Conseiller Communautaire, de l'Eau et Milieux Aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement  
CENTRE DE REEDUCATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE (CRIP)  
(GROUPE UGECAM LR-MP) dans le système de collecte et de traitement  
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux conditions  
décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de la commune de Castelnau le Lez adopté par la délibération n° 4904 du Conseil Municipal du 28/06/1984 ;
- Vu la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement CENTRE DE REEDUCATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE (CRIP) ;
- Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération,
- Vu l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des milieux aquatiques,
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;**

-**Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE (CRIP),

dont le siège social est situé à 435 Chemin du Mas de Rochet, CS 10010 à Castelnau Le Lez 34173, représenté par Madame GILLES Danielle, en qualité de Directrice, situé à 435 Avenue Georges Frêche CS10010 à Castelnau Le Lez 34173, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AX 29, 31, 34, 36 et 91, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de formation professionnelle pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Restauration collective,
- Hébergement,
- Ateliers de formation.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Chemin du Mas de Rochet à Castelnau Le Lez. Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 424 596 492 000 50
- Code NAF : 8810 C

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux milieux aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Castelnau Le Lez a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Régional, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

### **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

#### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause

d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement CRIP doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CRIP, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CRIP désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CRIP devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement CRIP et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement CRIP s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

### **Article 6 : INCIDENTS**

#### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution

sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CRIP, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CRIP de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CRIP sera engagée (selon l'article L. 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,  
de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :  
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### 6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.



Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2014-9
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc-178668-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014

Conseiller Communautaire Délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature relative aux produits agricoles accordée à M. PELLET

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la qualité de conseiller communautaire de Monsieur Yvon PELLET,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Monsieur Yvon Pellet est chargé de la promotion des produits agricoles et viticoles, ainsi que des fêtes participant à la promotion de ces produits et des activités économiques traditionnelles, relevant du patrimoine des communes membres.

**ARTICLE 2** Monsieur Yvon Pellet exerce cette délégation auprès de madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à l'Emploi aux TPE/PME, à l'Artisanat et l'Agriculture

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-120
Transmis en Préfecture le	0 1 AOUT 2014
Affiché le	0 1 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 184859-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUL. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Limites de l'exercice de la délégation de Mme JANNIN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté du Président n°A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction à Mme JANNIN en matière d'urbanisme et d'aménagement ;

**Considérant** qu'en application de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013, constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction,

**Considérant** qu'en application de ladite loi et de son décret d'application susvisé, Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, est susceptible de paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'elle pourrait avoir dans l'exercice de ses fonctions avec :

- Le cabinet d'architectes-urbanistes RKNL- Nicolas JANNIN dont elle est salariée, en position de congés maternité,
- L'agence d'architecture BPA (Boyer-Percheron-Assus), dont elle a été salariée de 2004 à 2011,
- Le cabinet ACO Architecture Urbanisme Design
- La Maison de l'Architecture.

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonction lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter, de relations de quelque type que ce soit entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et :

- Le cabinet d'architectes-urbanistes RKNL- Nicolas JANNIN,
- L'agence d'architecture BPA (Boyer-Percheron-Assus),
- Le cabinet ACO Architecture Design,
- La Maison de l'Architecture sise 1, place Paul Bec à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-121
Transmis en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affiché le	01 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 184868-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUL. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de  
l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA dans le système de  
collecte et de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2014 à 2019**

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2000/01/336 du 16 février 2000 transférant la compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement des communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, St Brès, St Génès des Mourgues, St Drézéry et Sussargues adopté par la délibération n° 8032 du Conseil de Communauté du dix neuf décembre 2007 approuvant le contrat de DSP secteur Est;
- **Vu** la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA;
- **Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice Président de la Communauté d'Agglomération ;
- **Vu** l'arrêté n° A2014-83 du 25 avril 2014 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **Considérant que** l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA,  
dont le siège social est situé à 154 Avenue de Beaulieu BP 13 à Saint Génies des Mourgues 34160,  
représenté par Monsieur Jean François TARI en qualité de Président,  
situé à 154 Avenue de Beaulieu BP 13 à Saint Génies des Mourgues 34160,  
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AD 362, AP 200 et 27 et la parcelle  
AD 368 et 369 pour l'épandage,  
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées uniquement domestiques, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement  
dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue d'Encomet à Saint Génies des Mourgues,  
Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réception des vendanges,
- Vinification traditionnelle,
- Thermovinification ou tout autre contenant
- Mise en bouteille,
- Expédition

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : A 34416
- N° SIRET : 776 076 663 000 17
- Code NAF : 1102 B

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

<b>Rubrique</b>	<b>Activité</b>	<b>Autorisation/ Déclaration</b>
2251	Préparation, conditionnement de vins	Déclaration
2260	Broyage, concassage, criblage des substances végétales et produits organiques naturels	Déclaration
2920	Réfrigération, compression	Déclaration

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué à l'Eau et aux Milieux Aquatiques Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement de la ville de Montpellier a été confiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à la société VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Alain GROSSMANN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

### **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

## **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
  - S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
  - Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
  - Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
  - Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
  - Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
  - Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
  - Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.
- En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER, dont le déversement des eaux usées uniquement domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°8758 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 23 mars 2009 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER est d'ordre domestique. Ses rejets autres que domestiques sont évacués sur un terrain d'épandage.

Si la qualité des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER devra en informer le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Toute modification apportée par l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.



Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

**L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès réception des résultats par l'Etablissement.**

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2014-122
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc-184976-AR

Fait à Montpellier, le  
M. R. REVOL

22 AOUT 2014

Conseiller Communautaire, délégué  
l'Eau et Milieux Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de signature à Monsieur Pierre BONNAL pour la période du 16 au 31 août**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1411-5 et L 5211-9,,
- VU le Code des Marchés Publics,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12201 du 22 avril 2014 par laquelle le Conseil de Communauté a donné délégation permanente au Président dans des domaines précis,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de première Vice- Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **CONSIDERANT** qu'en l'absence concomitante de Madame Catherine DARDE, Première Vice-Présidente et de Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services du 16 au 31 août inclus, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2014-116 du 23 juillet 2014 est abrogé

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Pierre BONNAL à l'effet de signer les décisions et actes mentionnés aux articles 1 et 2 des arrêtés de délégation de signature accordés aux Vice-Présidents, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci.

Délégation de signature est également accordée à Monsieur Pierre BONNAL à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Communauté d'Agglomération de Montpellier telles que définies dans l'arrêté de délégation n° 2014-97 du 25 avril 2014 accordé à Monsieur Max LEVITA en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Ces délégations sont accordées pour la période du 16 au 31 août 2014.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BONNAL et du Vice-Président compétent, les délégations accordées à l'article 1 sont données dans les mêmes conditions à Monsieur Yves Nurit, Directeur général adjoint des Services, pour la période du 16 au 31 août 2014.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-124
Transmis en Préfecture le	0 1 AOUT 2014
Affiché le	0 1 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 185283_AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUL 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Exclusion temporaire du réseau des médiathèques

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 21 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Première Vice Présidente,
- VU l'arrêté n°2014-115 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 août inclus,
- **CONSIDERANT** qu'il a été notifié de nombreux manquements au règlement à Monsieur Olivier SIKRHA, ex-usager n° 1572009 : la demande d'accès aux services réservés aux usagers en refusant de s'inscrire, la prise de photographies et d'enregistrements sonores de ses échanges avec le personnel, la contestation systématique des informations émises par le personnel du secteur notamment sur les délais de réalisation d'adaptations de documents, le manque de respect au personnel par des propos mettant en cause leur intégrité et leur professionnalisme
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Monsieur Olivier SIKRHA, ex-usager n°1572009, est exclu du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de douze mois à compter de son affichage sur site, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur sus visé.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-125
Transmis en Préfecture le	25 AOUT 2014
Affiché le	26 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 185498-AR

Fait à Montpellier le  
M. Philippe SAUREL

20 AOUT 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**portant exclusion du réseau des piscines de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier de M. Djamel SAHRAOUI**

-VU la décision n°2013-587 du 2 septembre 2013 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le règlement intérieur des piscines de la Communauté,

-VU l'article 21 du Règlement Intérieur, disposant que toutes dégradations, toutes infractions au présent règlement donneront lieu à l'expulsion immédiate, sans remboursement et sans préjudice de la responsabilité qui pourrait incomber aux contrevenants ; que l'accès aux établissements pourra leur être refusé temporairement ; qu'en cas, enfin, de dégradations matérielles ou d'atteintes à l'intégrité de ses agents, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve un droit de recours juridique,

- VU les incivilités commises (effraction et dégradation), dans l'enceinte de la piscine du Centre Nautique Neptune, le 12 août 2014,

- VU que Monsieur Djamel SAHRAOUI a poussé à l'eau un des agents de la piscine du Centre Nautique Neptune la veille le 11 août 2014,

-CONSIDERANT la gravité de ces faits et la menace qu'ils constituent pour les usagers et le personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

-CONSIDERANT qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** M. Djamel SAHRAOUI est exclu de l'ensemble du réseau des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à compter du jour de la notification de cet arrêté jusqu'au 28 septembre 2014 inclus.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Arrêté n°	A2014-126
Transmis en Préfecture le	27/08/2014
Affiché le	02/09/2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 185871-AR

Fait à Montpellier, le 25/08/2014  
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature M. Max Levita - Opération de réaménagement de dette

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- **VU** la note de service n°2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12374 du 31 juillet 2014 relative à l'opération de réaménagement de dette auprès de la Caisse Française de Financement Local,

**CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite procéder à l'opération globale de refinancement selon les conditions fixées dans la délibération n°12374 du 31 juillet 2014,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Max LEVITA pour tout acte relatif à l'exécution de l'opération globale de refinancement précitée auprès de la Caisse Française de Financement Local,

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, la délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDE,

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA et de Madame Catherine DARDE, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies ci-dessus,

~~**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA, de Madame Catherine DARDE et Monsieur Christian FINA, Monsieur Yves NURIT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies ci-dessus,~~

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA, de Madame Catherine DARDE, de Monsieur Christian FINA et Monsieur Yves NURIT, Madame Christel CELIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies ci-dessus,

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-130
Transmis en Préfecture le	02 SEP. 2014
Affiché le	02 SEP. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc185928-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

02 SEP. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

Numéro de l'acte : A 2014-133

Date de décision : 30/09/2014

Sd : Dmc 187182-AR

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle  
d'intégration aux grades de Rédacteur et d'Assistant de Conservation  
Principal 2<sup>ème</sup> Classe**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- Vu le décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise une sélection professionnelle pour les grades de Rédacteur et Assistant de Conservation principal 2ème Classe portant sur les emplois visés à l'article 5.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle**

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans les grades de Rédacteur et Assistant de Conservation principal 2ème Classe est ouverte au titre de l'année 2014.

Le nombre d'emplois ouverts au grade de Rédacteur est fixé à 3.

Le nombre d'emplois ouverts au grade d'Assistant de Conservation principal 2ème Classe est fixé à 3.

**ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle**

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

## Retrait des dossiers

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) auprès de la Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - **à compter du 8 octobre 2014.**

## Contenu du dossier et pièces à joindre

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :

- Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
- Un curriculum vitae,
- Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
- Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :

- Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
- Un exposé des missions et activités du candidat
- Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Ressources Humaines pour faire acte de candidature.

## Date limite de dépôt des candidatures

Le dossier est à retourner dûment complété auprès de l'autorité territoriale - Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le

**24 octobre 2014 à 12 h 00, dernier délai.**

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

## ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif. En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

#### **ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle**

Cette commission qui se réunira **jeudi 13 novembre 2014 à partir de 14 h 00** sera composée de :

- Monsieur Daniel BESSAT, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Monsieur Vinh PHAM, fonctionnaire au grade d'Attaché principal.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 20 minutes dont 5 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie B).

La commission délibèrera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

#### **ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts**

Les auditions se dérouleront au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – 50 place Zeus – 34961 Montpellier **jeudi 13 novembre 2014 à partir de 14 h 00.**

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade de Rédacteur :

- Assistant du Responsable de Contrôle de Gestion Externe
- Assistant(e) des conseillers entreprise à Cap Omega
- Chargé(e) de la logistique à Cap Omega

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade d'Assistant de Conservation principal 2<sup>ème</sup> classe :

- Plasticien Médiateur Musée Fabre (2 postes)
- Guide Médiateur Musée Fabre

#### **Article 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés**

À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement aux grades de Rédacteur et Assistant de Conservation principal 2<sup>ème</sup> classe, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.


La Communauté d'Agglomération procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

#### **Article 7 : Exécution du présent arrêté**

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Fait à Montpellier

Le Vice-Président délégué aux Ressources Humaines

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several sweeping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.